

DOCUMENTS SECRETS

DE LA POLITIQUE RUSSE EN ORIENT

1881—1890.

D'APRÈS LE LIVRE RUSSE PARU À SOFIA SOUS LE TITRE
„LES FONDS D'OCCUPATION“

PUBLIÉ PAR

R. LÉONOFF.





BERLIN.
RICHARD WILHELMI.
1893.

Table des matières.

Préface.

C'est un livre curieux qui vient de paraître à Sofia et qu'a vu naître l'imprimerie du journal la „Svoboda". L'éditeur russe l'intitule „Les fonds d'occupation" — ces fonds, de provenance plutôt suspecte, étaitent destinés à couvrir les frais des entreprises de la Russie en Bulgarie. C'est de ces dernières, presque exclusivement, que traite l'ouvrage.

Nous divisons en 3 parties le contenu de l'édition russe: 1) Préface écrite en bulgare par D. Petkoff, président de la Sobranié bulgare, maire de Sofia et propriétaire de la „Svoboda". 2) Exposé des événements qui suivirent la dernière guerre russo-turque en Bulgarie. 3) Documents que Jacobsohn, ancien drogman du consulat russe à Roustchouk, a soustraits aux archives de ce consulat et de le légation russe à Bukarest.

M. Petkoff donne dans sa préface un exposé historique détaillé des relations entre la Russie et la Bulgarie. Il est écrit en style populaire, et ferait une impression profonde, joint aux documents, sur le peuple bulgare, même si son auteur n'était pas connu en Bulgarie comme champion de la liberté (de 1877/1878), écrivain et ami de Stamboloff. Mais elle acquiert une importance

particulière par le fait que Petkoff est aussi président de l'assemblée nationale. C'est, en quelque sorte, l'éloge funèbre prononcé sur la tombe de l'influence russe en Bulgarie, comme un adieu à cet hôte très indiscret et très incommode dont tous constatent sans regrets le départ définitif. En même temps c'est un appel au peuple bulgare, pour l'exhorter à repousser toute influence du dehors et à travailler de ses propres mains à sa prospérité.

Petkoff est homme de parti; sa préface s'adresse exclusivement à ses compatriotes et intéresserait peu le lecteur étranger. Pour éviter au lecteur toute fatigue, pour le soustraire à l'influence du point de vue de Petkoff, nous avons remplacé son exposé historique par des dates historiques dont on trouvera le tableau a la fin du livre. Elles sont d'autant plus nécessaires que le lecteur étranger ne connaît pas, en général, les événements sans lesquels on ne peut comprendre ces documents. Nous recommandons à chaque lecteur de se rafraîchir la mémoire ou de chercher des renseignements dans cette collection de dates avant de lire les documents se rapportant à telle ou telle année.

Le récit des événements qui suivirent la dernière guerre russo-turque en Bulgarie, écrit en russe, n'est point de la plume de Petkoff. Bien des choses peuvent, en effet, s'être passées ainsi; d'autres encore ont dû y être conformes ou à peu près. Mais comme l'auteur n'est autre que l'ancien drogman de consulat Jacobsohn, nous pensons que ces récits n'ont pas de valeur historique, vu que Jacobsohn n'était pas en position de juger les faits d'un point de vue assez élevé et d'une façon assez complète. L'édition française préfère donc ne pas s'en

tenir, snr ce point, à l'original russe, et ne donner dans son „avant-propos" que quelques faits historiques reconnus. La traduction des documents russes est exacte et complète.

Ceux-ci sont contenus dans la 3e partie de l'édition originale russe et sont au nombre de 241. Les numéros suivants ont été déjà publiés au courant de l'été 1892: No. 23. 60, 61, 159, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 182, 193, 194. La „Gazette de Cologne" a publié avant l'apparition du livre le No. 171, et la „Neue Freie Presse" les No. 23, 109, 159, 163, 172, 193, 194.

L'éditeur russe affirme que ces documents sont authentiques. Nous nous rappelons qu'en été 1891 Jacobsohn a été poursuivi par le Gouvernement russe pour soustraction de documents. Il est donc hors de doute qu'on a soustrait des documents, et que la Russie a considéré Jacobsohn comme le coupable. Depuis le départ de tous les consuls russes de Bulgarie (Nov. 1886) jusqu'en 1889, les archives des consulats sont restées entre les mains des drogmans de consulat; il n'est point douteux que Jacobsohn a pu, sans être inquiété, faire un choix minutieux dans les archives du consulat de Roustchouk. Et plus tard, attaché à la légation de Bukarest (jusqu'en 1890), il a pu compléter sa collection. En même temps nous tenons à mentionner que plusieurs personnes de distinction, et qui n'ont rien affaire, ou indirectement, avec ces documents, sont persuadées de leur authenticité. Du reste. on ferait trop d'honneur à Jacobsohn en le croyant capable de mystifier le monde. En fin de compte, les Russes eux-mêmes en attestent l'authenticité. Ce n'est rien moins que l'écrivain connu Tatichtcheff, le seul Russe

quelque peu marquant qui ait, depuis 6 années, été en Bulgarie. En 1890, Tatichtcheff vint faire à Stamboloff — soi-disant au nom du Gouvernement russe — des propositions pour engager la Bulgarie à céder Bourgas à la Russie, et faire ainsi reconnaître sa situation par cette dernière. Tatichtcheff s'en fut du reste sans y avoir rien gagné, sinon d'avoir beaucoup corrigé et amélioré sa manière d'envisager la situation en Bulgarie. Il exprima cette impression dans la presse russe. Peu aprés que Stamboloff eût été reçu par le Sultan (été 1892), et après les premières publications de la „Svoboda", parut un article de Tatichtcheff dans le „Rousskiy Viestnik". Il y disait que le but de Stamboloff, dans sa visite à Constantinople, était de présenter au Sultan les originaux des documents russes qui se rapportaient aux intentions de la Russie à l'égard de la Turquie. Cela n'est cependant point conforme à la réalité, car on n'a point parlé de ces documents à Yildyzkiosk; mais cela prouve que l'on doit pourtant croire, en Russie, que ces documents sont authentiques.

Cette publication est destinée en premier lieu aux hommes d'Etat et à tous ceux qui s'occupent de politique. Cependant tout le monde y trouvera plus d'un fait intéressant qui pourrait l'aider à comprendre la politique dans la péninsule des Balkans.

Les originaux russes ont été traduits textuellement. Quelquefois — lorsque le contenu en était trop insignifiant — on n'a fait que l'indiquer dans le texte. On trouvera dans les remarques quelques titres d'ouvrages qui décrivent plus particulièrement les faits rapportés. Pour faciliter les recherches, nous avons ajouté une table générale ainsi que le registre des noms des personnages cités.

Cette publication est tout simplement un acte de défense contre un ennemi puissant, l'empire russe, dans la guerre à mort que ce dernier a déclarée à la Bulgarie. Nous montrons quelles sont les armes de l'adversaire, et nous en laissons juges tous nos contemporains. Et en faisant cela, nous pensons contribuer à entretenir la sympathie dont le monde civilisé honore les tendances pacifiques et progressistes de la nation bulgare.

Sofia, Décembre 1892.

R. Léonoff.

Avant-propos.

La Bulgarie était délivrée; des autorités administratives entrèrent peu à peu en activité sous la direction supérieure du commissaire impérial russe, le prince Dondoukoff-Korsakoff. Des troupes bulgares furent constituées, et des officiers russes les commandaient; la Constitution bulgare fut élaborée, à Tirnova, et l'élu du Tzar et de la nation bulgare, le prince Alexandre de Battenberg, premier prince de Bulgarie, fit son entrée à Tirnova aux acclamations de la population. Aprés les jours de fête commença la tâche de tous les jours. Trois forces devaient agir concurremment et dans la concorde, pour pousser la Bulgarie dans la voie du progrès: l'influence russe, le prince constitutionnel et la nation libre. C'était impossible; on le vit bientôt. La Russie et les Russes — consuls, ministres, officiers, employés — voulaient gouverner, parce qu'ils pensaient qu'ayant délivré la Bulgarie au prix de grands sacrifices, ils avaient acquis le droit de s'en constituer les administrateurs. Le souverain constitutionnel voulait sauvegarder sa position et régner pour ne point être gouverné et pour exécuter plus vite et mieux tout ce qu'il croyait utile à la Bulgarie. La nation, enfin, voulait gouverner, aprés l'avoir été si

longtemps; du reste la Constitution lui en réconnaissait formellement le droit. Au lieu de faire des concessions et de s'accommoder, ces trois puissances se séparèrent de plus en plus. Depuis 1879 elles ne se sont plus réunies, mais ont toujours combattu à deux contre un: tantôt le prince avec la Russie contre la nation, tantôt la Russie avec la nation contre le prince. Aucune de ces alliances ne pouvait durer, car aucune n'était avantageuse au pays. S'il y avait encore besoin d'une preuve pour démontrer qu'un Etat étranger ne peut avoir des droits égaux dans une pareille alliance, l'histoire de la Bulgarie la fournirait. La situation ne devint durable que lorsque la Russie eût déclaré la guerre aux deux autres facteurs — prince et nation — et les eût forcés à une alliance qui, bien que la plus naturelle de toutes, avait été négligée jusqu'alors. Ce n'est qu'au moment du plus grand danger qu'on le comprit.

Et c'est ainsi que depuis la chute du prince Alexandre, le nouveau souverain et la nation se rapprochèrent et exclurent la Russie de leur alliance.

La conduite de la Russie ne fait que consolider de plus en plus cette alliance; et lorsque toute pression de la Russie aura cessé, on reconnaîtra qu'en attendant, le prince de Bulgarie et la nation se sont, pour ainsi dire, indissolublement soudés. En ce sens, il est avantageux à la Bulgarie que la Russie lui conserve son hostilité.

Les documents suivants montrent du reste clairement comment la diplomatie russe entendait ses devoirs en Bulgarie, et comment elle les y a remplis.

Table générale.

1881.

No. 1. **Dépêche chiffrée de l'agent diplomatique de Russie en Bulgarie, Monsieur Hitrovo, aux consuls de Russie en Bulgarie.**

J'entreprends, sur l'ordre de Sa Majesté, un voyage avec le souverain à travers la Bulgarie, pour exposer à la population la volonté de Sa Majesté. Ayez la bonté de faire en sorte qu'on nous reçoive et nous traite partout le plus solennellement possible. Employez-y toute votre peine et les sommes nécessaires. On vous rendra, sur le fonds secret de l'agence diplomatique, ce que vous y aurez dépensé.

No. 2. **Circulaire de Hitrovo aux consuls de Russie en Bulgarie.**

Le ministre de la guerre de Bulgarie*) m'apprend personnellement que l'on a décidé, dans le conseil des ministres, d'arrêter quelques personnes de marque, parmi les partisans des ministres précédents, ou parmi les employés relevés de leurs fonctions. Le général Ehrenrot estime que ces mesures sont absolument nécessaires, car le moment fixé pour les élections à la Grande Sobranié approche. En empêchant à temps les membres les plus influents de l'opposition de prendre part aux élections, le général Ehrenrot croit que la Grande Sobranié se com-

*) Le général russe Ehrenrot.

posera uniquement de nos partisans. D'après les rapports des commissaires extraordinaires du prince, il résulte que, dans quelques villes de la principauté, se trouvent aussi, parmi les nationaux russes, des personnes qui ne prennent aucune part à ce qui se passe actuellement en Bulgarie. Il est possible que l'on soit aussi obligé d'employer les mêmes mesures contre des nationaux russes qui vivent dans différentes villes de la principauté. Et, par conséquent, que les commissaires extraordinaires soient ainsi obligés, très honoré Monsieur, de solliciter votre concours. Je vous prie donc d'avoir l'extrême obligeance de prêter votre bienveillant concours, dans la mesure du possible, aux commissaires extraordinaires du prince. Et cela lorsqu'ils auront à prendre les susdites mesures contre des nationaux russes.

No. 3. **Lettre privée de Hitrovo au consul de Russie à Roustchouk, jointe à la précédente circulaire.**

Très honoré Monsieur Nicolaï Nicolaïevitch, j'ai reçu de Mr. Melnikoff une lettre, qui s'occupe entre autres de cette question: un coup d'état en Bulgarie est-il absolument nécessaire? Mr. Melnikoff appuie ses vues sur nos télégrammes officiels et principalement sur les dispositions que nous avons provoquées chez les Bulgares à faire un coup d'état. Il se pose exactement la même question que nous avons simplement soulevée, la dernière fois, à Roustchouk, à savoir: si la population bulgare nous est soumise à ce point et qu'elle accepte avec un pareil enthousiasme l'expression de la volonté suprême, ne pouvons-nous donc pas nous tirer d'affaire sans aucun coup d'état? Le général Ehrenrot sort de chez moi, je lui ai lu la lettre de Mr. Melnikoff, et nous sommes arrivés à la conclusion qu'il est nécessaire de créer une opposition, mais à condition expresse de laisser subsister les mesures indiquées dans la circulaire. De son côté, Mr.

Ehrenrot a envoyé une circulaire aux commissaires extraordinaires du prince, concernant des perquisitions chez les personnes les plus influentes appartenant au soi-disant parti libéral, et touchant leur arrestation, selon les vues des commissaires. Cela exécuté, je m'en référerai à vos rapports et à ceux des commissaires extraordinaires sur les arrestations et leurs conséquences. Je compte répondre ainsi discrètement à Mr. Melnikoff, en lui montrant que la population est avec nous, mais qu'il existe une clique, pénétrée de l'esprit d'illégalité et de révolution, et que celle-ci fait tous ses efforts pour provoquer de l'agitation dans le pays. Et qu'il était par conséquent nécessaire d'arrêter ces messieurs.

Je m'adresse à vous, très honoré Monsieur, en vous priant de ne pas refuser votre concours, dans votre circonscription consulaire, aux dits commissaires. Vous connaissez nos militaires, très cher Nicolaï Nicolaïevitch; sans conteste ils exécutent ponctuellement leurs ordres, mais on ne peut nier qu'ils n'aient qu'un jugement et une habileté diplomatique fort superficiels.

No. 4. **Lettre privée du directeur du département asiatique*) au consul de Russie à Roustchouk.**

Très cher Nicolaï Nicolaïevitch, j'ai écrit ces jours-ci à Michel Alexandrovitch et je l'ai prié de nous renseigner aussi souvent que possible sur les évènements de Bulgarie. Il est vrai que nous recevons à temps des rapports numérotés et des motions, mais vous savez bien que l'on n'acquiert jamais ainsi de jugement exact sur les évènements. Ces rapports ne sont à mes yeux que des confirmations officielles; on les rédige dans les moments perdus, pour se reposer. Tout autre chose est l'échange d'opinions particulières de collègue à collègue. Je ne

---

*) Melnikoff.

sais pourquoi vous êtes si renfermé depuis quelque temps; à moins que ce ne soit par ordre que vous vous restreigniez à des lettres officielles avec numéro de sortie. Entre temps, l'opinion publique, chez nous, s'est fortement retournée contre notre attitude en Bulgarie. Je vous dis que deux camps se sont formés à St. Pétersbourg; c. à d. nous sommes dans le camp de la guerre; dans le camp opposé sont les militaires. Finalement il nous est très difficile, à nous autres écrivassiers, de lutter avec la force armée. Ces jours-ci j'ai rencontré le général 3schwyt*) de l'état-major général: il m'a fait un sermon, comme jamais je ne m'y serais attendu. Veuillez prendre la peine de vous représenter ceci: le général, universellement estimé, prend la liberté de nous appeler presque des traîtres. Monsieur 3schwyt s'adressa à moi en ces termes: „Qu'est-ce que vous faites en Bulgarie? Vous y préparez certainement un coup d'état! Vous voulez rendre non valable la Constitution que nous avons faite et donner je ne sais quels pleins pouvoirs au prince de Battenberg?“ Même plus que cela: „Avons-nous peut-être combattu pour un Allemand, pour un Battenberg? Avons-nous peut-être délivré les Bulgares pour y établir des forteresses pour le prince de Battenberg? Qu'est-ce que ça nous importe, si un Petko Karavéloff ou un Dragan Tzankoff ressassent des idées libérales en Bulgarie? Dieu soit avec eux! mais leurs querelles intestines ne nous regardent absolument pas. Notre tâche en Orient est loin d'être terminée. Nous n'avons fait, en Bulgarie, que poser le premier fondement d'un grand édifice, et vous autres diplomates, vous allez démolir ce fondement cimenté avec notre sang! Et si le coup d'état que vous préparez aboutit heureusement, je ne vois cependant pas qu'il en résulte quelque chose de favorable pour nous.

---

*) Les chiffres signifient Obroutcheff.

Avant la sortie de nos troupes du pays transdanubien, le conseil de guerre a pris une décision définitive sur nos mesures ultérieures à prendre en Bulgarie, en Roumélie et en Macédoine. C'est cette décision du conseil de guerre que nous considérons comme la solution définitive de la question d'Orient; et vous, des diplomates, vous allez faire des coups d'état en Bulgarie et violer ainsi cette décision! Voici ce que vous devriez faire: Amener l'unification de la Bulgarie, établir en Macédoine une administration autonome, et seulement alors vous mettre à exécuter la décision du conseil de guerre!" Le général dit aussi que jamais il ne pourrait croire qu'avec le prince de Battenberg contre nous nous puissions réaliser nos intentions. Que le prince se plaindrait du peu de soumission des ministres bulgares, et qu'il serait forcé de quitter le pays si l'état de choses, dans la principauté, ne changeait pas; Monsieur Sschwyt est d'avis que nous n'avons aucunement à nous occuper des plaintes du prince, et que cela ne rentre aucunement dans ce que nous avons à faire en Bulgarie. Là-bas, dit-il, il y a une Constitution, aux termes de laquelle les ministres sont responsables devant la Sobranié; par conséquent, les ministres sont souvent dans la position de ne pas l'inquiéter des désirs personnels du prince et de ne pouvoir les satisfaire. D'après ce que dit le prince de Battenberg, les ministres bulgares n'exécutent pas ses ordres; mais en quoi cela nous regarde-t-il? En tant que souverain limité par une Constitution, il est libre de renvoyer les ministres, de dissoudre la Sobranié, de faire faire de nouvelles élections et de constater ainsi lequel de ses ministres jouit de la confiance du peuple. Si le prince ne veut pas cela, qu'il viole lui-même la Constitution et n'emploie pas des étrangers à lui tirer les marrons du feu! Voilà, mon très cher Nicolaï Nicolaïevitch, ce que pensent nos messieurs de l'armée à propos de la question de Bulgarie.

En réponse à toutes ces remarques j'expliquai au général notre point de vue. Je lui répondis que si eux, les militaires, croyaient pouvoir établir, sans difficultés, un protectorat en Bulgarie, ils se trompaient étrangement. Le conseil de guerre a décidé un protectorat, „mais, permettez, sous quelle forme doit-il être réalisé? La Sobranié bulgare doit-elle prendre connaissance de la retraite du prince de Battenberg et proclamer un protectorat, c. à d. faut-il faire de la Bulgarie un grand-duché, et le Tzar doit-il prendre le titre de grand-duc des Balkans? Est-ce que les grandes puissances regarderaient, sans rien dire, s'effectuer une pareille transformation? Que devient finalement le traité de Berlin, qui défend à des gouvernants d'être en même temps prince-régnant de Bulgarie? Admettons que tout cela soit arrivé, et que les puissances européennes interviennent; sommes-nous prêts à soutenir nos prétentions jusqu'au bout? Je sais votre réponse, vous répondrez: non! Supposez qu'à l'occasion d'une intervention armée des puissances européennes, la Turquie occupe la Roumélie orientale et fortifie ses frontières: sommes-nous prêts à commener une nouvelle lutte sans être assurés de la neutralité des puissances européennes? Je sais que vous répondrez: non! Par conséquent, en jugeant les moyens employés pour l'exécution de nos intentions, on doit finir par se persuader que le pas que nous venons de faire en Bulgarie est une mesure légale, juste et propre à nous faire atteindre le but. Quant à ce qui concerne votre question, comment les affaires intérieures de Bulgarie nous peuvent intéresser, j'ai le plaisir de pouvoir répondre à Votre Excellence, que précisément ces affaires intérieures ont pour nous une grande importance. Nous avons pour tâche là-bas de faire toute une éducation; nos efforts tendent à élever, en Bulgarie, une jeune génération dans des dispositions monarchiques et dans le respect de l'église orthodoxe. Nous ne pou-

vons permettre qu'il s'élève une nouvelle génération dans le goût des Karavéloff et des Tzankoff, gens qui nient tout ce qui nous est sacré, à nous autres orthodoxes. Pas besoin de fouiller des archives; nous avons dans la Roumanie un exemple vivant. Est-ce peu, le sang que nous avons versé pour la liberté et l'indépendance de la Roumanie — et quel en a été l'issue? Nous avons fondé, à nos frontières, un royaume qui nous est hostile. Lorsque toute la Russie était plongée dans le deuil, lorsque le corps très saint du bienheureux Tzar défunt était encore exposé dans l'église de St. Pierre et St. Paul — le 14 Mars — les Roumains n'ont point hésité, à ce moment, à tirer leur profit du malheur de la Russie tout entière. Et c'est alors qu'ils se sont proclamés en royaume indépendant, avec Charles de Hohenzollern sur le trône. Voilà, mon cher général, les suites de nos rapports trop lâches avec la Roumanie; tôt ou tard, il nous faudra cependant compter bien avec elle. Puisque nous avons ce vivant exemple sous les yeux, gardons-nous de commettre la même faute vis à vis de la Bulgarie; c'est donc notre tâche spéciale de suivre le développement intérieur de la Bulgarie, pour préserver le pays de conséquences redoutables. Vous dites que nous n'avons pas combattu pour un prince de Battenberg quelconque? Tout à fait de votre avis; mais nous n'avons pas non plus fait la guerre pour Petko, Dragan et Stéfan. Et pas non plus — ceci entre nous — pour un Bratouchka quelconque. Il était de notre devoir d'ouvrir le chemin jusqu'à un certain point; nous y sommes parvenus par des moyens détournés, mais on nous a fermé ce chemin à Berlin. Nous devons donc l'atteindre par d'autres moyens que ceux employés jusqu'à présent. Et ce but ne peut être atteint que si nous n'avons affaire qu'à une seule personne, et non au ramassis de gens que les Bulgares nomment la Sobranié. Que réclamer du prince de

Battenberg, quels services peut-il nous rendre, si sa puissance est si limitée et si tout ne dépend pas de lui, mais des ministres et des députés? Donnez-lui pleins-pouvoirs sur le gouvernement indépendant du pays et réclamez alors l'exécution des conditions que vous lui aurez imposées.

Quant à l'unification de la Bulgarie, nous sommes d'avis qu'il est encore trop tôt pour soulever cette question. Il est vrai que cela est prévu dans la décision du conseil de guerre, mais cependant le moment de cette unification n'a point été fixé. Nous pensons qu'on ne pourra s'occuper d'une unification de la Bulgarie que lorsqu'un protectorat durable aura été établi dans la principauté. Si, dès les premiers temps, et après pas même deux années d'indépendance, on est obligé à un coup d'état pour supprimer la Constitution dans ce petit Etat, qu'arriverait-il si les limites en étaient agrandies? Et ne ferions-nous pas une seconde Roumanie en réunissant à la Bulgarie la Roumélie, la Dobroudja et la Macédoine? Et sur une plus grande échelle! Alors, il serait presque impossible de prendre des mesures aussi extraordinaires que les mesures actuelles; et nous nous serions fait alors une Turquie slave, ou nous aurions été forcés de renoncer pour toujours aux tâches que l'Histoire nous impose!"

Après tout cela, le général sembla d'accord avec notre façon de juger les affaires de Bulgarie, et me promit une visite pour que nous pussions y échanger nos vues.

Hier, Nicolaï Carlovitch*) a présenté à l'empereur tous les rapports et télégrammes qu'il a reçus dernièrement de vous. Notre maître et empereur a vu toujours

*) Nicolaï Carlovitch Giers.

d'un oeil bienveillant votre action en Bulgarie, et a donné l'ordre d'exprimer à tous ses remercîments. Cela vous sera communiqué officiellement.

Ici parviennent des bruits très désagréables, comme quoi les commissaires extraordinaires princiers en Bulgarie prendraient des mesures très sévères contre des membres du parti de l'opposition. On raconte même que quelques citoyens éminents ont été soumis à des peines corporelles, et sur l'ordre des commissaires; simplement parce qu'ils se sont déclarés contre l'ordre de choses actuellement existant en Bulgarie. Ici, à St. Pétersbourg, l'activité de ces commissaires improvisés ne plaît point; et à juger d'après vos rapports, nous ne voyons point la nécessité de prendre des mesures si violentes. Nicolaï Carlovitch craint que l'empereur n'en ait connaissance, ce qui provoquerait le rappel immédiat du général Ehrenrot; d'autant plus qu'il n'est pas précisément soutenu dans les cercles militaires d'ici. J'ai écrit là-dessus aussi à Michel Alexandrovitch, et je vous prie confidentiellement de faire part aux commissaires de votre ressort, de la façon dont on juge ici leurs actions et de leur dire que nous n'approuvons pas leur conduite en cette affaire.

Je vous prie beaucoup d'écrire plus souvent et très en détail sur ce qui se passe chez vous.

No. 5. **Lettre chiffrée de l'agent diplomatique à Sofia aux consuls en Bulgarie, Mai 1881.**

Le ministre de la guerre de la principauté m'a prié confidentiellement de déterminer une somme d'argent, destinée à payer les personnes nécessaires à l'agitation que nous projetons, soit en une fois, soit en leur fournissant un traitement mensuel. Le général Ehrenrot m'a déclaré personnellement que, bien qu'il eût à sa dis-

position quelques fonds secrets, il ne lui semblait pas désirable de les entamer, parce qu'il craint la divulgation, en Bulgarie, de ces comptes. Je suis entièrement de son avis, et j'ai prié Melnikoff de me procurer les sommes nécessaires au but sus-indiqué. Mr. Melnikoff a mis, par télégramme, le reste des sommes du fonds d'occupation à ma disposition et il prie en même temps que les comptes relatifs à ces dépenses soient présentés à part des comptes de dépenses extraordinaires relatives à un service défini.

Comme quelques-unes parmi les personnes auxquelles je fais allusion habitent votre arrondissement consulaire, je vous prie d'avoir l'extrême obligeance, très honoré Monsieur, d'établir une estimation et de vous entendre avec les commissaires extraordinaires, pour exécuter soit les paiements séparés, soit les traitements mensuels nécessaires. Il faudrait, après estimation des commissaires extraordinaires, distribuer quelque argent à ceux qui sont capables de porter des armes et lorsqu'ils les auront reçues. Dans les premiers temps, vous pouvez y employer le capital de réserve qui se trouve à votre consulat. Il est désirable aussi que la liste de ces personnes et le compte des dépenses qu'elles occasionneront soient dressés par vous personnellement, sans l'aide des employés du consulat. Vous recevrez par courrier spécial de l'argent pour compléter le fonds de réserve.

No. 6. **Lettre confidentielle de l'agent diplomatique à Sofia au consul à Roustchouk.**

Les commissaires extraordinaires à Roustchouk et à Tirnova ont proposé au général Ehrenrot d'arrêter à Roustchouk Dragan Tzankoff, et à Tirnova Stéfan Stamboloff, un des jeunes et des plus influents députés du cercle de Tirnova.

Ils donnent comme raison de l'arrestation que MM. Tzankoff et Stamboloff font de l'agitation ouverte contre le prince, et qu'eux et leurs partisans pourraient avoir une fâcheuse influence sur les élections projetées.

En considérant qu'à St. Pétersbourg on juge très défavorablement les mesures par nous prises (c'est M. Melnikoff qui m'en a fait part) je vous prie de vous assurer, en lieu et place, jusqu'à quel point l'activité de MM. Tzankoff et Stamboloff pourrait exercer sur les élections une influence fâcheuse. Veuillez me faire part de votre opinion personnelle, et me dire s'il y a nécessité de prendre les mesures proposées par les commissaires extraordinaires. En même temps j'estime qu'il est de mon devoir, très honoré Monsieur, d'attirer votre attention sur ce point-ci, à savoir, que Dragan Tzankoff (je le sais personnellement) est un homme extraordinairement influent dans la contrée et qu'il jouit de la confiance de la population. Pour ce qui est de l'influence du jeune député du cercle de Tirnova, Stéfan Stamboloff, je ne puis en juger que par les rapports d'autres personnes. Je ne le connais pas personnellement. Ce n'est pas inutile, à mon avis, de faire surveiller secrètement, à Tirnova et à Roustchouk, les personnes susnommées et leurs amis.

No. 7. **Rapport fait, en réponse à la lettre précédente de M. Hitrovo, par le consul à Roustchouk.**

Très honoré Monsieur Michel Alexandrovitch!

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre confidentielle de Votre Excellence, et je m'empresse d'y répondre que, d'après ce que m'apprend notre drogman (je suis assuré de l'exactitude de son rapport) Mr. Dragan Tzankoff et ses amis, à Roustchouk, ont décidé en définitive de ne point prendre part aux élections prochaines. L'ancien député du cercle de Tirnova, Stéfan Stamboloff, a ad-

héré à cette décision. Il est venu, ces jours-ci, de Tirnova à Roustchouk. L'agitation que font les personnes susdites et leurs amis n'a pas de caractère assez accentué par entraîner une privation de liberté. Elles se bornent en effet à blâmer certains actes des commissaires, et du reste, elles ne sont point des amis de l'ordre actuel. D'après mon humble opinion, la conduite de MM. Tzankoff et Stamboloff ne peut justifier une arrestation. J'estime donc très suffisant de s'en tenir, jusqu'aux élections, à une observation secrète des dites personnes et de leurs partisans. Pour ma part, c'est ce que je fais faire d'après l'ordre reçu. En même temps je considère comme mon devoir d'ajouter ceci: c'est que, d'après les rapports des gens chargés de les surveiller, des perquisitions à domicile ou des arrestations de membres du parti de l'opposition ne conduiraient à aucun résultat palpable. Si l'opposition est actuellement étouffée, on peut admettre que ce résultat n'est point dû à nos mesures; mais que (comme on me le dit), c'est simplement d'une part le manque de moyens matériels des chefs de parti et d'autre part la crainte d'une nouvelle occupation de la Bulgarie qui l'ont amené.

Avant que j'aie reçu les ordres de Votre Excellence, le lieutenant-colonel Logvénoff s'est adressé à moi pour me prier de le soutenir à propos de l'arrestation de M. Tzankoff. Le commissaire extraordinaire s'est exprimé contre mes intentions comme suit: „Je suis persuadé que Dragan Tzankoff n'entreprendra rien. Mais son arrestation donnera quelque valeur à notre résistance à une opposition qui pourrait se manifester aux élections. En un mot, il faut arrêter Tzankoff pour maintenir la dignité du commissaire.“ Je répondis à Mr. Logvénoff qu'il peut, en sa qualité de commissaire et de sa propre autorité, arrêter Tzankoff comme ressortissant bulgare, mais que moi, en ma qualité de représentant du gou-

vernement impérial, je ne puis approuver la démarche d'un officier russe. Et cela encore moins lorsqu'il s'agit de nationaux russes, tels que le capitaine Menaïeff en a arrêté à Rasgrad, parce que dans leurs domiciles se trouvaient des livres interdits par la censure.

No. 8. **Circulaire de l'agent diplomatique à Sofia aux consuls en Bulgarie.**

J'ai reçu la décision du conseil des ministres au sujet de l'ordre à observer dans les prochaines élections à la Sobranié. La voici: Après modification des règlements concernant la formation des bureaux électoraux en Bulgarie etc., les élections se feront comme suit: le bureau électoral sera composé du commissaire extraordinaire, de son assistant et du maire. Devant le bâtiment de l'administration communale seront placées quelques urnes, dont un certain nombre porteront le nom des candidats proposés par le commissaire. Ensuite, le commissaire, son adjoint ou le maire remettront aux électeurs les bulletins préparés et portant les noms des candidats, et leur expliqueront quelles urnes sont pour, lesquelles contre le prince. C. à d., si l'électeur se déclare soi-même ouvertement contre le prince, il est libre de voter à sa convenance: les conséquences finales sont connues. Le général Ehrenrot est d'avis que ce genre d'élections n'est pas très légal, mais qu'il est admirable et ferait atteindre le but désiré.

Comme je n'approuve nullement cette décision du conseil des ministres, touchant le changement des règlements électoraux bulgares, je vous prie, honoré Monsieur, de bien vouloir me transmettre vos remarques à ce sujet. Veuillez aussi me faire savoir si la population de votre arrondissement consulaire n'a point formulé de réclamations contre la conduite des commissaires, à l'occasion des élections à la Grande Sobranié.

No. 9. **Réponse du consul à Roustchouk à la circulaire précitée de Mr. Hitrovo.**

Il m'est très agréable, en réponse à la circulaire de Votre Excellence, d'exprimer à ce sujet mon opinion ainsi que celle de quelques citoyens éminents de mon arrondissement consulaire.

(La lettre déclare que le conseil des ministres n'a pas le droit de publier de nouvelles lois. Par conséquent, l'opposition tiendrait pour aussi peu valables des élections faites de cette manière, que tout ce qui pourrait résulter des élections, — comme, par exemple, la transmission de certains pleins-pouvoirs au prince. Que, du reste, il n'y a eu aucune raison de changer le règlement électoral, puisqu'il est bien connu que le parti de l'opposition ne prendra point part aux élections prochaines.)

No. 10. **Lettre secrète de M. Hitrovo au consul à Roustchouk.**

Très cher Nicolaï Nicolaïevitch!

L'absolue indifférence et la retenue des représentants étrangers vis-à-vis des évènements récents de Bulgarie me donnent quelques soupçons: le prince ne se serait-il pas assuré d'abord de la connivence des autres puissances à propos du coup d'état actuel? Et, dans cette occasion, n'aurions-nous pas aveuglément travaillé pour l'Angleterre, l'Autriche et l'Allemagne? J'ai eu récemment, avec l'agent diplomatique d'Autriche-Hongrie, un entretien au sujet de la situation en Bulgarie. Il m'a dit qu'il considérait cet événement comme une question d'ordre intérieur, et que son gouvernement en jugeait très impartialement. Du reste, il a porté des jugements très flatteurs sur l'entourage du prince composé de personnes que, pour ma part, je ne puis pas précisement considérer

comme nos amis. L'agent diplomatique d'Angleterre me dit qu'il n'avait reçu de son gouvernement aucune instruction touchant sa ligne de conduite; et qu'il ne savait pas même s'il assisterait à la Grande Sobranié de Sistowa.

Quant aux qualités personnelles du prince de Battenberg, je dois vous dire que je le crois capable de toutes les mauvaises actions. Et c'est pourquoi je vous prie de vous informer, auprès des consuls étrangers à Roustchouk, quelles instructions ils ont reçues dans les derniers temps au sujet de l'attitude à observer en Bulgarie. Vous voudrez bien m'en rendre compte, s'il vous plaît.

No. 11. **Réponse du consul de Roustchouk à M. Hitrovo.**

Très honoré Monsieur Michel Alexandrovitch!

Souvent je me suis entretenu, avant la réception de votre lettre, avec le consul d'Autriche-Hongrie, à propos de la situation en Bulgarie. Je conclus des paroles de M. Kwiatkowski que le cabinet de Vienne est des plus indulgents vis-à-vis du prince de Battenberg, mais qu'il examine nos actes avec la plus grande attention. Le consul d'Autriche-Hongrie, en des termes qui n'avaient aucune signification précise, m'a fait l'allusion que l'on allait peut-être bien transformer la Bulgarie en province russe. Je sais pertinemment que M. Kwiatkowski prend de l'intérêt à l'état des troupes de son arrondissement. Je sais aussi que les fournisseurs de diverses matières aux arsenaux et aux troupes (et ce sont tous des nationaux autrichiens), reçoivent certaines instructions du gouvernement austro-hongrois. Je n'ai pas hésité à mettre le général Lessowoi au courant, mais, comme à l'ordinaire, et par suite de l'étroitesse de ses vues, il n'a fait aucune attention à ma communication. Le consul anglais a été aujourd'hui chez moi; M. Dalziel m'a

appris qu'il avait été chargé par l'agent diplomatique à Sofia de se trouver le 1[er] Juin à Sistowa, pour assister à la Grande Sobranié. Nous convînmes de faire le voyage en commun et en compagnie de l'ancien officier russe Pawel Alexéievitch Melnikoff, que Votre Excellence connaît bien.

No. 12. **Dépêche chiffrée de l'agent diplomatique à Sofia aux consuls en Bulgarie.**

Faites savoir directement au département asiatique le résultat des élections dans votre arrondissement. Au jour de la séance de la Grande Sobranié à Sistowa, trouvez-vous y, vous et les employés du consulat. Ces derniers télégraphieront en leur propre nom les évènements, comme correspondants de nos journaux.

No. 12a. **Télégrammes des consuls, au département asiatique, sur le résultat des élections.**

Les élections à la Grande Sobranié ont été terminées aujourd'hui dans mon arrondissement consulaire. Les candidats proposés par les commissaires et les maires ont été élus à l'unanimité, solennellement. Les élections ont eu lieu dans toutes les formes légales. L'ordre n'a été troublé nulle part. L'ordre règne partout dans mon arrondissement consulaire.

No. 13. **Lettre de M. Hitrovo au consul à Roustchouk.**

Notre ami*) nous fait part de nombreux changements qui vont se faire dans le département asiatique. On parle de la nomination d'un chef indépendant de département; ce serait Ivan Alexéievitch auquel on penserait. Personnellement, vous le savez, je n'ai rien contre lui; mais c'est le plus terrible réformateur qui

*) C'est Mr. Melnikoff, chef du département asiatique.

existe et un fort égoïste; en outre, c'est le plus redoutable des bureaucrates et des formalistes: pour moi, je suis toujours de l'avis opposé. Mr. Melnikoff dit qu'il a l'intention de se faire transférer dans un autre département. Je le regrette vivement; car on pouvait, avec lui, parler de tout; avec Ivan Alexéievitch on n'a que des rapports officiels. Notre ami écrit entre autres qu'on a décidé à St. Pétersbourg de rappeler le général Ehrenrot, et qu'il devra par conséquent quitter la Bulgarie le jour qui suivra la Sobranié de Sistowa. Du reste, on dit que les cercles militaires ne le soutiennent nullement. On a découvert que Nicolaï Carlovitch a fidèlement et pendant tout le temps défendu le général. Du reste, souvent j'ai été obligé, dans mes rapports, de ne pas dire l'exacte vérité sur quelques actes maladroits d'Ehrenrot que vous connaissiez aussi. En un mot, il faut prendre connaissance de tout cela et en faire son profit. Mr. Melnikoff croit qu'après la Sobranié de Sistowa vous serez nommé chef de bureau de la quatrième classe du département asiatique, et plus tard peut-être sous-directeur. Je serai toujours prêt à faire pour vous de mon mieux, mais, en ces temps difficiles, je ne puis me passer de votre aide et de vos bons conseils. Je viendrai, du reste, de Sistowa vous voir encore, et nous causerons tranquillement de tout cela.

De bien étranges gens que nos militaires! Représentez-vous, s'il vous plaît, que hier, après le repas, le général Ehrenrot me dit, tout content du résultat des élections: „Maintenant nous vous avons tout préparé et mis en ordre, tout fait pour vous: vous pouvez vous payer du bon temps en Bulgarie!“ Cette remarque naïve m'a forcé à lui répondre ceci: „A notre avis, vous n'avez pas fait grand'chose de bien pour nous. Le coup d'état que vous avez fait en Bulgarie, nous n'estimons pas qu'il soit avantageux à la Russie. Nous aurons probable-

ment à réparer vos sottises. Notre devoir est d'aider à l'achèvement d'une tâche que nous impose l'histoire. Fort bien, si le prince de Battenberg remplit son devoir — s'il ne le fait pas, nous serons obligés de démolir jusqu'aux fondements ce que vous avez bâti; et de prendre des mesures absolument opposées. C'est du reste l'avenir qui nous indiquera tout cela; ni vous ni moi n'avons rien à y voir — mais, qui vivra verra.

No. 14. **Télégramme envoyé de Sistowa à St. Pétersbourg, le jour de la séance de la Grande Sobranié qui investit le prince, pour 7 ans, de pleins pouvoirs pour gouverner le pays.**

St. Pétersbourg, au ministre des affaires étrangères.

Aujourd'hui, à la séance de la Grande Sobranié, les députés du peuple bulgare ont promulgué, à l'unanimité, en présence des représentants des puissances européennes, une loi qui confère, pour une durée de 7 années, au prince régnant de Bulgarie Alexandre de Battenberg le droit de gouverner le pays comme il l'entend et indépendamment des lois fondamentales bulgares. (Signé par l'agent diplomatique et tous les consuls russes.)

No. 15. **Le 12 Août 1881 un courrier porta de Sofia à Roustchouk la lettre suivante de l'agent diplomatique, Mr. Hitrovo; et portant, de la propre main de Mr. Hitrovo, la mention „très secret".**

Le ministère des affaires étrangères me demande combien de nationaux et protégés (par conséquent de nationalité slave) russes se trouvent en Bulgarie comme soldats de grades inférieurs. On pourrait peut-être, si cela devenait nécessaire, envoyer ceux qui sont capables de porter les armes, en Bosnie et dans l'Herzégovine, pour y soutenir l'agitation populaire que l'on y prévoit.

Le ministère désire former quelques sections pour les envoyer sur les lieux. Mr. Aristoff m'a fait tenir, de la part des comités slaves de bienfaisance, 6000 roubles en espèces, pour les distribuer aux personnes disposées à passer en Bosnie et en l'Herzégovine.

Il faut empêcher que l'on n'apprenne que le consulat engage des volontaires; aussi je vous prie de faire venir au consulat tous les nationaux et protégés russes de votre arrondissement consulaire sous le prétexte de changer leurs papiers contre des permis de séjour provisoires. Il faudra alors confier aux personnes de confiance le but de leur réunion. On donnera une somme provisoire à ceux qui se déclareront prêts à partir où on les enverrait; je vous envoie à cet usage fr. 6000 en or.

Ayez l'obligeance de me présenter au plus tôt la liste des volontaires et des autres personnes de votre arrondissement consulaire.

No. 16. **Lettre confidentielle de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk. Du 8 Août 1881.**

(Mr. Hitrovo écrit que les volontaires engagés dans le but précité peuvent entrer provisoirement dans les escadrons de volontaires russes que le ministère bulgare doit former.)

No. 17. **Lettre privée de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk. Du 26 Août 1881.**

Nous avons reçu, de St. Pétersbourg, des communications non officielles sur des pourparlers engagés avec le prince au sujet de la construction du réseau bulgare de voies ferrées. D'après l'avis de nos stratégistes, il faut que Sofia soit reliée à Choumla ou Roustchouk, car ce sont les centres les plus rapprochés de la Dobroudja.

La ligne menant à Sofia devrait toucher Plewna et Orhanié. D'autres sont d'avis de relier d'abord les centres commerciaux de la Bulgarie et de créer ainsi un réseau de Sistowa à Sofia par Bela et Tirnowa, ou de Sistowa à Sofia par Bela et Orhanié, et de relier Tirnowa et Roustchouk par une ligne particulière. Comme les Bulgares n'ont pas les capitaux nécessaires, on désire chez nous confier la construction à des sociétés d'entrepreneurs ou à de simples capitalistes, pourvu que ce soient exclusivement des sujets russes. Le département asiatique estime qu'il serait bon d'accorder la concession à nos entrepreneurs bien connus, MM. Goubonine, Poljakoff, Blioch, ou au Baron Günzburg, le banquier de l'Etat.

Dans une audience privée auprès du prince, hier, j'eus l'honneur de lui exprimer mon opinion à ce sujet, en lui nommant les personnes qui pourraient accepter l'entreprise de la construction des chemins de fer. Son Altesse a bien voulu se décider pour le Baron Günzburg, qu'elle connaît. Le prince rappela en passant, dans notre entretien, que le traité de Berlin engageait le gouvernement à construire tout d'abord la ligne Zaribrod-Sofia-Vakarel, pour rejoindre Vienne et Constantinople par Belgrade, Nisch, Pirot. Le prince croit que les signataires du traité de Berlin pourraient réclamer, si, maintenant ou dans un avenir récent, le gouvernement du prince commençait la construction d'un réseau stratégique de chemins de fer. Le prince ne m'en a pas moins promis de fournir aux ingénieurs russes les sommes nécessaires pour commencer les travaux qu'il faut exécuter d'après le plan fait à St. Pétersbourg. D'après votre lettre, je vois que vous avez l'intention d'aller en congé en Russie, et je vous prie, très honoré Monsieur, d'avoir l'extrême obligeance de parler de la construction du réseau bulgare avec le Baron Günzburg, l'ingénieur-général Struwe, et avec ceux des autres capitalistes que vous le jugerez

bon. Ayez l'extrême obligeance de proposer à ceux qui seront favorables à cette entreprise de m'envoyer à Sofia leurs chargés d'affaires. Je m'accorderai définitivement avec ceux-ci au sujet de l'entreprise. Je désire être personnellement l'intermédiaire entre nos entrepreneurs et le gouvernement du prince.

No. 18. **27 Août 1881.**

Je viens de recevoir le télégramme du directeur des affaires personnelles et économiques au sujet du congé de 28 jours qui vous est accordé pour aller en Russie. Mr. Nowikoff vous en instruira certes spécialement; en tous cas, voici ci-inclus le passe-port que je vous ai préparé pour votre voyage en Russie.

Nous avons en perspective une grosse besogne. Le prince est occupé de la formation d'un cabinet durable — à son avis —, de la constitution du Conseil d'Etat, selon les personnes qui y ont été nommées, et de la convocation de la Sobranié législative ordinaire.

Pour moi personnellement, je ne puis approuver la formation d'un Conseil d'Etat. Parce que ces deux choses ne vont pas bien ensemble; une Sobranié législative composée de représentants du peuple élus; et un Conseil d'Etat quelconque, dont les membres sont nommés par le prince, et qui serait une sorte d'intermédiaire entre la Sobranié et le prince. Si le pays est gouverné d'après la Constitution, ce sont les ministres qui doivent servir d'intermédiaires entre le prince et le peuple. Si le prince a l'intention de gouverner tout seul, il ne devrait point — à mon avis — convoquer de Sobranié du tout. En attendant, ce sont les conseillers du prince qui ont fait ce plan, et ils admettent que la Sobranié se contentera de discuter le budget de la principauté et de l'accepter.

J'ai, dans mon rapport à Nicolaï Carlovitch, exprimé mes vues à ce sujet et ma défiance vis-à-vis des conseillers actuels du prince. Je crois que pour fonder un gouvernement durable dans la principauté, il nous faudrait nommer outre le ministre de la guerre aussi un ministre de l'interieur, qui serait en même temps président du conseil des ministres et ministre de la justice. Si le cabinet bulgare était formé de la sorte, nous pourrions compter sur l'établissement solide de notre influence dans la principauté.

L'agent d'Autriche-Hongrie a déjeuné aujourd'hui chez moi. Il m'a dit, à propos de la question des chemins de fer, qu'autant qu'il le savait, il existe entre nous et le cabinet de Vienne une convention d'après laquelle il faut construire la ligne Zaribrod-Sofia-Vakarel, sans que cela empêche toutefois de construire d'autres lignes dans la principauté.

Je ne puis rien conclure, des plans que m'a envoyés le département asiatique pour les chemins de fer bulgares, au sujet de la possibilité d'un accord entre nous et l'Autriche, à propos de la construction de la ligne Zaribrod-Sofia-Vakarel.

Ces derniers jours, j'ai reçu de Russie une quantité de lettres, de Messieurs Melnikoff, Aristoff, et du président de la Société slave de bienfaisance à Odessa. On m'écrit à propos de la formation de plusieurs détachements de volontaires à envoyer en Bosnie et dans l'Herzégovine, et l'on me prie de leur aider, et de former des sections semblables en Bulgarie.

Mais je suis fort peu au clair sur notre activité concernant le mouvement populaire en Bosnie et en l'Herzégovine. De plus, je ne dispose pas des moyens qui me permettraient de fournir le nécessaire aux sections de volontaires, aussi je vous prie, très honoré Monsieur, de bien vouloir, au cours de votre voyage, vous entre-

tenir à Odessa avec le président de la Société slave au sujet de la réunion de volontaires et de leur paiement. Veuillez à St. Pétersbourg aller chez Mr. Aristoff et lui expliquer que les 6000 roubles qu'on m'a assignés ne suffisent pas, et de beaucoup, au but auquel ils sont destinés. Ayez l'obligeance de représenter à Mr. Aristoff que, ni dans mon agence diplomatique, ni dans tous nos autres consulats en Bulgarie il ne se trouve de sommes particulières pour ce propos. A mon avis, il lui est facile de s'adresser, pour obtenir des secours, à notre gouvernement ou au général Obroutcheff.

Ayez l'obligeance, à Moscou, d'exprimer ma sincère considération au très honoré Michel Nikiforovitch.*) Je lui ai écrit, il n'y a pas longtemps, et lui ai expliqué la situation en Bulgarie. Je vous prie surtout d'attirer sa bienveillante attention sur la communication de l'agent diplomatique austro-hongrois, d'après laquelle il doit exister, entre nous et son gouvernement, un accord concernant la construction de la voie Zaribrod-Sofia-Vakarel pour relier Vienne et Constantinople. Le mot du général Mentchikoff au feu tzar Nicolas serait-il juste, que le chemin de Constantinople passe par Vienne? Attirez aussi, s'il vous plaît, dans notre ministère l'attention sur ce point, qu'à notre avis la construction de la ligne Zaribrod-Sofia-Vakarel lèse nos intérêts; et qu'il nous est beaucoup plus avantageux d'ajourner la question des chemins de fer indéfiniment, que de laisser construire la susdite ligne.

No. 19. **Dépêche chiffrée du ministre des affaires étrangères au consul à Roustchouk.**

Des affaires pressantes et qui ne souffrent pas de renvoi, en Bulgarie, et les expéditions de volontaires en

*) Michel Nikiforovitch Katkoff.

Bosnie et en l'Herzégovine (par Roustchouk) m'ont forcé à modifier la décision du département des affaires personnelles et économiques au sujet de votre congé, et je vous prie de bien vouloir rester encore quelque temps à votre poste.

No. 20. **Mr. Hitrovo télégraphie au consul ce qui suit:**

Je regrette que Nicolaï Carlovitch vous prie de renvoyer votre congé de quelque temps. On vous en fera directement la communication.

No. 21. **Dépêche chiffrée de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk, le 5 Septembre 1881.**

Le général Lessowoi est averti que les dépôts d'armes de Roustchouk vous doivent livrer des armes et des munitions, autant que vous en aurez besoin, pour en fournir les hommes qui partiront pour la Bosnie et l'Herzégovine. Les armes et les révolvers doivent être en bon état. Le nombre nécessaire de cartouches pour fusils et révolvers n'est pas encore fixé. Les autorités militaires sont d'avis que les dépôts de Sofia peuvent livrer celles-ci. Ayez l'obligeance de prier le général Lessowoi de m'envoyer, à Sofia, 500 fusils et 100 revolvers, en ayant soin de n'y pas employer des transports de l'état ou particuliers, pour éviter qu'on s'en aperçoive. Priez le commandant du dépôt de faire mettre au point les armes qu'il faudra envoyer. J'ai écrit au directeur des dépôts d'armes à Krementschug au sujet de la livraison de revolvers. Il faudra les envoyer à Varna, par Odessa, par les bateaux de la compagnie russe de navigation et de commerce. Les lettres de voiture doivent être anonymes. Il faut envoyer les volontaires qui viennent de Russie par Odessa à Constantinople, Varna

et Réni. Parlez avec le lieutenant-capitaine Konkevitch de l'envoi d'un vapeur de son escadre à Réni, pour transporter de là les volontaires à Roustchouk.

No. 22. **Lettre secrète de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk, 14 Septembre 1881.**

Notre résident à Cetinje me donne la nouvelle que le détachement austro-hongrois chargé d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine fortifie la frontière du Monténégro, et observe avec une attention particulière les Monténégrins et autres personnes qui passent la frontière. Le résident croit qu'il nous faut être des plus prévoyants dans le choix des personnes que nous y voulons envoyer; et qu'entre autres, il nous faut indiquer seulement le nom et la patrie des volontaires dans leurs passe-ports, et point leur grade ni leurs occupations.

J'en ai avisé le président de la police à Odessa, et je l'ai prié de faire des passe-ports pour l'étranger, pour les volontaires, sans y indiquer ni leur grade ni leurs occupations.

De mon côté, je ne crois pas qu'il soit de trop, à l'arrivée des volontaires en Bulgarie, d'échanger quelques-uns de leurs passe-ports contre d'autres que le consulat leur fournirait selon les formes. J'ai prié le gouvernement monténégrin de m'envoyer quelques 100aines de formulaires de passe-ports signés et timbrés pour sujets monténégrins. Lorsqu'ils me seront parvenus, je vous en enverrai une grande partie pour les remplir et en opérer la distribution, s'il y a lieu.

No. 23. **Ordre secret, par circulaire, du 16 Septembre 1881, envoyé par le département asiatique à St. Pétersbourg aux consuls impériaux de Russie en Bulgarie.*)**

Depuis quelque temps arrivent au comité de St. Pétersbourg de la société de bienfaisance slave, au ministère des affaires étrangères — par nos représentants en Orient — et aussi à l'adresse de Sa Majesté l'empereur des plaintes nombreuses formulées par les Slaves qui habitent les provinces de Bosnie et de l'Herzégovine. Le clergé orthodoxe de ces provinces se plaint de même des traitements cruels qu'exercent les agents gouvernementaux du détachement d'occupation austro-hongrois en Bosnie et en l'Herzégovine. Au ministère sont arrivées des déclarations dignes de foi au sujet de cette affaire, et qui confirment absolument le bien-fondé de ces plaintes formulées par les Bosniaques et les Herzégovins. D'après le rapport que le secrétaire d'Etat Giers en a fait à l'empereur, Sa Majesté a daigné ordonner que l'on secourût, dans la mesure du possible, la population slave de la Bosnie et de l'Herzégovine, ainsi que le clergé orthodoxe de ces deux provinces.

Le comité de la Société de bienfaisance slave a obtenu, par le ministère de la maison, la permission de

*) La traduction, en allemand, de cette circulaire a été publiée en premier lieu dans la „Neue Freie Presse" du 14 Juillet 1892. La „Neue Freie Presse" donne comme destinataire le représentant russe à Bukarest; la „Swoboda" du 26 Juin 1892 v. st., qui publie pour la première fois la circulaire en langue russe, n'indique pas le destinataire. Elle se borne à prétendre qu'il s'en trouve une copie dans les archives secrètes de l'ancien ministre russe de la guerre en Bulgarie (ces archives secrètes ont été transférées en Russie lors de la sortie des officiers russes de la Bulgarie). Dans la publication des lettres sous forme de livre, cette lettre est expressément désignée comme circulaire aux consuls russes en Bulgarie.

Note du traducteur.

l'empereur de rassembler sans bruit en Russie de l'argent destiné aux malheureux Slaves des deux pays occupés par l'Autriche-Hongrie. Le comité slave ne reçoit pas seulement des dons en argent; mais bien des personnes lui ont déjà exprimé leur compassion et ont déclaré être prêtes à partir pour la Bosnie et l'Herzégovine, pour aider sur les lieux et de toutes leurs forces les malheureux Slaves opprimés. En suite d'un communiqué du président du comité, le ministre de l'intérieur a fait les préparatifs nécessaires pour munir ces volontaires de passe-ports pour l'étranger; il en a averti le gouverneur général provisoire d'Odessa. — De son côté, le ministère impérial des affaires étrangères a décidé que les volontaires partant pour la Bosnie et l'Herzégovine, et que les personnes qui s'y trouvent recevront des secours en argent et d'autre nature, en partie sur le reste du fonds d'occupation, qui se trouve chez notre représentant à Constantinople et à Sofia. On fera savoir en même temps à ce dernier qu'il doit mettre à votre disposition fr. 20 000 en or.

Outre cette communication, le département asiatique a l'honneur, très cher Monsieur, de vous prier de bien vouloir présenter chaque mois au département des affaires personnelles et économiques l'état des dépenses faites sur les fonds que le ministre des affaires étrangères a mis à votre disposition. A propos des sommes assignées par le comité de la Société de bienfaisance slave, le département est d'avis que vous teniez un registre particulier de sorties et de rentrées; vous en enverriez des extraits directement au dit comité.

No. 24. **Télégramme chiffré de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk; 10 Octobre 1881.**

Le chargé d'affaires au Monténégro me communique que nos volontaires ont passé sans encombre la fron-

tière, mais, comme ils sont sans armes et sans munitions, ils vivent sans déployer aucune activité, bien qu'ils ne soient, d'un autre côté, aucunement menacés. Les volontaires prient qu'on leur envoie des armes sans tarder pour qu'ils puissent commencer à agir.

J'ai trouvé nécessaire d'en avertir le gouverneur-général provisoire d'Odessa, et je l'ai prié de nous faire savoir, avant d'envoyer des volontaires, le nombre de ceux-ci et si l'on peut mettre des armes à leur disposition. Le comte Totleben m'écrit que l'on a envoyé des fusils par nos vapeurs; mais que, par suite des mauvaises dispositions de Liagowski on ne les a pas remis en lieu et place. Celui-ci prie en outre qu'on lui envoie 400 fusils et leurs cartouches. Priez donc le général Lessowoi et le directeur du dépôt de fusils d'expédier immédiatement à Sofia, par Lom-Palanka, le nombre requis de fusils, mais sans cartouches: nous en avons ici en quantité suffisante.

No. 25. **Lettre particulière de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk, 25 Octobre 1881.**

A tous mes rapports, conseils et communiqués officiels, et à mes lettres particulières à différentes personnes à St. Pétersbourg et à Moscou, on a donné jusqu'à présent deux réponses: une à demi-officielle, de Nicolaï Carlovitch; l'autre, de Moscou, de Michel Nikiforovitch. Le premier me fait savoir que, dans la question des chemins de fer bulgares il n'y a point d'arrangement entre nous et le cabinet bulgare. Son Excellence rend sous ce rapport le prince de Battenberg responsable. Mes rapports ont été présentés à l'empereur. Sa Majesté a daigné dire au secrétaire d'Etat, lors de son rapport: „Il est temps que nous prenions au sérieux les affaires de Bulgarie, et que nous ne renouvelions pas les fautes précédentes. Nommez-y des ministres russes, en majorité, sinon

tous." Bravo pour Nicolaï Carlovitch; il m'a soutenu à propos de ce héros Römmlingen. Ce dernier sera rappelé définitivement de Bulgarie; en Russie on lui donnera une compagnie „tout entière".

Je conclus de la lettre de Nicolaï Carlovitch qu'à St. Pétersbourg on est extrêmement mécontent du voyage à Constantinople et en Orient que le Battenberg projette pour l'été de l'année prochaine. Le ministre a l'intention de le prier auparavant de donner des explications à l'empereur, et de s'arranger là-bas au sujet de la nomination des futurs ministres de Bulgarie. On pense destiner le général Sobeleff au ministère de l'intérieur et à la présidence du conseil des ministres. Rien n'a encore été décidé au sujet de la nomination du ministre de la guerre. C'est à Nicolaï Nicolaïevitch Obroutcheff qu'on en remettra probablement le soin. Le général Wannowski est très mécontent du général Lessowoi et de toute la garnison de Roustchouk, surtout de l'artillerie. Nicolaï Carlovitch prie que l'on vous recommande de surveiller l'activité des officiers de la garnison de Roustchouk et qu'on lui fasse rapport des moindres détails.

Michel Nikiforovitch nous en veut particulièrement. Au lieu de débarrasser la Bulgarie de cet Allemand gênant, dit il, nous lui avons encore donné pleins-pouvoirs pour vendre les Slaves. D'après ses propres paroles, l'allemand nous vend pour deux sous à ses frères. Le très honorable Michel Nikiforovitch croit que dans un avenir récent nous appellerons au secours les mêmes Bulgares que nous avons fourrés en prison maintenant ou expulsés de la principauté. Nous appellerons nos soi-disant partisans des traîtres à leurs deux patries.

Je crois vraiment qu'au sujet de la garnison de Roustchouk nos gendarmes se sont de nouveau mêlés de nos affaires. Je vous prie de faire parvenir à Nicolaï

Carlovitch un rapport détaillé sur l'activité des officiers russes dans votre arrondissement consulaire.

No. 26. **Télégramme chiffré de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk, 16. Novembre 1881.**

De Pétersbourg on m'annonce par dépêche que le capitaine retraité Calmukoff a été commandé en Bosnie et en l'Herzégovine, pour y prendre le commandement des détachements de volontaires. Calmukoff passera par Bukarest et viendra chez vous à Roustchouk; priez-le d'y rester quelque temps, jusqu'à ce que vous receviez des instructions concernant sa ligne de conduite. Remettez-lui les volontaires que vous avez rassemblés afin qu'il s'entende avec eux sur la manière de franchir la frontière. Mr. Calmukoff connaît les lieux; souvent il a été dans les susdites provinces. Voyez son passe-port, et si ce n'est pas nécessaire de le changer contre un passe-port consulaire ordinaire. A Roustchouk se trouve un ancien camarade de service de Mr. Calmukoff, le capitaine Chtcherbanoff, il est désirable qu'il aille se loger chez lui. Si Mr. Calmukoff a besoin d'argent, je vous autorise à lui payer fr. 6000 en or au compte du fonds d'occupation. Priez Mr. Calmukoff de venir si possible à Sofia à propos de l'organisation des volontaires à Roustchouk. Jusqu'à ce moment pourront être arrivées les instructions dont je vous ai parlé; et je pourrais alors les lui remettre personnellement.

No. 27. **Télégramme chiffré de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk, 19. Novembre 1881.**

Le vice-consul à Varna me fait savoir que les revolvers arrivés de Krementschug ont été envoyés à Roustchouk par le commandant de l'arrondissement militaire de Varna. Je vous prie, en conséquence, d'en mettre une partie à la disposition du capitaine Calmukoff, et

d'envoyer à Sofia le reste, avant que la navigation ne soit interrompue sur le Danube. Priez le colonel Mironoff d'expédier les revolvers à Lom-Palanka, comme transports militaires bulgares, par des vapeurs autrichiens; et de les faire remettre au commandant de la droujine de Lom-Palanka pour les faire expédier à Sofia.

No. 28. **Lettre secrète de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk, 25. Novembre 1881.**

Le chargé d'affaires à Cetinje m'avertit de la triste situation en Bosnie et en l'Herzégovine, et de celle des volontaires que l'on y a fait parvenir. Ils ne connaissent pas le pays et, par conséquent, tombent souvent entre les mains des patrouilles militaires austro-hongroises. Ils sont sans chefs expérimentés et n'ont aucune discipline, et attaquent sans aucune règle, aussi pas de succès, et bien souvent même de déplorables résultats.

Je vous prie en conséquence, très honoré Monsieur, de sommer le capitaine Calmukoff à me venir trouver sans délai à Sofia. Je suis d'avis qu'il ne faut pas faire part à Mr. Calmukoff de la situation actuelle en Bosnie.

No. 29. **Lettre particulière de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk, 20. Décembre 1881.**

Ces derniers jours il y a eu une telle accumulation de travail, choses importantes ou non, que je n'ai pas même eu le temps de répondre à votre dernière lettre. Il est difficile de dire une opinion sur des sottises politiques pareilles. Il faut suivre le développement des affaires intérieures, diverses querelles politiques, les ordonnances idiotes de Remmlingen et de son ministère de l'intérieur, et faire rapport sur tout cela à St. Pétersbourg. En attendant, je reçois de là-bas des nouvelles contradictoires. Les uns tiennent pour, les autres contre

nous. J'ai résolu, pour ma tranquillité personnelle, d'aller après le jour de l'an à St. Pétersbourg.

Dans une conversation, le prince m'a confié qu'il avait aussi l'intention de s'adresser à St. Pétersbourg pour la nomination d'un ministre de la guerre et d'un ministre des affaires intérieures. Le prince a directement mis Nicolaï Carlovitch au courant de cette intention, afin qu'il en fît rapport à l'empereur.

La manoeuvre diplomatique du prince est très claire. Ses agents à St. Pétersbourg (certainement il en a) lui ont probablement annoncé la décision définitive prise à St. Pétersbourg au sujet de la nomination des ministres en Bulgarie. Le prince se donne l'apparence de n'en rien savoir, et prie qu'on nomme des ministres russes, pour pouvoir dire un jour à l'empereur, lorsqu'il le verra, qu'il s'était depuis longtemps déjà adressé au ministre des affaires étrangères, Mr. Giers, pour la nomination des dits ministres. Ainsi, il témoignera de sa soumission envers nous.

Le prince m'a appris qu'il avait appelé le général Lessowoi de Roustchouk à Sofia. J'admets que l'administration du ministère de la guerre et la régence lui seront remises en l'absence du prince.

Le département asiatique réclame le rapport annuel sur notre activité tout entière en Bulgarie, et en particulier sur l'agitation populaire en Bosnie et en l'Herzégovine. J'ai tout espoir dans cette dernière. Si l'agitation prend l'importance et l'étendue que je souhaite, je pense qu'il sera possible de passer avec le prince la convention élaborée au ministère, et de mettre ainsi une fois pour toutes un terme aux désordres en Bulgarie. Quant aux différents rapports qu'il faut faire et aux travaux courants, je vous prie d'avoir l'extrême obligeance de venir nous trouver à Sofia — j'admets que vous n'avez pas beaucoup à faire maintenant à Roust-

chouk. Vous me rendriez un service d'ami en venant ici. Faites si possible voyage avec le général Lessowoi; je l'ai prié de ne pas venir sans vous, en sorte que vous serez tous deux mes hôtes très bienvenus. Je vous serre la main, et je vous dis au revoir à bientôt.

1882.

Nr. 30. **Circulaire du département asiatique aux consuls en Bulgarie; le 26 Mars 1882.**

Diverses causes ont déterminé le ministère impérial des affaires étrangères à arrêter pour quelque temps l'expédition de volontaires en Bosnie et l'Herzégovine. Il faut proposer aux simples soldats volontaires russes de votre arrondissement consulaire d'entrer provisoirement au service de la Bulgarie, et cela dans les demi-escadrons qu'il faut encore former. Au jour de leur entrée au service de la Bulgarie, il faut cesser de payer leur solde sur l'argent du fonds d'occupation.

En même temps le département asiatique vous prie, très cher Monsieur, de bien vouloir vous entendre sans éclat avec les commandants de droujines au sujet de l'entrée provisoire des volontaires russes dans les troupes bulgares. Ayez de même l'obligeance d'adresser au département un rapport sur la façon dont les choses se seront passées.

No. 31. **Lettre de Mr. Hitrovo au consul à Roustchouk; le 10 Avril 1882.**

Je me suis décidé à partir avant deux semaines pour St. Pétersbourg. Je vois, d'après les dernières communications que j'ai reçues, que contre toute attente Ivan Alexéievitch nous soutient parfaitement dans les affaires de Bulgarie. J'ai l'intention d'amener là-bas la question des voies ferrées à sa solution, et en outre de

répandre l'idée qu'il est nécessaire de soutenir le parti de l'opposition en Bulgarie. Pendant tout le temps que j'ai passé en Bulgarie j'ai pu m'assurer qu'il ne faut absolument pas compter sur l'appui des conservateurs et des conseillers du prince. J'ai souvent causé avec des membres du parti de l'opposition, et je trouve en quelques-uns de l'intelligence, de la sincérité et même quelque soumission à la Russie.

J'espérais, dans la question des chemins de fer, obtenir l'appui de nos ambassadeurs à Vienne et à Berlin. Si le prince, s'appuyant sur le traité de Berlin, persiste à vouloir établir la ligne Zaribrod-Sofia, je lui reprocherai d'avoir contre nous de fort malveillantes arrières pensées.

On m'apprend que le général Sobéleff a reçu certaines instructions particulières élaborées à notre ministère, ainsi que le chiffre pour les rapports directs. J'estime fort, personnellement, le jeune général et je compte qu'il aura du succès en Bulgarie. Cependant si l'on munit Mr. Sobéleff d'instructions spéciales, et qu'il dispose de notre clef générale, notre mission en Bulgarie est surérogatoire et simple affaire de forme. Finalement, cela n'est qu'accessoire; la chose principale est d'atteindre le but.

Comme on me l'écrit de St. Pétersbourg, on y prépare le plan d'une convention militaire que l'on a l'intention de conclure avec le prince. Je ne partage absolument pas cette manière de voir; supposé que la convention soit conclue, sous n'importe quelle forme, avec le gouvernement du prince — quelles en seraient les conséquences? Est-ce peut-être par des conventions militaires que nous pouvons réaliser nos intentions? Est-ce que, pour nos intérêts et pour la réalisation de notre but en Orient il y a une différence quelconque si l'on détermine de qui dépend le commandant d'une compagnie?

Qu'il soit nommé par un ukase du prince ou sur l'ordre d'un général russe, cela est tout à fait égal, à mon avis. Notre tâche en Bulgarie a été délimitée déjà auparavant. Nous avons fait un pas en avant; pourquoi recourir à des moyens qui ne nous conviennent pas? Nous n'attaquons pas; notre nature est vraiment russe, c. à d. celle de notre proverbe: „Ce qui est dans la tête est aussi dans le cœur.“ Par conséquent, nous devrions engager vivement le prince à conclure avec nous une convention générale bien conçue et à finir le premier acte de la pièce; et là-dessus nous devrions nous occuper sérieusement de la Roumélie orientale, et, selon les circonstances, de la Macédoine.

Si je ne réussis pas, à St. Pétersbourg, à écarter complètement ce plan d'une convention militaire, je ferai pourtant des efforts pour que l'on en ajourne l'exécution à quelque temps, c. à d. jusqu'à ce que nous ayons fait parvenir au pouvoir, en Bulgarie, le parti qui nous est dévoué. J'espère persuader en cette affaire, outre Ivan Alexéievitch aussi Nicolaï Carlovitch. Je compte aussi sur l'appui de quelques militaires, et principalement sur celui de Michel Nikiforovitch.

Ici parviennent des bruits concernant la fondation de comités libéraux dans quelques villes de votre arrondissement consulaire. Je désire connaître le programme de ces comités. Les membres de ces sociétés ont-ils l'intention de parvenir légalement au pouvoir, ou veulent-ils employer des moyens plus effectifs? Je vous prie de me faire rapport là-dessus avant mon départ.

Mr. Batowski m'écrit que votre nomination au département aura bientôt lieu. Si donc nous ne nous revoyons pas avant mon départ, au revoir et à bientôt, à St. Pétersbourg.

No. 32. **Lettre secrète du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie, le 18 Mai 1882, No. 1835.**

L'inspectorat attaché au ministère de la guerre annonce au département asiatique que, parmi les volontaires destinés aux troupes de Bosnie et de l'Herzégovine, il s'en trouve plusieurs qui n'ont pas fait leur service militaire obligatoire.

L'inspectorat envoie une liste de ces personnes et prie que l'on y indique lesquels sont partis pour leur lieu de destination et lesquels sont entrés au service de la Bulgarie. On comptera aux derniers ce temps de service comme s'il avait été fait en Russie.

Ci-inclus la liste, dans laquelle je vous prie, très cher Monsieur, de faire les remarques nécessaires, d'après les communications des autorités militaires de la principauté. Vous aurez l'obligeance de me la renvoyer au plus tôt.

No. 33. **Lettre particulière du sous-directeur du département asiatique au consul à Roustchouk, le 20 Mai 1882.**

Ivan Alexéievitch a accepté votre nomination au département, et nous l'avons transmise au département des affaires personnelles et économiques pour que l'on prépare le rapport. La nomination aura lieu prochainement, à ce que je crois. Quoique votre congé vous ait été accordé, vous ne pouvez cependant quitter Roustchouk avant la nomination d'un secrétaire, auquel on confiera la gérance du consulat à Roustchouk. Michel Alexandrovitch nous a fait visite et vient de repartir pour Moscou. On a pris provisoirement connaissance du volumineux travail sur les affaires de Bulgarie, et on l'emploie comme guide. Un examen plus serré de

cet écrit montre en quelques endroits, au sujet des partis politiques en Bulgarie, des contradictions avec vos rapports précédents sur l'activité des membres du soi-disant parti national libéral. Quant à la question des chemins de fer dans la principauté, il faut rendre à Michel Alexandrovitch pleine justice; il y a agi avec beaucoup de précaution et d'intelligence. On n'a pas encore fait un rapport sur le travail sus-mentionné, car il se trouve encore chez Ivan Alexéievitch. J'admets que celui-ci attend aussi votre arrivée à St. Pétersbourg pour vous entretenir personnellement.

Michel Alexandrovitch a décidément refusé de retourner à son poste, qui, présume-t-on, ne sera point occupé de quelque temps. L'instruction que l'on a donnée au général Sobéleff, au sujet de la réconciliation à opérer entre les partis, déplaît aussi à Mr. Hitrovo. D'après l'avis de Michel Alexandrovitch il n'y a en Bulgarie qu'un parti national. D'après lui, il n'y a en réalité pas de parti conservateur dans la principauté. Celui-ci n'a été formé qu'artificiellement et en hâte, au moment du coup d'état en Bulgarie; et cela par nous-mêmes et sur les encouragements de l'inoubliable Ehrenrot. Ici tout est calme; rien de particulier. Nous avons bien des soupçons et cherchons à nous faire une opinion, mais sans résultat. Quelques-uns attendent les rapports du général Sobéleff; les militaires attendent les nouvelles réformes que Kaulbars veut introduire dans la principauté. Et nous, simples mortels, nous attendons les ordres de nos supérieurs, pour faire de nouveaux projets d'instructions à nos agents diplomatiques en Bulgarie.

On croit que Mr. J. A. Kloppenburg, que vous connaissez personnellement, sera nommé au secrétariat et à l'administration de votre consulat. Si vous désirez partir en congé jusqu'à votre nouvelle destination, adressez-vous par dépêche à Ivan Alexéievitch. De mon côté,

je ferai des efforts pour hâter la nomination de Kloppenburg, et vous pourrez alors venir ici. Je vous serre la main; au revoir et à bientôt.

No. 34. **Ordre secret du directeur du département asiatique aux consuls de Bulgarie; du 5 Août 1882, No. 2325.**

(Cette lettre contient, comme suit, la réponse à la question que le genéral-major Sobéleff avait traitée, en tant que ministre bulgare de l'intérieur, avec le ministère impérial russe des affaires étrangères, à savoir: quelle est la valabilité des capitulations établies aux termes du traité de Berlin, lors de procès contre des nationaux russes, et en particulier contre des militaires?)

1. Officiers et soldats, lors d'enquête et de jugement sans suspension préalable du service, peuvent être jugés par des cours martiales sans que nos représentants dans la principauté y prennent part.

2. Ces personnes ont-elles été, lors d'instruction ou de jugement, suspendues de leur service ou renvoyées, il faut s'en tenir aux capitulations existantes, aussi pour jugements devant cour martiale.

3. Toute espèce de procès devant cour civile doit avoir lieu en présence de nos employés consulaires.

4. Quant à ce qui concerne la participation des drogmans de consulats aux délibérations de la cour et la valeur des suffrages, il faut s'en rapporter à l'entente de notre agent diplomatique à Sofia en l'année 1881.

5. S'agit-il de procès criminels, nos consuls doivent diriger l'instruction, avec ou sans l'appui des autorités locales. Les accusés seront expédiés dans l'empire et seront jugés là-bas. En matière de délits qui entraînent les arrêts ou un emprisonnement de peu de durée, jusqu'à concurrence d'une année, nos consuls décident

en dernier ressort; et leurs verdicts doivent être exécutés conformément au § 178 de la loi de 1866 sur l'exécution des peines.

No. 35. **Ordre secret du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie; du 9 Septembre 1882, No. 2443.**

Dans sa sollicitude pour le bien des Slaves de la presqu'île des Balkans par nous libérés, et pour obtempérer à la prière du prince de Bulgarie, notre maître et empereur a daigné ordonner que l'on transmît au général-major russe Sobéleff la place de ministre de l'intérieur et de président du conseil des ministres auprès du prince de Bulgarie. Notre puissant souverain avait chargé le secrétaire d'état Giers de donner les instructions nécessaires au ministre de l'intérieur nommé en Bulgarie.

Les instructions qui ont été élaborées au ministère des affaires étrangères, pour le général Sobéleff, sont un excellent moyen pour rétablir l'ordre convenable dans le pays; et ce sont en même temps la norme de la tâche qu'a le ministre de l'intérieur de réconcilier les partis politiques en lutte en Bulgarie, et qui s'y sont formés lors du coup d'état.

Le major-général Sobéleff annonce directement au ministre des affaires étrangères que le prince de Bulgarie penche personnellement du côté des chefs du parti conservateur, qui ont la confiance absolue de Son Altesse.

En attendant, le ministère impérial des affaires étrangères en est arrivé, se basant sur des données positives, à reconnaître que ces chefs du parti conservateur en Bulgarie nous opposent une résistance ouverte, à propos de questions qui touchent aux intérêts de la Russie en Bulgarie. Ils font cela dans l'intention de consolider dans le pays l'influence austro-hongroise, qui nous est hostile.

En sa qualité de président du conseil des ministres du prince, et d'après les instructions qu'il a reçues, le général-major Sobéleff estime que son activité doit se borner à la réconciliation des partis. Il estime impossible de soutenir ou d'encourager personnellement tel ou tel parti politique dans la principauté. Ce qui correspondrait bien au but, dit le général Sobéleff, serait l'action de notre représentant diplomatique dans la principauté sur le peuple, et la direction qu'il donnerait aux partis.

Je suis absolument de l'avis du général Sobéleff et je vous prie, très honoré Monsieur, de bien vouloir vous mettre au courant des partis politiques du pays; et, le cas échéant, de donner votre appui, autant que vous le jugerez bon, à ceux d'entre eux qui sont le mieux disposés envers nous.

Le ministère bulgare actuel est composé de personnes que le prince a nommées, et, par conséquent, l'on peut admettre que les ministres de nationalité bulgare n'ont probablement pas non plus la confiance de la majorité à la Sobranié. Je crois donc possible (si vous le trouvez bon, du reste) d'avoir des entretiens avec les représentants du parti populaire bulgare, au sujet de leurs opinions sur l'avenir politique et le développement des affaires du pays.

J'ai l'honneur d'attendre vos rapports là-dessus.

Ci-joint: instruction secrète.

1. Le mot „parti populaire" désigne le parti de l'opposition.

2. Il faut soutenir celui-ci moralement et si c'est nécessaire matériellement aussi.

3. Il faut engager des pourparlers avec les chefs du parti de l'opposition au sujet de la formation d'un nouveau ministère.

4. Annoncer quelles personnes pourraient être nommées pour faire parti du nouveau cabinet.

No. 36. **Lettre secrète de Ivan Alexéievitch Sinovieff au gérant du consulat à Roustchouk. Septembre 1882.**

Lorsque j'étais agent diplomatique en Roumanie, je me suis efforcé de me familiariser avec les tendances des deux partis politiques de là-bas: conservateurs et libéraux. Le premier se compose uniquement de descendants des anciens boyards et de propriétaires fonciers; le second de ceux qu'on appelle les gens du peuple, c. à d. de personnes appartenaut à la classe moyenne, et qui ont fait leurs études aux écoles supérieures ou secondaires de l'Ouest.

Les chefs de chacun de ces partis s'efforcent, en Roumanie comme dans tout autre Etat constitutionnel, d'arriver au pouvoir; la lutte de partis n'a lieu qu'en vue du pouvoir. Au fond, il n'y a pas de question de dynastie en Roumanie; en tous cas, elle n'a qu'une importance secondaire, et jamais cette question ne fait partie du programme de tel ou tel parti. Il faut rendre aux deux partis cette justice que tous deux font tous leurs efforts pour l'indépendance de leur nation.

Les conservateurs et le peuple ont souvent témoigné de leur soumission à la Russie. Sitôt que les chefs du parti libéral sont au gouvernail, ils mangent du Russe; sont-ils de l'opposition, ils expriment quelque sympathie pour nous, afin de parvenir à leur but de parti et d'obtenir l'appui du peuple. En affaires d'argent les conservateurs sont pour la plupart irréprochables; les libéraux, au contraire, ne pensent qu'à gagner et à dépouiller les caisses de l'Etat — à peu d'exceptions près.

En les comparant aux partis politiques bulgares, je trouve entre les deux de grandes différences.

Les chefs du parti libéral, en Bulgarie, ont sans exception tous été élevés en Russie; et, sur l'appel de nos autorités militaires, ils ont pris une part active à la dernière guerre, dans les rangs de notre armée. C. à d. qu'ils ont fait les plus grands sacrifices pour la délivrance de la Bulgarie. Feu le prince Tcherkaski a été très élogieux, dans ses rapports, au sujet des jeunes Bulgares. Le précédent commissaire impérial en Bulgarie, le prince Dondoukoff-Korsakoff, a fait ressortir dans son rapport à l'empereur que, pendant sa régence, il avait toujours trouvé son appui principal dans l'activité des jeunes Bulgares, et que ceux-ci remplissaient leur devoir d'une façon irréprochable. Au contraire, tous ses jugements sur les conservateurs ont été défavorables. Le général Ehrenrot prouve, dans son rapport, que la plus grande partie des dépenses de l'année précédente ont profité aux intérêts personnels des partisans du prince, et que ceux-ci n'ont remis aucun compte justificatif de ces dépenses. Bien que les personnes qui appartiennent au parti conservateur nous aient rendu quelques services lorsqu'on a décerné pleins-pouvoirs au prince, le général Ehrenrot estime cependant que la part prise par celles-ci au coup d'Etat n'est pas un effet de leurs sentiments patriotiques; d'après lui, ce n'est qu'un signe des efforts que quelques-unes ont fait pour s'enrichir, d'autres pour parvenir au pouvoir. D'après ce que je vous ai dit sur les tendances des partis politiques en Bulgarie, je crois qu'il nous est maintenant nécessaire d'y soutenir le parti libéral. J'établis cette opinion sur ce qui suit: Avant tout, nous devons nous occuper de nos intérêts personnels, qui ne concordent nullement avec ceux du prince de Battenberg; par conséquent il nous faut autant que possible ébranler la confiance que le peuple a dans le prince. La masse du peuple nous est favorable; par elle et par les hommes qui dirigent le parti populaire, il nous sera facile de

soumettre le prince régnant à notre influence. Dans les cas extraordinaires, nous nous appuyerons sur la masse, et nous pourrons ainsi mettre à couvert notre initiative dans la question d'un éloignement du prince hors de Bulgarie. Les conservateurs et les partisans du prince sont, je crois, des gens que nous pourrons toujours, au moyen de quelques dédommagements, attirer de notre côté. Ils ne forment pas une puissance avec laquelle il faille compter.

Je vous prie de bien vouloir examiner mon opinion, très cher Monsieur; et, si vous l'approuvez, de blâmer autant que possible, dans vos entretiens avec les chefs du parti libéral, les actes du prince, et de lui attribuer toute la responsabilité du coup d'Etat. Annoncez-leur en secret que le gouvernement impérial prend toutes les mesures nécessaires pour rétablir la constitution en Bulgarie. Décidez ces messieurs à prendre part aux élections prochaines de la ville et des districts et de même aux élections complémentaires à la Sobranié. Je ne crois pas inutile de vous faire savoir que le général Sobéleff a été chargé de réprimer toute pression gouvernementale et toute agitation des conservateurs aux élections prochaines. En outre, il a reçu l'ordre de suspendre immédiatement le procès intenté à Tzankoff, et de provoquer le retour de Karavéloff et autres émigrés bulgares.

No. 37. **Ordre secret du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie; du 20 Septembre 1882, No. 2643.**

(Cet ordre contient l'annonce que les nationaux russes au service de la Bulgarie conservent leurs droits et leurs places en Russie; et que lorsque le secrétaire d'Etat Giers a présenté à l'empereur, pour qu'il la ratifiât, cette décision du conseil des ministres, ce dernier

a émis le vœu que les nationaux russes prissent autant que possible part à l'administration de la principauté.)

No. 38. **Ordre secret du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie; du 29 Septembre 1882, No. 2703.**

(D'après rapport du ministre des affaires étrangères, l'empereur décide que, „jusqu'à ce que les affaires en Bulgarie soient définitivement mises en ordre“, les agents diplomatiques et consuls en Bulgarie ne dépendront plus de l'ambassade à Constantinople, mais directement du ministère des affaires étrangères et du département asiatique.)

No. 39. **Ordre secret du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie; du 3 Octobre 1882, No. 2704.**

Pour diverses raisons le ministère impérial a décidé de ne plus prendre part, à l'avenir, au mouvement populaire en Bosnie et dans l'Herzégovine, et de laisser les choses y suivre leur cours naturel. C'est à notre Société slave de bienfaisance qu'incombe ultérieurement le soin des Slaves qui habitent ces provinces.

Lors de la présentation des comptes de dépenses faites pour soutenir l'agitation populaire, l'empereur a écrit de sa propre main, sur l'original du rapport présenté par le secrétaire d'Etat Giers, ces mots: „N'est-il pas possible d'arrêter les dépenses et d'employer plus économiquement le fonds d'occupation?“

Je vous prie donc de bien vouloir ne faire aucune dépense sur le fonds d'occupation avant autorisation particulière de l'empereur. On vous fournira les sommes nécessaires sur le fonds secret du ministère des affaires étrangères,

No. 40. **Ordre secret du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie; du 4 Novembre 1882, No. 2708.**

(Comme quoi l'ambassadeur à Constantinople, le conseiller privé Nélidoff, a prié le département des affaires étrangères d'ordonner que les termes du traité de commerce avec la Turquie soient appliqués à certains produits russes. Produits demandés en Bulgarie, et qui sont soumis à des taxes très élevées, en raison de la convention de commerce secrète passée avec la principauté. Que le ministère n'est point d'accord avec le conseiller privé, mais il désire au contraire que l'on respecte les conventions commerciales. En même temps, les consuls en Bulgarie doivent envoyer à l'ambassade de Constantinople des chiffres exacts, sur le montant des droits établis par la convention passée avec la Bulgarie au sujet des marchandises russes. Si les tarifs sont exagérés et défavorables, on les changera d'accord avec le gouvernement du prince.)

No. 41. **Ordre confidentiel du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie; du 15 Décembre 1882, No. 2802.**

(Enjoint d'annoncer si, parmi les nationaux russes en Bulgarie, se trouvent des personnalités politiques dangereuses, comme la police d'Etat l'a fait savoir au secrétaire d'état Giers. Annonce que le chef de la gendarmerie en Bulgarie a ordonné la surveillance secrète des nationaux russes; et que le comte Ignatieff estime que, lorsque des Russes quittent le service de la Bulgarie, il faut faire rapport sur la confiance qu'on peut leur accorder.)

No. 42. **Rapport secret du consul à Roustchouk au directeur du département asiatique; du 20 Décembre 1882, No. 805.**

(En réponse à l'ordre 2802 le consul certifie que les Russes qu'il connaît dans la principauté sont dignes de tout éloge quant à leur attachement au Tzar et à la patrie. Leur vie antérieure doit être mieux connue en Russie qu'ici. Les passe-ports et attestations des personnes retournant en Russie sont visés au consulat dont celles-ci ressortent.) Le traducteur.

1883.

No. 43. **Ordre secret du directeur du département asiatique au consul à Roustchouk, du 6 Mars 1883, No. 88.**

(Communication concernant la question que le général Kaulbars, ministre de la guerre en Bulgarie, avait transmise au ministère de la marine et celui-ci au ministère des affaires étrangères; à savoir: s'il fallait traduire devant un conseil de guerre bulgare les officiers de marine russes, lieutenant-capitaine Konkevitch et lieutenant Chichmareff, accusés d'avoir détourné des fonds de service et d'avoir falsifié des documents. La réponse à cette question est affirmative.) Le traducteur.

No. 44. **Lettre du vice-directeur du département asiatique. Avril 1883.**

Encore la question bulgare, encore une fois! En 1881 nous pensions que les affaires de Bulgarie étaient ensevelies pour au moins 7 années dans nos cartons. Mais, par malheur, les voilà de nouveau sur nos bureaux. On dit qu'elles n'en disparaîtront pas de sitôt.

Notre travail jusqu'à présent est purement préparatoire. On n'a rien du tout décidé au sujet d'un pas

décisif. On pense rétablir la constitution et sommer le prince de déposer ses pleins-pouvoirs. Mais nous ne pouvons venir à bout de savoir comment il faut le faire, et qui il faut y employer. Nous ne regrettons pas tant ce triste résultat que nous nous réjouissons d'avoir maintenant un point de départ assuré. Nous avons compris le plan que le prince de Battenberg avait résolu auparavant et que son voyage nous a fait voir encore plus clairement.

Ici on exprime bien des avis au sujet d'une renonciation éventuelle du prince. Les militaires veulent préparer l'armée dans ce cas, afin d'établir une dictature militaire provisoire, et de proclamer tout de suite notre protectorat. D'autres estiment que la simple renonciation au trône, et que les mesures dont nous la ferions suivre pourraient accentuer nos rapports avec l'Autriche-Hongrie. Et que celle-ci, probablement, occuperait la Serbie pour assurer ses frontières, et incorporerait définitivement la Bosnie et l'Herzégovine. La question du rétablissement de la Constitution dans la principauté n'en est pas moins définitivement résolue.

Il semblerait que jusqu'au couronnement de Leurs Majestés tout restera au point actuel, en sorte que même la nomination d'un agent diplomatique à Sofia est remise jusqu'à ce terme.

En même temps, nouvelle question, celle de l'unification de la Bulgarie. C. à d. l'incorporation de la Roumélie orientale à la principauté. Cette idée est soutenue très activement par la Société de bienfaisance slave et par Michel Nikiforovitch. Ivan Alexéievitch engage d'un autre côté vivement à ne pas soulever maintenant de pareilles questions. Avant tout, il réclame le rétablissement de la Constitution dans la principauté, puis il demande que l'on prépare à l'unification la population de

la principauté et celle de la Roumélie orientale. Nicolaï Carlovitch est à peu près du même avis.

Le secrétaire d'Etat veut qu'après le rétablissement de la Constitution le prince soit amené à renoncer au trône. En même temps, il faut préparer la population de la Roumélie orientale à l'union, et déclarer, après la renonciation à la couronne, la principauté sous le protectorat de Sa Majesté. Toutes ces questions seront certainement mises en ordre après le couronnement, et un rapport à ce sujet sera soumis à l'approbation de Sa Majesté.

Toutes nos autorités ne s'occupent plus que des préparatifs du couronnement solennel de Leurs Majestés. Nous, c. à d. le ministère tout entier, nous nous rendons à Moscou. Le conseil d'état n'a pas encore fixé la date du couronnement, mais ce sera probablement le 15 Mai.

Vous pouvez donc maintenant être tranquille au sujet des combinaisons politiques. Ecrivez ce que l'on dit chez vous, ce que vous faites, et donnez aussi votre avis sur les questions que nous avons à traiter. J'espère avoir le plaisir de vous revoir bientôt.

Ivan Alexéievitch est justement de retour de Gatchina. Il m'a chargé de vous préparer les circulaires sur l'ordre dans lequel il faudra envoyer les télégrammes de félicitations au jour du couronnement. Le général Sobéleff annonce que le prince a l'intention d'envoyer à St. Pétersbourg et à Moscou une députation bulgare composée de ses partisans. Nicolaï Carlovitch ne les présentera à l'empereur qu'à Gatchina. A Moscou sera présentée la députation du parti populaire.

No. 45. **Ordre secret du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie, du 4 Mai 1883, No. 1074.**

(Les consuls y sont priés de faire célébrer le 15 Mai, comme jour du couronnement, par la population slave de

la Bulgarie. Dans les télégrammes de félicitations de la population doivent être exprimés la prière de rétablir la Constitution et le mécontentement que cause le gouvernement arbitraire du prince. Que la députation nommée par le prince ne verra l'empereur qu'à Gatschina; que la députation populaire veuille, lorsque le général Soboleff la présentera à l'empereur à Moscou, réitérer personnellement, en présence de l'empereur, la prière que l'on fasse déposer au prince ses pleins-pouvoirs.)

No. 46. **Lettre du sous-directeur du département asiatique au gérant du consulat russe à Roustchouk, du 10 Mai 1883.**

Les télégrammes de félicitations au nom des nationaux russes et de la population bulgare de votre arrondissement consulaire ont été présentés à l'empereur. Le prince de Bulgarie a reçu à Moscou l'accueil qu'il méritait. Leurs Majestés ont reçu la députation bulgare avec une bienveillance particulière. Il paraît que le prince de Battenberg était très mécontent de la composition de la députation, et que c'est pour cela qu'il s'est hâté de quitter Moscou sans toucher St. Pétersbourg pour s'y entendre avec Nicolaï Carlovitch. Le prince rentre à Sofia par Berlin, probablement pour y recevoir des instructions du prince Bismarck.

En principe, la question touchant le rétablissement de la Constitution dans la principauté et la déposition des pleins-pouvoirs du prince est décidée. Le conseiller d'état réel Yonine a été nommé agent diplomatique extraordinaire et plénipotentiaire pour la Bulgarie. Dès son arrivée à Sofia, M. Yonine sommera, au nom de Sa Majesté, le prince de rétablir sans délai la Constitution dans le pays.

Les prières du peuple bulgare (contenues en de nombreux télégrammes, pétitions, exprimées personnellement à l'empereur par la députation), concernant la déposition des pleins-pouvoirs du prince, ont été transmises aux cabinets étrangers.

D'après les comptes-rendus de nos ambassadeurs, on considère à Berlin et à Vienne le rétablissement de la Constitution comme une affaire intérieure; on peut donc compter que les puissances ne prendront aucune part à cette affaire.

Les circonstances ne peuvent s'aggraver que si le prince refuse de se soumettre à la volonté de l'empereur. Nous comptons alors sur le parti populaire et la force armée.

Le refus du prince de remettre ses pleins-pouvoirs amènerait inévitablement sa renonciation au trône. En ce cas, on peut s'attendre à ce que les puissances européennes s'en mêlent, lors d'une nouvelle élection et de la confirmation du nouveau prince par le Sultan. Si nous maintenons dans le pays l'ordre nécessaire, en nous appuyant sur la volonté du peuple, il nous sera facile d'obtenir l'élection de notre candidat par voie diplomatique. Notre candidat devra d'abord se déclarer d'accord avec le protectorat de l'empereur. Jusqu'à entente définitive avec les puissances européennes au sujet de l'élection d'un prince, la principauté pourra être administrée soit par un commissaire impérial qu'il faudra nommer, soit par le régent que le prince devra nous laisser, c. à d. le général-major Soboleff.

On pense ne préparer le peuple à la réunion de la Roumélie orientale avec la principauté qu'après le rétablissement de la Constitution. En tous cas, ce plan ne pourra être exécuté qu'après la renonciation au trône du prince Battenberg.

En même temps que M. Yonine arrivera à Sofia,

notre consul général à Philippopoli recevra des instructions concernant la réunion projetée.

Si M. Yonine ne rencontre pas de résistance de la part du prince à la volonté de Sa Majesté, et que la Constitution soit rétablie dans le pays, il n'en faudra pas moins influer sur la Bulgarie pour qu'elle comprenne la nécessité du renvoi du prince. Il faut expliquer aux chefs du parti populaire que le prince est le principal obstacle à l'union de la Bulgarie avec la Roumélie; et que, aussi longtemps que le prince Battenberg gouvernera en Bulgarie, on ne peut réaliser le projet de réunion.

Au troisième jour de la session du conseil des ministres on a touché aussi la question de Bulgarie. On n'y a rien décidé de bien défini; il n'y a eu là qu'un échange de vues. Après quelques déclarations sur le cours des choses en Bulgarie et des délibérations à ce sujet, on en arriva à la conclusion suivante: l'administration intérieure de la principauté peut subsister quelque temps comme nous l'avons faite. Attaquer la liberté et l'indépendance de la Bulgarie ne répond nullement à nos intérêts. Il nous faut consolider notre influence dans le pays et organiser la principauté d'après les mêmes principes qui sont en vigueur en Finlande.*)

M. Yonine n'arrivera pas avant le mois d'août, car il attend ici l'achèvement de ses instructions et de divers projets. Après réception de rapports complémen-

*) Le général Soboleff a publié dans son livre »Le premier prince de Bulgarie« ce qui suit: »Personne n'a pensé que la Russie voulût se faire de la Bulgarie une province. J'ai déclaré à plusieurs reprises que la Russie veut la complète indépendance de la Bulgarie, et c'est pour cela qu'elle cherche à développer les forces militaires de la principauté. La Russie aurait désiré que la principauté accomplît elle-même l'unification bulgare, sans qu'elle eût à s'en mêler, mais non sans qu'elle n'y eût auparavant donné son autorisation.«

taires de nos ambassadeurs à Londres, Berlin et Vienne, et d'accord avec les cabinets étrangers, on élaborera les instructions destinées à M. Yonine et à nos généraux en Bulgarie. M. Nélidoff sera, croit-on, appelé à St. Pétersbourg pour y délibérer avec Nicolaï Carlovitch.

On pense nommer un consul général à Roustchouk, parce que les conseillers d'état réels se sont accumulés chez nous depuis quelque temps; on en a nommé quelques-uns pour leurs services, d'autres pour n'avoir rien fait, comme c'est de rigueur. Il faut bien les mettre quelque part. On les nommera tous consuls généraux, mais avec les appointements précédents et sans consulat général, comme à Jassy et à Galatz, par exemple.

Nous comptons que la mission de M. Yonine ne durera pas plus de 2 ou 3 mois. Si elle se termine par un succès complet, M. Yonine pourra rester là-bas pour y soutenir le régent ou le commissaire dans l'administration de la principauté. Ecrivez ce que l'on dit chez vous depuis le retour de la députation de Moscou, et quelle impression a faite leur réception par l'empereur. Je vous serre la main. Au revoir.

No. 47. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au consul à Roustchouk, du 2 Juin 1883.**

(Prière de faire part des décisions du parti libéral et de diriger secrètement leur activité soit directement, soit indirectement. Il faut provoquer des meetings, pour y blâmer les mesures gouvernementales et réclamer la déposition des pleins-pouvoirs du prince. Rapporter par télégramme à ce sujet, pour qu'on fasse rapport à l'empereur. Agir avec prudence et ne pas trahir l'initiative russe.)

No. 48. **Ordre secret du directeur du département asiatique aux consuls en Bulgarie; du 20 Août 1883, No. 1430.**

(Portant que le conseiller privé actuel Yonine a été nommé agent diplomatique extraordinaire en Bulgarie; et qu'il a la tâche „d'engager le prince à déposer les pleins-pouvoirs qui lui ont été déférés par la Grande Sobranié à Sistova, et à rétablir la Constitution en Bulgarie.")

No. 49. **Lettre secrète de l'agent diplom. impérial plénip. en Bulgarie, M. Yonine, au consul à Roustchouk, du 28 Août 1883, No. 458.**

(Annonce qu'il est arrivé à Sofia dans le but précité.)

En remettant la lettre qui m'accrédite auprès du prince, j'eus l'honneur de lui annoncer que, d'après l'avis du gouvernement impérial, le peuple bulgare peut se gouverner d'une façon indépendante, en se basant sur la Constitution actuellement existante. La réponse du prince a été des moins satisfaisantes, aussi je pense recourir à des moyens plus radicaux. J'en ai conféré avec nos ministres en Bulgarie, les généraux Soboleff et Kaulbars, et ceux-ci ont décidé de déclarer au prince que, s'il n'a pas rétabli la Constitution en Bulgarie jusqu'à la fête*) de l'empereur, il sera obligé, lui prince Battenberg, de remettre le gouvernement du pays au président du conseil des ministres. Je m'adresse à vous en vous priant d'annoncer aux chefs du parti libéral qu'au 30 courant, selon la volonté de Sa Majesté, les pleins-pouvoirs du prince seront déclarés annulés et la Constitution rétablie. Il faut donc célébrer avec la plus grande solennité la fête de l'empereur, et faire parvenir à l'empereur les

*) 30 Août, v. st.

télégrammes de félicitations par l'entremise du ministre des affaires étrangères. Dans les villes où se trouvent des consuls étrangers, il faut fêter aussi ostensiblement que possible ce jour et l'annonce du manifeste concernant la déposition des pleins-pouvoirs du prince; cela afin que nous puissions, si cela devient nécessaire, nous réclamer de la volonté générale et publiquement exprimée du peuple. Il faut envoyer, de toutes les villes de votre arrondissement consulaire, des députations qui prient au nom du peuple le prince de se défaire de ses pleins-pouvoirs. Faites savoir aux députés que je désire entrer en relations avec eux et entendre leur avis sur la position actuelle et future en Bulgarie. Je vous prie tout particulièrement de m'apprendre par télégramme de qui seront composées les députations et quelle est leur position dans la nation.

No. 50. **Télégramme chiffré du consul à Roustchouk à l'agent diplomat. impér. extraord. plénipot. en Bulgarie, M. Yonine; du 28 Août 1883.**

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que dans les cercles d'officiers, ici, court le bruit que le prince aurait appelé le général Léssovoï à Sofia pour conférer avec lui. Des officiers qui touchent de près au général m'ont rapporté que le prince aurait l'intention de nommer le général Léssovoï au poste de ministre de la guerre. Au cas où la constitution serait rétablie, le général Léssovoï se ferait nationaliser Bulgare pour rester ministre responsable.

No. 51. **Lettre de M. Yonine au consul à Roustchouk; du 25 Septembre 1883, No. 478.**

Des rapports exacts que l'on m'a faits me montrent que quelques officiers russes ont rendu le prince attentif à nos intentions. En outre, je constate une résistance

ouverte de quelques officiers russes à remplir leur devoir de nationaux russes. En conséquence, j'ai estimé qu'il me fallait réclamer le rappel immédiat de ces officiers et leur sortie du service de la Bulgarie. Veuillez, au sujet du général Léssovoï, vous assurer si vraiment il a communiqué un ordre secret de la direction supérieure de l'artillerie à quelques-uns de ses officiers subalternes, et sans leur faire remarquer que cet ordre devait être tenu secret; et si oui, comment il l'a fait. Envoyez-moi le résultat par télégramme, s'il vous plaît.

No. 52. **Télégramme chiffré de M. Yonine au consul à Roustchouk, du 30 Septembre 1883.**

Le commandant de l'artillerie en Bulgarie, le général Léssovoï, a été rappelé de l'armée bulgare et attaché à la direction supérieure de l'artillerie. L'adjutant-général Vannovski*) me télégraphie que le général Léssovoï doit quitter la principauté. Je me suis assuré que le général Léssovoï a l'intention, à son retour de Sofia, de rester quelque temps à Roustchouk. Je vous prie de lui communiquer, sur le bateau autrichien qu'il prendra, l'ordre du ministre impérial de la guerre, et de lui faire savoir aussi que le moindre arrêt à Roustchouk lui est interdit. Le ministre bulgare de la guerre a de son côté ordonné au commandant à Roustchouk, le colonel Podvalnik, de refuser tout arrêt à Roustchouk au général Léssovoï.

No. 53. **Télégramme chiffré de M. Yonine au consul général à Roustchouk, du 15 Novembre 1882.**

L'adjutant-général Vannovski a accordé au général-major Léssovoï (qui est attaché à la direction supérieure de l'artillerie) un court congé en Bulgarie, pour affaires de famille. Le ministre de la guerre en Bulgarie a télé-

*) Ministre impérial russe de la guerre.

graphiquement donné l'ordre aux commandants de Roustchouk, Choumla et Tirnova, de ne point permettre aux officiers russes de rapports avec le général Léssovoï tant que durera son séjour dans la principauté. De mon côté je vous prie d'organiser la surveillance secrète des officiers russes qui voudraient visiter le général Léssovoï, et de me télégraphier à ce propos. Dans vos conversations privées avec le général Léssovoï, cherchez à apprendre son opinion au sujet de l'éloignement du prince ou de sa renonciation au trône. Si possible, touchez dans la conversation aussi ce point, si le prince a suivi les conseils des représentants d'Angleterre et d'Autriche lorsqu'il a déposé les pleins-pouvoirs qu'on lui avait déférés; et qui, parmi les officiers russes, a averti le prince de la possibilité qu'on l'éloignât de la Bulgarie ou qu'on l'engageât à renoncer au trône.

No. 54. **Télégramme chiffré de M. Yonine au consul général à Roustchouk, 16 Nov. 1883.**

Le comité de la Société de bienfaisance slave à St. Pétersbourg m'apprend que mon frère fait un voyage en Bulgarie et dans la Roumélie orientale, pour faire de l'agitation au sujet de la réunion et de l'éloignement du prince de Battenberg. Mon frère doit se présenter en Bulgarie en qualité de représentant de la Société de navigation à vapeur sur la Mer Noire et le Danube (du prince Gagarine à Odessa), et prier le gouvernement du prince de lui accorder des subsides. Je vous prie de faire savoir à mon frère que je ne puis, en ce moment, autoriser une activité quelconque de notre part en vue de l'unification de la Bulgarie, et que, par conséquent, il doit retourner en Russie. Donnez à l'agent à Roustchouk de la société du prince Gagarine l'ordre de télégraphier de son côté à Odessa au prince Gagarine de rappeler mon frère de Bulgarie, parce que la question

des subsides ne dépend pas personnellement du prince de Battenberg. C'est la Sobranié qui traite ces questions par voie légale. De même, faites savoir à l'agent à Roustchouk, M, Stomaniakoff, que j'ai fait envoyer, au ministère impérial des affaires extérieures, un rapport concernant le paiement de subsides à la Société de navigation à vapeur sur les fonds d'occupation. Mais je ne puis autoriser une demande, faite auprès du gouvernement du prince, de donner des subsides à une Société russe.

No. 55. **Lettre confidentielle de M. Yonine au consul général à Roustchouk; du 18 Nov. 1883.**

Trés honoré Monsieur Nicolaï Dimitriévitch, j'ai eu l'honneur, par mon télégramme secret, de prier Votre Excellence de faire savoir à mon frère que son agitation en vue de l'unification de la Bulgarie, et que sa demande de subsides étaient toutes deux absolument déplacées. Je ne pouvais vous dire dans ma dépêche que l'essentiel; je suis donc trés heureux de pouvoir vous expliquer le point de vue qui m'a dicté ce télégramme, et de vous mettre en même temps au courant de la situation actuelle dans la principauté.

Votre Excellence sait que l'empereur a daigné ordonner que l'on fît savoir au prince de Bulgarie la volonté de Sa Majesté, à savoir, que l'on rétablit la Constitution et que le prince déposât ses pleins-pouvoirs.

Dans les instructions que m'a remises le ministère des affaires étrangères est prévu le cas d'un refus du prince d'exécuter la volonté impériale. Aux termes des instructions reçues j'ai pleine puissance de prendre des mesures extraordinaires et très sévères pour exécuter ma tâche.

A l'audience officielle je communiquai au prince la volonté de l'empereur, et je réclamai la déposition immédiate des pleins-pouvoirs. Celui-ci me répondit en

termes excessivement raides qu'à son avis seul le peuple bulgare avait le droit d'exprimer un pareil désir par ses représentants. Je fis remarquer au prince que le peuple bulgare l'avait fait plus d'une fois déjà. Le prince de Battenberg ne voulut pas le reconnaître, mais ne considéra comme représentants du peuple que ceux qui ont été élus légalement à la Sobranié. En suite de ce refus catégorique, je donnai à entendre au prince que son refus pourrait avoir des conséquences déplorables. Là-dessus le prince me pria de lui laisser quelques jours pour exécuter la volonté de l'empereur et son désir.*) En attendant, on apprit de bonne source que le prince

*) Dans le livre intitulé »Le prince Alexandre de Battenberg en Bulgarie«, dont l'auteur signe A. G. Drandar, ces évènements et d'autres encore sont décrits en détail. L'auteur est homme de parti bulgare, son exposé des faits est des plus opposés aux conservateurs. Il s'efforce d'être bienveillant pour les Russes. Le passage qui nous occupe se trouve à la page 169 et suiv:

Ne pouvant forcer la consigne du palais, les généraux Soboleff et Kaulbars attendaient avec impatience l'instant où ils pourraient parler au prince. Ce fut Son Altesse qui les appela.

Dès l'entrée d'Alexandre Ier dans la salle d'audience où ils venaient d'être introduits, les généraux virent que la lutte serait sérieuse. Après quelques froides paroles, le prince déclara nettement à ses ministres russes, qu'ayant cessé d'être d'accord avec eux, il était obligé de les prier de donner leur démission, ce à quoi le général Soboleff répondit aussitôt, en s'inclinant respectueusement, qu'il regrettait infiniment de ne pouvoir se conformer aux désirs de Son Altesse, les ordres qu'il avait reçus de l'empereur lui prescrivant, à lui ainsi qu'à son collègue le général Kaulbars, de rester à son poste. »Vous pouvez être ministres en Bulgarie«, répliqua aussitôt le prince, »mais vous n'êtes plus les miens«.

Les vitres étaient cassées. Le prince résistant, M. Yonine entra en scène à son tour. Il vint soumettre à Alexandre Ier une sorte d'ultimatum composé des quatre points suivants:

1º La prochaine session de la Chambre sera changée en session extraordinaire.

2º Par un manifeste publié à l'*Officiel*, le prince déclarera renoncer à ses pleins-pouvoirs.

s'était adressé aux représentants étrangers ici pour qu'on l'aidât. Les agents d'Angleterre, d'Autriche et d'Allemagne lui répondirent au nom de leurs gouvernements respectifs que le prince devait exécuter la volonté impériale s'appuyant sur de nombreuses adresses du peuple bulgare, et que la Constitution devait de n'importe quelle façon être remise en vigueur. Les représentants étran-

---

3⁰ Une commission sera nommée pour élaborer un projet de constitution.

4⁰ Les généraux Soboleff et Kaulbars resteront au pouvoir jusqu'à la réunion de la Grande Assemblée.

C'était la Russie maintenant qui parlait. Alexandre Ier ne se rendit pas tout de suite. Volontiers il aurait essayé d'une résistance passive. Il protesta contre la manière dictatoriale dont on usait à son égard. Il était le souverain de la Bulgarie et toutes ses décisions ne devaient provenir que de lui-même, en dehors de toute ingérence étrangère. M. Yonine, qui sentait le besoin d'en finir, insista pour avoir le consentement du prince.

Il laissa même, dit-on, entendre que l'armée serait, au besoin, chargée d'exécuter les décisions du gouvernement impérial, en ayant soin d'ajouter qu'elle s'y prêterait sans doute aucun.

M. Yonine se retira sur ces paroles. Ebranlé et perplexe, le prince, qui, au fond, ne demandait pas mieux que de vivre en bonne intelligence avec la Russie, fit appeler aussitôt ses conseillers habituels.

Le 30 août (11 septembre), parut le manifeste suivant:

»Nous, Alexandre Ier, etc...., déclarons à tous nos fidèles sujets que, dans notre constante sollicitude pour le bien de notre patrie, son progrès et son développement, tant au point de vue moral que sous le rapport matériel, et en conformité de notre promesse faite par le manifeste publié à Sistov le 13 juillet 1881, avons décidé de nommer incessamment une commission composée de personnes choisies par nous parmi les plus distinguées et les plus respectables de la principauté, sans distinction de convictions politiques.«

»Cette commission siégera sous notre présidence et préparera, dans le plus court délai, un projet de constitution. Ce projet sera soumis à l'Assemblée qui sera convoquée après que la commission aura terminé sa tâche, afin de donner au projet une forme définitive.«

gers estimaient impossibles des mesures extraordinaires, car elles empiéteraient sur les droits du Sultan, et parce que la Russie n'était pas prête à faire une guerre sérieuse.

D'une lettre du conseiller privé Nélidoff je conclus qu'au cas où la révolution*) prévue en Bulgarie aurait lieu, l'armée turque est prête à occuper la Roumélie orientale et peut-être même les troupes turques entreraient en Bulgarie. On m'a assuré à St. Pétersbourg que l'armée bulgare peut, en cas de conflit, défendre les frontières; on compte là-bas particulièrement sur l'artillerie. En attendant, je me suis persuadé du contraire sur les lieux. Le commandant de l'artillerie a résisté aux ordres que lui a donnés la direction supérieure de l'artillerie, et plusieurs commandants m'ont résisté à moi. L'effectif des troupes est faible la réserve n'a pas été appelée au service; l'artillerie de campagne n'a pas le nombre nécessaire de bouches à feu en bon état, l'on dit même qu'elle n'a pas les munitions de campagne règlementaires; la cavalerie n'existe que sur le papier et on ne peut rien attendre d'elle. Messieurs nos instructeurs s'occupent de l'organisation du corps de la gendarmerie, de dénonciations et passent leur temps à nommer des commissions

»Jusqu'à l'époque de la promulgation de la constitution, nos ministres conserveront leurs portefeuilles en bornant leur activité uniquement à l'expédition des affaires courantes, et en observant une stricte neutralité dans tout ce qui concerne la politique intérieure.«

»Alexandre.«

Le prédicateur de la cour Koch, dans son livre »Fürst Alexander von Bulgarien« fait décrire au prince lui-même cet évènement comme suit (Koch, p. 144, l. 18 »Yonine .... jusqu'à la p. 147, l. 12, zurückwies«). — Voir aussi la collection des mois de septembre et d'octobre 1883 du journal »La Bulgarie«, publié à Sofia.

*) Le prince avait renoncé au 30 Août v. st. à ses pleins-pouvoirs et remis la constitution en vigueur; les révolutions prévues dont il est ici question ont donc trait à l'éloignement du prince, à la réunion de la Roumélie orientale à la principauté, et à l'introduction du protectorat de la Russie.

d'enquête. En suite de quoi, on ne peut absolument pas soutenir, à voir son état actuel, que l'armée bulgare fût prête à la guerre. Une intervention armée de notre part peut provoquer l'opposition des puissances, et dans ce cas un conflit sérieux est inévitable. Et, d'après notre état-major général, il nous faut éviter un pareil conflit au moins aussi longtemps que nos troupes et la marine n'auront pas été réorganisées dans la principauté.

Après avoir attentivement examiné la position actuelle et constaté une pareille désorganisation de l'armée bulgare, je me suis vu forcé (avec l'autorisation préalable du département asiatique) de m'écarter, en quelques points, des instructions que j'ai reçues, et d'obtenir pacifiquement que le prince déposât ses pleins-pouvoirs, afin d'attirer de notre côté le parti populaire qui est puissant dans le pays.

La résistance que m'a opposée le prince, au sujet du rétablissement de la Constitution, est à mon avis bonne pour convaincre les chefs du parti populaire que le coup d'état de 1881 n'a été qu'une attaque du prince et de ses partisans contre la liberté intérieure de la principauté, et de plus un essai de s'emparer du pouvoir absolu. D'un autre côté, cela montrera à l'évidence aux chefs précités que le gouvernement impérial est absolument désintéressé lorsqu'il s'agit de l'indépendance du peuple bulgare.

Il faut, à mon sens, remettre au plus tard possible la réunion de la Roumélie orientale à la principauté, et laisser provisoirement les choses aller leur train naturel. Voici mes motifs:

1. Il faut d'abord réunir la Dobroudja, parce qu'il ne nous y sera pas aussi difficile de prêter l'appui de nos armes aux Bulgares.

2. Il faut, avant tout, conclure une convention militaire bien définie avec le gouvernement du prince. En

tant que nationaux russes, les officiers russes au service de la Bulgarie doivent ressortir de nos représentants dans la principauté. Il faut nommer le ministre de la guerre en Bulgarie par ukase impérial, et de la même façon le relever de ses fonctions. Les officiers russes envoyés en Bulgarie conservent dans l'empire leurs droits et prétentions. Bien que les officiers russes soient répartis dans les troupes bulgares par ukase du prince, leur renvoi ou leur transfert ne peut avoir lieu que sur la proposition du ministre de la guerre.

3. Il faut prêter toute son attention à ce que l'armée bulgare soit prête à la guerre. Il faut former des brigades et des régiments de 4 bataillons, former des batteries et les armer des canons rayés nécessaires; remplacer l'artillerie de position défectueuse par des bouches à feu dont on puisse se servir et qui soient perfectionnées.

4. Tous les ans il faut envoyer aux écoles militaires supérieures de la Russie de jeunes officiers bulgares, avec le temps cela formera une classe intelligente dans la principauté.

5. D'après nos instructeurs, les recrues (même celles du pays) acquièrent en fort peu de temps toute l'habileté désirable. Donc on peut abréger la durée du service qu'impose la loi et faire passer les hommes dans la réserve.

6. Cependant, notre tâche principale est d'éloigner le prince Battenberg. Il y a deux moyens de le faire: la révolution, ou les voies légales. Le faire éloigner par le parti de l'opposition serait, à mon sens, la révolution. Le moyen légal serait la renonciation et l'éloignement immédiat du prince provoqués par le gouvernement. J'estime que ce moyen est meilleur, parce que nous devons, autant que possible, éviter une immixtion dans les affaires intérieures de la Bulgarie et un conflit avec le

Sultan. Si des révolutions et des désordres se produisent dans l'état vassal, le gouvernement du Sultan rétablira l'ordre en Bulgarie en vertu de ses droits suzerains. Si le prince renonçait volontairement au trône, de quelque façon que ce fût, qu'il y eût en Bulgarie un gouvernement qui y maintînt l'ordre suivant les lois, une immixtion de la part de la Turquie dans les affaires intérieures de la principauté serait tout simplement une violation directe des droits de l'état vassal et des décisions du traité de Berlin. Dans ce cas, nous serions aussi obligés d'opposer notre veto et de défendre notre droit, même par la force des armes.

C'est en partant de cette conception que je suis parvenu à faire comprendre à St. Pétersbourg la nécessité de modifications aux instructions que j'ai reçues en tant que ces dernières ont trait à l'éloignement du prince de Battenberg et à la manière dont nous voulons amener l'unification décidée de la Bulgarie. On n'est pas complètement d'accord, au ministère impérial des affaires étrangères, avec l'idée que j'ai de commencer l'unification par la réunion de la Dobroudja. Le conseiller privé Sinovieff croit que la Dobroudja (cédée par le traité de Berlin à la Roumanie) ne peut pas être réunie à la Bulgarie, même si celle-ci s'en emparait par les armes; il croit aussi qu'on ne pourrait modifier le traité de Berlin que d'accord avec toutes les puissances. D'après M. Sinovieff on ne pourrait voir dans la réunion de la Roumélie orientale, autonome, une atteinte particulière à la paix de Berlin. Il serait possible d'obtenir l'assentiment des puissances à ce sujet sans la force des armes, et par simple voie diplomatique. Dans la lettre confidentielle du département asiatique, qui s'occupe du rappel du président des ministres, le général Soboleff, il est simplement dit que l'éloignement du prince Battenberg doit précéder la réunion projetée, et que la Do-

broudja ne pourra être réunie à la Bulgarie qu'après l'établissement définitif de notre protectorat.

En pesant exactement toutes les mesures à prendre et en considérant attentivement les tendances du parti libéral en Bulgarie, j'en suis arrivé à la décision suivante, inébranlable:

a) de former exclusivement dans les rangs du parti populaire un ministère présidé par Dragan Tzankoff;

b) de passer une convention militaire, puis d'éloigner les partisans du prince, et de nommer un ministre de la guerre russe en Bulgarie;

c) de laisser le gouvernement formé du parti libéral résoudre la question de l'abdication du prince Battenberg et de son départ immédiat. Il nous faut autant que possible nous abstenir en cela d'une agitation déclarée.

Notre consul général à Philippopoli s'exprime d'une manière excessivement flatteuse au sujet des personnes qui y forment le parti du gouvernement. Il sera possible, avec leur appui, de répandre l'idée d'une réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie, en s'abstenant de toute révolution.

Il n'ai pas encore conclu d'entente avec les chefs du parti libéral Tzankoff, Karavéloff et Stambouloff au sujet de l'éloignement du prince de Battenberg. Je pense ne vous communiquer notre décision définitive qu'après que les partisans du prince auront été éloignés. Pour satisfaire la curiosité de quelques éminents Bulgares, j'ai secrètement parlé d'une candidature du prince Waldemar de Danemark.

Après vous avoir exposé mes vues sur l'état de la principauté, je crois, cher Monsieur, que vous serez de mon avis: qu'il nous faut autant que possible nous abstenir de provoquer la formation de comités révolutionnaires, la publication de proclamations etc., surtout si nos provocations étaient semblables à celles que mon

frère et le comité de bienfaisance slave ont projetées. Une activité ouverte de notre part — même avec l'appui du comité susdit et de la Société Gagarine — ne ferait que donner des armes contre nous au prince de Battenberg et aux représentants des puissances étrangères.

No. 56. **Ordre secrèt du directeur du département asiatique au consul général à Roustchouk, du 28 Nov. 1883, No. 1686.**

(En suite de l'augmentation des troupes roumaines à Arab-Tabia, ordre est donné au consul général de suivre les évolutions des troupes roumaines et de faire un rapport là-dessus. L'arrondissement de Silistrie est, dans ce but, détaché de celui de Varna et attribué à celui de Roustchouk.)

1884.

No. 57. **Lettre confidentielle du directeur du département asiatique au consul général à Roustchouk, du 20 Février 1884, No. 169.**

Le comte Chouvaloff annonce par lettre au secrétaire d'état Giers que, lors d'un entretien avec le prince Bismarck, ce dernier n'a nullement approuvé, en certains points, l'activité de notre agent diplomatique extraordinaire en Bulgarie.

Notre ambassadeur à Vienne télégraphie au ministre des affaires étrangères qu'en Autriche-Hongrie on considère les agissements de notre agent diplomatique comme une immixtion de notre part dans les affaires intérieures de la Bulgarie. D'après l'avis du prince Lobanoff-Rostowski, un éloignement par la violence du prince de Battenberg, auquel nous contribuerions, donnerait lieu certainement à de fort graves difficultés.

De Sofia aussi l'on annonce que le prince de Battenberg s'est plaint auprès du cabinet de Londres, par l'entremise de l'agent anglais, des menées que l'agent russe ferait contre lui, prince Battenberg.

En suite de ces désagréables nouvelles, le secrétaire d'Etat Giers a prié Sa Majesté de bien vouloir faire rappeler l'agent diplomatique impérial extraordinaire et de le remplacer par l'agent diplomatique et le consul général, le conseiller d'Etat Koïander.

Bien que le conseiller d'Etat actuel Yonine n'ait pas pu remplir la tâche dont on l'avait chargé ni obtenir le résultat désiré, par suite de divers empêchements, sa mission ne doit cependant pas être considérée comme sans résultats. Il a réussi à rétablir la Constitution, à décider le prince à déposer ses pleins-pouvoirs, et à consolider dans le pays l'influence du parti national qui nous est favorable.

A mon sens, c'est aussi un résultat favorable de la mission de M. Yonine que le gouvernement actuel, avec Dragan Tzankoff en tête, se compose de personnes à nous dévouées, et sur l'appui desquelles nous pouvons compter. Dans sa conviction que c'est le prince de Battenberg qui, poussé par Londres, Vienne et Berlin, a provoqué le coup d'état de 1881, M. Tzankoff nous prête son concours pour l'achèvement de la convention militaire. M. Tzankoff s'est en outre engagé à retarder autant que possible la solution de la question du chemin de fer Zaribrod-Sofia-Vakarel, et à s'occuper de l'achat de la ligne Roustchouk-Varna. Quant à ce qui concerne l'éloignement du prince de Battenberg, M. Tzankoff a promis de sommer le prince d'abdiquer et de lui faire passer sans délai la frontière, et cela par ses propres moyens et par voie légale, au nom du peuple et du gouvernement. Il nous faut tenir très secrètes, pendant quelque temps, toutes ces circonstances favorables. En

particulier, il faut autant que possible éviter toute question au sujet d'une candidature au trône de Bulgarie. Dans vos entretiens avec des personnes influentes, vous pouvez donner à entendre que l'empereur ne considère cette question que comme affaire de la nation, et laisse les Bulgares en décider, c. à d. que l'élection du prince incombe à la Sobranié, sans aucune immixtion étrangère.

Dans ses rapports, M. Yonine exprime la crainte qu'il pût se produire une scission au sein même du parti national et que le prince pût alors se tourner du côté des radicaux en Bulgarie; à leur tête se trouve Petko Karavéloff, soutenu par Stéfan Stambouloff, le député influent de la Sobranié législative.

Il ressort des rapports du gérant du consulat de Roustchouk que la classe intelligente de l'arrondissement consulaire de Votre Excellence se compose de radicaux. Je vous prie donc, honoré Monsieur, d'agir selon le possible sur les personnes influentes de votre arrondissement dans ce sens, à savoir que le gouvernement impérial considérait une scission au sein du parti national comme une arme des plus dangereuses entre les mains de ses adversaires. Les conservateurs pourraient aussi en tirer profit et s'emparer par ce moyen du gouvernail de l'Etat. Je crois aussi qu'il est avantageux de fonder à Roustchouk ou à Tirnova des journaux qui défendent l'unité du parti. Je laisse à Votre Excellence le soin de choisir des rédacteurs et des éditeurs capables.

No. 58. **Lettre secrète de l'agent diplomatique pour la Bulgarie au consul général à Roustchouk, du 3 Avril 1884, No. 157.**

Le prince de Battenberg entreprend un voyage à travers la principauté pour y faire de l'agitation. Il s'efforce surtout de gagner à son parti les jeunes officiers

bulgares. Le Battenberg arrivera à Roustchouk dans la semaine sainte.

Indépendamment du fait que nos commandants envoient au ministre de la guerre les rapports nécessaires sur les agissements du prince, j'ai l'honneur pour ma part de prier Votre Excellence de bien vouloir surveiller de son côté l'agitation du prince. Je ne crois pas inutile, très cher Monsieur, que vous parliez avec le prince de Battenberg de ces jeunes officiers bulgares, et que vous louïez leur zèle au service et leur excellente instruction.

No. 59.*) **Dépêche chiffrée du directeur du département asiatique au consul général à Roustchouk, du 5 Avril 1884.**

Je prie très particulièrement Votre Excellence de payer, sur le capital de réserve du consulat qui vous a été confié, au métropolitain Michel, vivant à Roustchouk, 10 000 fr. contre double quittance; et je vous prie de ne pas manquer d'envoyer celle-ci au département asiatique.

No. 60.*) **Communication secrète du directeur du département asiatique au consul général impérial russe à Roustchouk, du 10 Avril 1884, sous le No. 857.**

Très honoré Monsieur Nicolaï Dimitriévitch!

Le déplorable résultat du mouvement populaire à Zaitchar et en d'autres endroits du royaume de Serbie, ainsi que les pénibles rapports personnels entre le roi Milan et le métropolitain serbe Michel ont déterminé ce dernier à quitter pour quelque temps le pays, et à fixer son séjour en Bulgarie.

---

*) Publiés dans la „Svoboda" du 27 Juillet 1892.

C'est uniquement par sa dévotion à l'empereur et à la Russie que le métropolitain Michel s'est attiré les persécutions des autorités serbes.

A la tête d'un parti politique, il s'est efforcé continuellement de consolider notre influence en Serbie; et, en même temps, de réveiller dans le peuple des sympathies pour la dynastie, à nous acquise, du prince Karageorgevitch.

Les autorités serbes ne se sont pas bornées à poursuivre le métropolitain Michel à l'intérieur des frontières du royaume; mais, à plusieurs reprises, elles ont exprimé au gouvernement bulgare leur mécontentement de ce que le métropolitain et des membres du parti populaire qui lui sont dévoués séjournent non loin de la frontiére serbe.

Dépouillé des moyens nécessaires à son entretien s'occupant en outre du sort d'autres émigrés serbes, qui vivent n'importé où en Bulgarie, le métropolitain s'est adressé, par l'entremise de notre agence diplomatique à Sofia, au gouvernement impérial, priant celui-ci de le prendre sous sa protection.

Sur le rapport du conseiller d'Etat actuel Yonine, et grâce à l'entremise du procurateur supérieur du Saint Synode, le secrétaire d'Etat Giers a fait ordonner qu'on payât au métropolitain (sur les fonds secrets du ministère des affaires étrangères) en une fois un secours de fr. 10 000. En outre, qu'on engage nos représentants en Bulgarie à protéger autant que possible le métropolitain.

Ci-inclus une lettre de change de fr. 10 000, destinée à remplacer la somme prise sur le capital de réserve que, conformément à mon télégramme secret du 5 ct., le consulat soumis à Votre Excellence devait avancer. En même temps, j'ai l'honneur de vous prier, très honoré Monsieur, de bien vouloir accorder au métropolitain Michel votre bienveillante protection, autant que cela vous sera possible.

No. 61.*) **Communication secrète du directeur du département asiatique au consul général impér. russe à Roustchouk, du 4 Mai 1884, sous le No. 930.**

Très honoré Monsieur Nicolaï Dimitriévitch!

Le métropolitain serbe Michel, habitant à Roustchouk, a adressé au procurateur supérieur du Saint Synode la demande de le laisser séjourner quelque temps à l'intérieur des frontières de l'empire.

Le conseiller privé actuel Pobédonostzoff estime, pour sa part, que rien ne s'oppose à ce que l'on accorde cette demande, et l'a envoyée au ministère de l'intérieur pour obtenir la permission de notre souverain Maître et empereur. Cela, conformément à la remarque du § 479 du réglement pour passeports (vol. XIV, 1879), et à l'ordonnance réglant les permissions concernant des ecclésiastiques étrangers et de confession orthodoxe qui désirent passer la frontière.

Considérant la position politique du métropolitain Michel, le ministère de l'intérieur a transmis le préavis du procurateur supérieur du Saint Synode au ministère impérial des affaires étrangères pour qu'il se prononçât là-dessus. Dans sa lettre, le comte Tolstoï fait remarquer, entre autres, au secrétaire d'Etat Giers qu'il est avant tout de l'intérêt de l'Etat d'assigner au métropolitain son lieu de séjour dans l'empire; et que, d'après des renseignements pris par la police de l'Etat, quelques nationaux serbes, appartenant au soi-disant parti radical, sont en relations avec des émigrés russes ou des gens qui se sont enfuis à la suite de délits politiques.

D'après ce qui précède, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir faire part, aussitôt que possible, au département asiatique, de la ville russe dans laquelle le métropolitain Michel a l'intention de séjourner.

---

*) Publié dans la „Svoboda“ du 27 Juillet 1892.

Veuillez aussi faire savoir quelles personnes l'accompagneront dans son séjour en Russie. En même temps j'estime de mon devoir d'ajouter qu'il serait très désirable, pour divers motifs politiques, que le métropolitain Michel renonçât à son intention de venir en Russie.

No. 62.*) **Communication secrète du consul général imper. russe à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 12 Mai 1884, sous le No. 146.**

Très honoré Monsieur Ivan Alexéievitch.

En réponse à votre communication secrète du 4 ct. sous le No. 930, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le métropolitain serbe Michel persiste inébranlablement dans son intention de s'établir en Russie, et qu'il prie qu'on hâte la permission de son entrée en Russie.

En proposant à l'appréciation bienveillante de Votre Excellence la prière du métropolitain, j'ai l'honneur d'ajouter qu'il désire se fixer à Moscou et qu'il sera accompagné d'un des archimandrites qui lui sont subordonnés.

No. 63. **Lettre secrète de l'agent diplomatique en Bulgarie, au consul général à Roustchouk, du 1er Juin 1884.**

Très honoré Monsieur Nicolaï Dimitriévitch. — La brouille du parti politique national devient de plus en plus complète. Petko Karavéloff a réussi à attirer de son côté la majorité des anciens partisans de Dragan Tzankoff. Je crains que le prince de Battenberg ne tire parti de cette scission et ne forme un nouveau ministère avec M. Karavéloff à la tête; or ni moi, ni mon prédécesseur M. Yonine, nous n'avons eu avec celui-ci des relations amicales. De son côté Ivan Alexéievitch nous

---

*) Publié dans la „Svoboda" du 27 Juillet 1892.

met en garde contre les éléments radicaux en Bulgarie. En attendant, M. Sorokine*) m'apprend que dans peu de temps la question de la réunion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie sera mûre. Nous devons donc hâter l'éloignement du prince Battenberg, vu que, d'après la décision de notre ministère, l'abdication du prince doit précéder l'unification. Je crois extrêment difficile d'obtenir l'abdication désirée au moyen d'un nouveau ministère que dirigerait Karavéloff, je ne voudrais pas volontiers recourir à des moyens illégaux, et à St. Pétersbourg on ne les approuverait probablement pas.

C'est dans cette position difficile que j'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence, et de vous prier, très cher Monsieur, de prendre toutes les mesures en votre pouvoir pour influer sur les députés de votre arrondissement. Il faudrait que la majorité soutînt le ministère actuel Dragan Tzankoff à la session extraordinaire et prochaine de la Sobranié.

No. 64. **Télégramme chiffré de l'agent diplomatique en Bulgarie au consul général à Roustchouk, du 10 Juin 1884.**

Le directeur du département asiatique me fait part que le ministère des affaires étrangères a décidé, après l'arrivée du prince de Battenberg à Sofia, de faire sommer celui-ci par le président des ministres, Dragan Tzankoff, à renoncer au trône de Bulgarie. Tzankoff s'est déclaré prêt à remplir le désir du gouvernement impérial. Je prie Votre Excellence, après que vous en aurez conféré avec le commandant de brigade de votre arrondissement, de me communiquer les mesures qu'il faudrait prendre, à votre avis, au cas d'une résistance opposée par le parti conservateur, et peut-être aussi par le parti radical.

---

*) Le consul général russe dans la Roumélie Orientale (à Philippopoli).

No. 65. **Télégramme chiffré de l'agent diplomatique en Bulgarie au consul général à Roustchouk, du 10 Juin 1884.**

Je reçois en ce moment un télégramme du directeur du département asiatique, par lequel M. Zinovieff prie d'arrêter l'exécution de la décision ministérielle au sujet de l'abdication du prince de Battenberg. Je vous prie donc de ne pas convoquer les commandants de brigade, comme j'en avait parlé dans mon précédent télégramme.*)

1885.

No. 66. **Lettre secrète de l'agent diplomatique en Bulgarie au consul général à Roustchouk, Février 1885.**

Très honoré Monsieur Nicolaï Dimitrievitch!

Notre consul général à Philippopoli me décrit dans une lettre particulière l'état des affaires dans la Roumélie orientale. Là deux partis: celui du pouvoir et celui de l'opposition. Le 1er se compose de gens raisonnables et qui ont de l'influence dans le pays; le 2e de personnes à tendances révolutionnaires et qui sont sous l'influence de nos émigrés et socialistes. Les deux partis ont fort l'idée de la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie. Se basant sur des instructions du ministère des affaires étrangères, M. Sorokine s'est rendu favorable le parti gouvernemental, et il espère proclamer la réunion avec leur appui. Quant au parti de l'opposition, M. Sorokine ne lui refuse nullement ni énergie, ni activité intelligente, ni amour de la patrie, mais il a cependant de la méfiance

*) En suite du résultat des élections à la Sobranié, qui donnèrent une grande majorité contre Tzankoff, le ministère Tzankoff donna sa démission, et le chef des radicaux, Karavéloff, fut chargé de former un nouveau cabinet.

contre les chefs de ce parti, parce qu'ils reçoivent des directions de nos émigrés et socialistes.

A en juger d'après la lettre de notre consul général, la situation est meilleure en Roumélie qu'ici. Je ne puis me poser en ennemi du ministère Karavéloff car lui, aussi bien que ses collaborateurs au ministère, sont des personnes sympathiques et font ce qu'on leur demande en matière de politique intérieure. Cependant je dois être méfiant envers eux pour diverses raisons.

J'apprends de source certaine que M. Karavéloff et que le président de la Sobranié, M. Stambouloff, sont en rapports secrets avec le parti de l'opposition en Roumélie, et qu'ils ont l'intention de proclamer l'union de la Roumélie à la Bulgarie sous le prince de Battenberg.

Dans un entretien avec Stambouloff; je lui fis une allusion au sujet de la nécessité du renvoi du prince, et je lui offris sous un prétexte tout à fait acceptable quelques milliers de napoléons. Sa réponse a été remarquablement polie, mais au fond très peu satisfaisante.

Bien que Karavéloff et Stambouloff reconnaissent que, sous l'influence de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne et de l'Angleterre, le prince de Battenberg fasse fi des intérêts de la nation bulgare, ils ne peuvent cependant se décider à exécuter le coup d'Etat. Peut-être le premier craint-il d'y perdre son pouvoir, et le dernier refuse son concours par aveuglement patriotique. En attendant Tzankoff et ses partisans ont résolu d'éloigner le Battenberg de Bulgarie à tout prix. Quant à l'unification, Tzankoff veut l'accomplir d'accord avec le parti gouvernemental rouméliote, c. à d. par voie légale et conformément à notre plan.

A la description détaillée que je lui ai faite de la situation en Bulgarie, le directeur du département asiatique me répond que, d'après les nouvelles de M. Sorokine, le parti gouvernemental de la Roumélie Orientale,

qui nous est favorable, est prêt à proclamer l'union après le départ du prince de Battenberg. M. Sorokine croit utile d'exprimer publiquement et au prince notre confiance dans le ministère Karavéloff, mais en secret de donner tout appui possible à M. Tzankoff et à se partisans, et de leur fournir tons les moyens nécessaires pour faire de l'agitation contre le gouvernement.

Je prie donc particulièrement Votre Excellence de me nommer la somme nécessaire à faire de l'agitation, et cela après en avoir conféré avec des membres influents du parti libéral de votre arrondissement. D'après mes informations, le préfet de Roustchouk M. Markoff n'est pas des partisans de Karavéloff. Je crois que M. Markoff peut nous être utile.

No. 67. **Lettre secrète du directeur du département asiatique au consul général à Roustchouk, du 5 Mai 1885, No. 1469.**

Le gouvernement, à nous hostile, du roi Charles de Roumanie a l'intention de présenter à l'assemblée législative un projet de fortifications sur nos frontières. Notre ambassadeur à Bukarest a fait savoir au ministère impérial des affaires étrangères que le ministère de la guerre a décidé de s'emparer par force des fortifications d'Arab-Tabia et des points qui entourent Silistrie, puisque cette partie a été concédée par le traité de Berlin à la Roumanie. Le président des ministres Ivan Bratiano a communiqué dans un entretien au prince Ourousoff qu'il était nécessaire d'établir des fortifications sur nos frontières pour assurer la neutralité du royaume. Ivan Bratiano admet que le gouvernement du prince ne fera aucune opposition à l'occupation d'Arab-Tabia et des points situés autour de Silistrie, vu que ce district appartient sans conteste à la Roumanie. D'après les explications du président des ministres roumain, notre ambassadeur à

Bukarest conclut qu'il existe entre le prince de Battenberg et le roi Charles une entente au sujet de la cession des points qui entourent Silistrie.

Lors du raport très détaillé du ministre des affaires étrangères, Sa Majesté a daigné écrire sur le rapport la remarque suivante: „D'accord avec le ministère de la guerre il faut faire valoir les droits des Bulgares sur les points qui entourent Silistrie."

Des rapports de l'état-major général de l'empire sur les forces de la Roumanie il ressort que l'armée bulgare doit être renforcée par nos régiments de cosaques et d'infanterie, et les parcs d'artillerie bulgare par de l'artillerie de campagne et des canons.

Le ministre impérial de la guerre et adjudant-général Vanowski a fait part aux commandants des troupes cantonnées dans les districts de Kief et de la Nouvelle-Russie qu'il faut faire avancer secrètement nos troupes vers la frontière roumaine, et qu'une partie de leurs troupes a été destinée par notre état-major général à renforcer les troupes bulgares.

De plus, le gouverneur général provisoire d'Odessa prie le département asiatique (par intermédiaire du ministère de la guerre) de lui faire parvenir des renseignements exacts sur le matériel de roulement de la ligne Roustchouk-Varna, sur les approvisionnements et le fourrage qui se trouvent en Bulgarie, ainsi que sur les prévisions au sujet de la moisson de cette année.

(Le directeur explique exactement au consul de quelle sorte doivent être les renseignements qu'il faut donner.)

No. 68. **Lettre secrète de l'agent diplomatique en Bulgarie au consul général à Roustchouk, du 20 Juin 1885, No. 458.**

Très honoré Monsieur Nicolaï Dimitriévitch!

Après réception de la lettre confidentielle du directeur du département asiatique, datée du 5 Mai, j'ai cru de mon devoir de vous demander, par lettre particulière, quelques explications, pour éviter des malentendus, au sujet de l'augmentation de l'armée bulgare par des régiments de cosaques, d'infanterie, et de l'artillerie. A ce propos, faut-il chercher tout d'abord à se mettre d'accord avec le gouvernement du prince, ou pas, et de quelle manière faut-il résoudre la question de l'éloignement du prince de Battenberg? Le conseiller privée Zinovieff m'apprend, dans sa réponse, qu'il faut attendre des rapports exacts de notre état-major général et du ministère de la guerre avant d'engager des pourparlers avec le gouvernement du prince, aux fins de compléter l'armée bulgare au moyen de nos troupes. Quant à l'éloignement du prince de Battenberg, Ivan Alexéievitch croit que nous recevrons les instructions nécessaires après l'appel de la réserve. Ivan Alexéievitch nous recommande d'empêcher qu'on n'apprenne que l'état-major rassemble des renseignements.

(L'agent diplomatique prie le consul de préparer des passeports pour le ministre de la guerre bulgare, prince Cantacuzène, qui a l'intention de venir à Roustchouk et de se rendre de là, incognito, à Bukarest.)

No. 69. **Lettre secrète de l'agent diplomatique en Bulgarie au consul général à Roustchouk, du 25 Août 1885, No. 835.**

Le courrier de Constantinople m'a fait parvenir la lettre chiffrée ci-incluse du ministre de la guerre Vanowski

à l'adresse du général-major prince Cantacuzène. Je prie Votre Excellence de bien vouloir déchiffrer la lettre et de communiquer son contenu au prince Cantacuzène, que son service retient en ce moment à Roustchouk.

Contenu de la lettre de l'aide-de-camp-général Vanowski au ministre de la guerre en Bulgarie, le général-major prince Cantacuzène, du 18 Août 1885, No. 8027.

„L'attaché militaire à Philippopoli envoie à l'état-major général un plan de défense de Philippopoli au cas d'un conflit avec les troupes turques. Le colonel Tchitchagoff ajoute à son rapport que, dans les arsenaux de Philippopoli, il n'y a pas le matériel nécessaire pour faire sauter les ponts et rendre impraticables les principales voies d'accès à Philippopoli. L'aide-de-camp-général Obroutcheff m'apprend que le comité d'instruction militaire a admis le plan de défense de Philippopoli, et il me prie d'envoyer tout de suite aux endroits désignés sur le plan les explosifs nécessaires et leurs accessoires."

„Je vous envoie ci-joint une copie des plans mentionnés, où les endroits qu'il faudrait faire sauter sont exactement indiqués. Votre Altesse aurait-elle l'obligeance de prendre secrètement aux dépôts des bateaux à vapeur et aux arsenaux et chantiers de Roustchouk les matières dont j'ai parlé plus haut, et de les envoyer à notre attaché militaire à Philippopoli? Chargez de l'exécution de vos ordres des officiers russes à vous soumis et qui aient une expérience sur laquelle on puisse compter, et faites-moi savoir ce qui s'est passé."

No. 70. **Lettre secrète de l'agent diplomatique en Bulgarie au consul général à Roustchouk, du 28 Août 1885, No. 840.**

(Apportée par courrier.)

En vous envoyant par le porteur une dépêche reçue aujourd'hui, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de

bien vouloir la déchiffrer, de la transcrire sur papier consulaire officiel, de la pourvoir de votre signature et de l'envoyer au ministre de la guerre du prince, qui se trouve en ce moment à Roustchouk. Au cas où le prince Cantacuzène serait absent, veuillez envoyer la dépêche transcrite à Son Altesse, par un courrier. Veuillez aussi, Excellence, me faire savoir par télégraphe que ces instructions ont été exécutées.

(Contenu de la dépêche du directeur du département asiatique à l'agent diplomatique à Sofia; du 28 Août 1885.)

„Le ministre de la guerre, l'aide-de-camp-général Vanowski, prie le secrétaire d'Etat Giers de remettre par votre entremise la dépêche suivante au général-major Cantacuzène. Je prie V. Excellence de déchiffrer le télégramme et de le transcrire sur papier officiel de l'agence diplomatique, et d'y apposer votre signature avant de l'envoyer à destination."

Sofia. Au général-major prince Cantacuzène.

L'empereur a daigné commander ce qui suit: Après entente avec le ministre des affaires étrangères il faut maintenir les droits des Bulgares sur les environs de Silistrie et les fortifications d'Arab-Tabia. Je prie Votre Altesse d'appeler sans délai les réserves de l'armée bulgare, et celles-ci réunies, de déclarer l'armée en état de guerre.

(Signé) Vanowski, aide-de-camp-général.

No. 71. **Lettre confidentielle du ministre de la guerre bulgare, prince Cantacuzène, au consul général à Roustchouk; au 31 Août 1885, No. 155.**

Cher Monsieur Nicolaï Dimitriévitch!

J'ai appris que, hier, après la revue des troupes à Choumla, le prince Alexandre a reçu secrètement une députation de la Roumélie Orientale, venue pour prier Son Altesse de venir à Philippopoli, et d'y renverser le

gouvernement et le gouverneur général qui est à la tête de celui-ci. Le prince a déclaré être tout à fait prêt à se mettre à la tête des révolutionnaires et à soutenir leur entreprise par l'armée bulgare.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir en avertir immédiatement, par télégramme, le directeur du département asiatique et l'aide-de-camp-général Vanowski. Je ne crois pas inutile non plus d'avertir M. Koïander et le gérant de notre consulat général à Philippopoli. Je pars à 4 h. pour Sofia pour donner l'ordre d'appeler les réserves. Avant de proclamer l'état de guerre je pense attendre encore des ordres ultérieurs du ministère impérial de la guerre.

No. 72. **Lettre secrète du directeur du département asiatique au consul général à Roustchouk, du 18 Août 1885.**

Cher Monsieur Nicolaï Dimitriévitch!

Des bruits très désagréables concernant le général-major prince Cantacuzène nous parviennent. On annonce de Philippopoli qu'il a commandé des officiers bulgares dans la Roumélie orientale, dans le but d'y faire faire de l'agitation en vue de son élection comme gouverneur général. Les envoyés s'occupent en effet de faire de l'agitation pour le prince; et non seulement cela, mais encore ils prennent vivement part à la question de l'union et ont noué d'étroites relations avec les révolutionnaires de là-bas. Quelques-uns des envoyés du prince ont été arrêtés par les autorités rouméliotes. Ils ont déclaré à l'interrogatoire avoir reçu des fonds personnellement de l'agent du prince Cantacuzène pour renverser le gouvernement actuel de la province.

Le gérant du consulat général à Philippopoli*)

*) M. Igelstrom.

annonce au département asiatique que le juge d'instruction de Roustchouk, le capitaine Panitza, a communiqué oralement à M. Igelstrom que lui, Panitza, a reçu personnellement du prince Cantacuzène un congé pour aller à l'étranger, sans que cela ait passé par les mains du commandant de la 3e brigade, le colonel Podvalnuk.

L'élection de Cantacuzène au poste de gouverneur général de la Roumélie orientale peut en certaine façon répondre à nos vues. Cependant le gouvernement impérial ne peut point approuver qu'un général russe excite personnellement à la révolte. Cela d'autant moins que le gouverneur général de la Roumélie orientale et son gouvernement nous ont souvent prouvé leur soumission, et qu'après l'éloignement du prince de Battenberg nous comptons sur leur appui pour opérer la réunion projetée.

(En outre le consul général est prié de recueillir des renseignements, avant de prendre son congé, sur la façon dont son congé avait été donné au capitaine Panitza, et d'en rendre personnellement compte à St. Pétersbourg.)

No. 73. **Communication secrète du directeur du département asiatique au consul général à Roustchouk, du 31 Août 1885, No. 1056.**

(Remis par courrier de St. Pétersbourg, le 4 Sept.)

En réponse au télégramme secret d'aujourd'hui concernant l'occupation par les troupes roumaines des fortifications d'Arab-Tabia et des environs de Silistrie, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence la décision du gouvernement impérial à ce propos. Vous vous rappelez, très honoré Monsieur, d'après la correspondance secrète au sujet des affaires de Bulgarie, que la réunion ne doit avoir lieu qu'après l'abdication du prince Alexandre. Cependant l'attitude irréfléchie et hostile du roi Charles de Roumanie — c. à d. les fortifications projetées à nos

frontières et l'occupation partielle, par les armes, de la contrée environnant Silistrie — oblige le gouvernement impérial de remettre à quelque temps la réunion projetée de la Roumélie orientale à la principauté, ainsi que l'abdication et l'éloignement du prince de Bulgarie.

Dans la séance d'hier au conseil des ministres, on a décidé de prier l'empereur d'appeler le prince Alexandre à Copenhague ou à St. Pétersbourg pour lui communiquer que, d'après la volonté de Sa Majesté, la Bulgarie doit défendre à main armée les droits de la Bulgarie sur les points mentionnés plus haut.

A ce propos on fera au prince les recommandations suivantes:

a) Pour que nos cosaques, nos régiments d'infanterie et nos batteries puissent se soustraire à l'observation des puissances étrangères et entrer librement en Bulgarie, Son Altesse priera, en sa qualité de prince-régnant, le ministère impérial de la guerre de pouvoir former au commencement les régiments et batteries de cadres au moyen de soldats de l'armée impériale russe; et cela en vertu de la convention militaire conclue avec notre gouvernement.

b) L'armée bulgare une fois renforcée par nos régiments de cavalerie et d'infanterie et par notre artillerie, et lorsqu'elle sera suffisamment prête à faire la guerre, le gouvernement du prince réclamera du roi de Roumanie l'évacuation immédiate d'Arab-Tabia et des points-frontière occupés par les troupes roumaines, selon les décisions du précédent conseil de guerre à Philippopoli, lors de notre occupation de la Bulgarie. Les autorités roumaines refusent-elles d'accéder à ce désir, il s'ensuit un conflit armé inévitable.

c) Le ministère impérial de la marine a pris des mesures pour augmenter la flotte bulgare, destinée à transporter les approvisionnements, de 4 vapeurs orga-

nisés pour la navigation fluviale. On remettra ces derniers, sans frais, au gouvernement bulgare.

d) En même temps, il faut, par des proclamations diverses, agir sur la population bulgare de la Roumélie orientale en ce sens, qu'elle doit, en ces circonstances difficiles, offrir son appui fraternel à la population de la principauté, envoyer des renforts de volontaires à l'armée bulgare et se tourner contre l'ennemi commun.

Pendant que la Bulgarie et la Roumanie en seront aux mains, le gouvernement impérial observera une neutralité stricte et écartera autant que possible toute intervention étrangère. La déclaration de guerre de la principauté au royaume n'est pas considérée comme une violation du droit international, parce que les autorités roumaines se sont permis une violation de frontières; et parce que chaque Etat, qu'il soit vassal ou indépendant, défend son territoire par ses propres forces. Au cas où la principauté l'emporterait, le gouvernement royal sera forcé à payer les frais de la guerre, soit en livrant une contribution qu'il faudra fixer, soit en abandonnant certaines parties de son territoire, soit encore par les deux moyens.

Au cas où la Porte réclamerait contre la part prise par des sujets du Sultan à une guerre de la principauté vassale contre le royaume de Roumanie, le ministère impérial croit que l'union personnelle, le gouvernement autonome subsistant dans la Roumélie orientale, ne contient aucune violation des droits souverains de Sa Majesté le Sultan. De cette manière, on ne peut pas s'attendre à une intervention à main armée de la Turquie dans les affaires intérieures de la Roumélie orientale; cependant, des plans de défense pour Philippopoli et les points-frontière ont été, à tout hasard, préparés par notre attaché militaire et approuvés par notre état-major général. Jusqu'au règlement définitif des prétentions du

gouvernement du Sultan sur la province de la Roumélie orientale, il faut augmenter autant que possible la garnison de Philippopoli d'après les renseignements de notre attaché militaire.

Le secrétaire d'Etat Giers veut appeler à St. Pétersbourg, en même temps que le prince Alexandre, son premier ministre, M. Karavéloff. Cela aura lieu probablement dans les premiers jours de Septembre.

Quoique dans les derniers temps, autant du moins que le ministère impérial en est informé, le prince se trouve sous l'influence de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, on estime cependant nécessaire de faire venir le prince et son premier ministre à St. Pétersbourg. L'expression de la volonté impériale doit convaincre le prince et son gouvernement que le gouvernement impérial est inspiré de sentiments bienveillants et désintéressés à l'égard des Bulgares, et que le Tzar favorise toujours les intérêts de la population bulgare.

La décision de pousser le prince à abdiquer et à s'éloigner de la principauté n'en est point changée; son exécution n'en est que retardée. Le prince Alexandre aura le droit d'élire comme commandant-en-chef de l'armée bulgare un des généraux qui ont pris part à la dernière guerre russo-turque.

Je vous envoie les instructions secrètes dont je vous ai parlé. Elles ont été élaborées par l'état-major général et transmises au ministre des affaires étrangéres par l'adjutant général Obroutcheff. Elles concernent la mise sur pied de guerre de l'armée bulgare et son augmentation par nos régiments de cavalerie, d'infanterie et par notre artillerie. Je prie Votre Excellence de bien vouloir remettre ces instructions au prince Cantacuzène. Au cas où il serait absent il faut les expédier par un courrier à notre agence diplomatique à Sofia. En même temps je vous prie, très honoré Monsieur, de tenir abso-

lument secrète cette décision du conseil des ministres, jusqu'à ce qu'on l'exécute.

No. 74. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 7 Sept. 1885.**

Le bouleversement soudain qu'a amené la révolution dans la Roumélie orientale, révolution dirigée par le prince de Battenberg, a changé toutes nos intentions.

Le gouvernement impérial ne peut admettre la conduite du prince de Battenberg, qui cherche à réaliser l'union par voie révolutionnaire. Je vous prie, en attendant que vous ayez reçu des instructions spéciales, de faire savoir aux Bulgares que le gouvernement de Sa Majesté désapprouve l'action irréfléchie du prince de Bulgarie.

No. 75. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 8 Sept 1885.**

Je vous prie de convoquer immédiatement au consulat tous les officiers supérieurs russes et les commandants des garnisons de Roustchouk, Vidine, Tirnova et Choumla, de leur soumettre les questions suivantes et d'y demander leurs réponses:

1. Au cas où l'on rappellerait les officiers russes de la Bulgarie, les jeunes officiers bulgares seraient-ils en état de commander les brigades, régiments et droujines?

2. Y a-t-il parmi les officiers bulgares un nombre suffisant de bons officiers d'artillerie?

3. En combien de temps l'armée bulgare peut-elle être prête à la guerre, l'appel des troupes de réserve y compris?

4. En l'absense des instructeurs russes l'armée bulgare serait-elle en état de soutenir un conflit armé avec un Etat voisin?

5. Quelles sont les mesures que les officiers russes estiment le mieux faites pour rendre actuellement la position de l'armée bulgare plus difficile?

Les réponses aux questions précitées doivent être faites par écrit et en votre présence, par les officiers russes. Cette déclaration sera présentée à l'empereur. Veuillez me communiquer immédiatement par dépêche les réponses des officiers, et en avertir le général-major prince Cantacuzène et l'agent diplomatique à Sofia.

No. 76. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 8 Sept. 1885.**

Les originaux des dépêches de nos représentants en Bulgarie et dans la Roumélie orientale, au sujet de la révolution et de la part qu'y a prise le prince (il en a été le promoteur), ont été présentés à l'empereur. Sa Majesté a daigné ordonner au ministre des affaires étrangères de déclarer illégale l'union de la principauté au moyen de la révolution. Notre ambassadeur à Constantinople a pleins-pouvoirs de protester contre la conduite du prince, et de réclamer du gouvernement du Sultan qu'il fasse rétablir l'ordre légal dans la Roumélie orientale, pour assurer la paix en Europe et en particulier dans la péninsule des Balkans. Notre agent diplomatique à Sofia a été chargé de déclarer au prince de Battenberg que le gouvernement impérial le rend personnellement responsable des suites fâcheuses de son entreprise. En conséquence et à l'avenir, le prince et son gouvernement ne doivent plus compter sur la protection de la Russie, ni s'attendre à la bienveillance et à la bonté de son souverain.

No. 77. Déclaration d'officiers russes en Bulgarie à propos des questions qui leur furent présentées conformément au texte du No. 75.

Aujourd'hui, 9 Sept. 1885, nous soussignés, commandants de brigades, de régiments et de droujines, commandants de corps de troupes indépendants, commandants de la flottille et des arrondissements militaires, nous nous sommes rassemblés en présence du gérant du consulat impérial à Roustchouk, et après délibération nous sommes arrivés à répondre unanimément et comme suit aux questions posées (voy. No. 75):

1. Nous déclarons unanimément qu'il n'y a actuellement parmi les officiers bulgares personne qui puisse remplacer les instructeurs russes. Au cas où l'on rappellerait les commandants russes et où on les remplacerait par des officiers bulgares, on ne pourra éviter du mécontentement parmi les officiers bulgares qui ne comprennent pas suffisamment l'ancienneté de service. Ce mécontentement produira, d'une part, un affaiblissement de la discipline, et, de l'autre côté, renforcera les passions de parti des officiers bulgares — en sorte que l'armée est destinée à une complète désorganisation. En de pareilles circonstances, le trône de Bulgarie et la sécurité du peuple n'auraient aucune protection armée.

2. A l'unanimité nous déclarons qu'il n'y a point encore d'officiers d'artillerie bulgares qui aient montré quelque capacité.

3. Il faut scinder cette question en deux parts: celle qui concerne la complétion de l'armée par les réserves, et celle qui touche à la concentration des troupes sur certains points. On peut, en Bulgarie, grâce aux conditions topographiques, rassembler les troupes de réserve en fort peu de temps; en 15 jours elles peuvent avoir rejoint les troupes de ligne. Quant à la concentration,

elle est rendue plus difficile par le manque de moyens de transports, chars, etc.

4. La réponse à cette question est d'une part négative, de l'autre douteuse. Au cas d'un conflit avec les troupes turques, sous quelles conditions que ce soit, l'armée bulgare ne sera pas en état de combattre avec succès. Au cas d'une guerre avec la Roumanie ou la Serbie (en suite de l'unification de la principauté) nous croyons que, grâce à l'ardent amour de la patrie qu'ont les Bulgares, il est douteux que la Roumanie ou la Serbie l'emportent.

5. Voici, à l'unanimité, nos réponses à cette question:

a) Considérant que le gouvernement impérial n'approuve pas la conduite du prince de Battenberg et du gouvernement bulgare actuel, nous estimons nécessaire de rappeler immédiatement les officiers russes de Bulgarie; à savoir les commandants de brigades, de régiments, de droujines, de batteries, les commandants de corps de troupes indépendants et ceux des arrondissements militaires.

b) De même, il faut rappeler en Russie les officiers de marine, les ingénieurs et mécaniciens et toutes les troupes de marine, et conduire en Russie les bateaux à vapeur, barques et torpilleurs russes.

No. 78. **Télégramme chiffré du gérant du consulat russe à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 9 Sept. 1885.**

(Communication des deux dernières déclarations faites en réponse au No. 5.)

No. 79. **Télégramme chiffré au gérant du consulat russe à Roustchouk, du directeur du département asiatique, 11 Sept. 1885.**

Sur le rapport du ministère de la guerre concernant les déclarations des officiers russes au service de la

Bulgarie et de la Roumélie orientale, et en considérant la situation illégale de ces pays, l'empereur a daigné ordonner, le 10 Sept., de rappeler immédiatement de la Bulgarie le ministre de la guerre, général-major prince Cantacuzène, ainsi que tous les instructeurs russes qui se trouvent en Bulgarie (commandants de brigades, de régiments, de droujines, de compagnies, commandants de corps de troupes indépendants et commandants des arrondissements militaires) et d'attribuer ceux-ci à diverses troupes de l'armée russe. Les frais de voyage jusqu'aux garnisons doivent être prélevés sur le fonds d'occupation. Un rapport spécial sera présenté à Sa Majesté au sujet des officiers de marine. Je vous prie de faire part de ces décisions aux officiers de l'arrondissement consulaire de Roustchouk et Vidine.

No. 80. **Communication secrète du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 23 Sept. 1885, No. 1074.**

(Comme quoi le secrétaire d'Etat Giers n'est pas d'avis que les vapeurs dont l'empereur, libérateur de la Bulgarie, lui a fait don et qui sont déjà à Réni, soient retirés à la Bulgarie. Bien que le prince de Bulgarie et son gouvernement aient les torts dans les rapports désagréables entre Russie et Bulgarie, la volonté sacrée du feu Tzar ne doit point être violée. Ordre a donc été donné de remettre la flottille aux mains des autorités bulgares à Roustchouk, et de remettre en place et lieu les charges des torpilleurs qui se trouvent en dépôt momentané au consulat. Annoncer par dépêche que cet ordre a été exécuté.)

No. 81. **Communication secrète du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 24 Sept. 1885, No. 1078.**

(Sur rapport du secrétaire d'Etat Giers, Sa Majesté a ordonné de faire rappeler aussi tous les officiers de marine.)

No. 82. **Communication secrète du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 2 Oct. 1885, No. 1106.**

Le président des ministres roumain s'est exprimé dernièrement devant notre ambassadeur à Bukarest sur la façon dont le gouvernement royal apprécie le mouvement révolutionnaire dans la Roumélie orientale, à la tête duquel se trouve le prince Alexandre. Ivan Bratiano déclara que, pour conserver l'équilibre de la péninsule balkanique, le royaume avait l'intention de s'opposer à l'union de la principauté. Le prince Ourousoff écrit au secrétaire d'Etat Giers que, d'après les opinions qui ont cours dans les cercles gouvernementaux roumains, il faudrait réclamer du gouvernement du prince la cession de villes sur le Danube et de la forteresse de Vidine. (En plus, le directeur dit que le gouvernement impérial n'approuvera pas une cession de territoire de la Bulgarie; du reste, le prince Ourousoff a exprimé dans une lettre au secrétaire d'Etat Giers des doutes sur le sérieux des prétentions et réclamations de la Roumaine, et se demande si on n'a pas cherché cette affaire pour apprendre les idées de la Russie sur les événements de la péninsule balkanique.)*)

---

*) On n'a point appris que la Roumanie ait fait valoir des réclamations à la Bulgarie, sous une forme quelconque.

No. 83. **Communication secrète du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 10 Oct. 1885, No. 1124.**

Des rapports de notre ambassadeur à Londres au ministère des affaires étrangères ressort clairement la complète inconséquence du prince Battenberg par rapport à l'union projetée de la principauté. Au jour de la révolution à Philippopoli, le prince annonça par télégramme ces événements au secrétaire d'Etat Giers, et le pria d'autoriser le prince Cantacuzène à s'y rendre avec les officiers russes et l'armée bulgare, pour y rétablir l'ordre. En même temps, le Battenberg s'adressa au ministre anglais des affaires étrangères en le priant de s'employer auprès de Sa Majesté le Sultan pour faire reconnaître l'union par ce dernier.

Après réception de la réponse fort claire portant que l'empereur n'approuvait pas la conduite des révolutionnaires et déclarait impossible la réalisation de l'union par la révolution, le prince de Battenberg se mit lui-même à la tête du mouvement (sur les conseils du représentant de l'Angleterre et de celui d'Autriche-Hongrie), se déclara ainsi illégalement prince de la Bulgarie unifiée, et exposa de cette manière le pays à un danger intérieur et extérieur.

Considérant que le prince et son gouvernement se comportent à notre égard ouvertement d'une façon hostile, le ministère impérial des affaires étrangères juge nécessaire de supprimer toutes les ordonnances précédentes, et de faire exécuter sévèrement, jusqu'à nouvel avis, les capitulations existantes en Bulgarie et dans la Roumélie orientale.

En conséquence, j'ai l'honneur, très honoré Monsieur, de vous prier de vous en tenir des plus strictement aux capitulations existantes et aux conventions passées avec le gouvernement turc, dans toutes les questions concer-

nant des sujets ou nationaux russes des arrondissements consulaires de Roustchouk et de Vidine.

No. 84. **Communication secrète du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 23 Oct. 1885, No. 1184.**

La Légation impériale de Belgrade fait part au ministère des affaires étrangères des préparatifs de guerre en Serbie. Le conseiller d'Etat actuel Persiani m'écrit que le roi Milan a l'intention de déclarer, ces premiers jours, la guerre à la principauté. Les opérations doivent commencer sur toute la ligne de Vidine à Sofia, d'après le plan élaboré par l'état-major général austro-hongrois.

Le roi Milan et son gouvernement sont inébranlables dans leurs intentions contre le prince de Battenberg, sans prêter la moindre attention à la désapprobation du gouvernement impérial.

Quoique le résultat de ce conflit puisse être fatal à la Bulgarie, le gouvernement impérial juge cependant notre intervention actuelle impossible, et, par conséquent, attendra l'issue du conflit.

En outre, le secrétaire d'Etat Giers considère comme impossible de fournir un secours effectif au prince de Battenberg, vu qu'il a été déclaré, en tant que fauteur de la révolution de Philippopoli, souverain illégal.

D'après l'avis de notre état-major général, un conflit entre la Serbie et la Bulgarie ne présente pas pour cette dernière le même danger qu'un conflit avec la Roumanie. Le plan d'opérations austro-hongrois ne saurait être considéré comme juste, puisque, d'après celui-ci, la petite armée serbe doit être divisée, et que la victoire est plus que douteuse si l'assaillant éparpille ainsi ses forces.

L'aide-de-camp-général Obroutcheff prie le ministère des affaires étrangères, en date du 30 Oct. sous le No. 10 456, de mettre à la disposition de l'état-major

général des renseignements sur l'état de la forteresse de Vidine, sur le nombre des canons de l'artillerie de position et les munitions qui se trouvent aux dépôts de Roustchouk.

En conséquence, j'ai l'honneur, cher Monsieur, de vous prier de bien vouloir rassembler les renseignements demandés et de me les communiquer par voie télégraphique.

No. 85. **Communication secrète du directeur du département asiatique, du 25 Oct. 1885, No. 1205.**

Notre ambassadeur à Constantinople annonce au ministère des affaires étrangères que le prince Battenberg et son ministère engagent directement des pourparlers avec le gouvernement du Sultan. Contrairement aux lois du pays, Battenberg et ses ministres fondamentales ont l'intention de céder à la Turquie des parties de la Roumélie orientale, en sorte que la forte position du Rhodope et les villages qui l'avoisinent seraient acquis à la Turquie. En outre, le prince médite de conclure avec la Turquie une convention militaire favorable à celle-ci.

D'après rapport du secrétaire d'Etat Giers, Sa Majesté a daigné ordonner de considérer le prince de Battenberg comme régent illégal de la principauté et de la Roumélie orientale, puisqu'il viole les lois du pays et la sainteté du serment; de l'exclure de l'armée russe et de le déclarer déchu de son grade de général-major russe, ainsi que de tous les droits et avantages que confère ce grade.

Tout en vous donnant connaissance de l'ordre de l'empereur, j'ai l'honneur, cher Monsieur, de vous prier d'interrompre toute relation officielle avec les autorités bulgares et de vous borner à défendre les intérêts des

sujets russes. Il ne faut hisser le drapeau impérial consulaire qu'à nos jours de fête.

No. 86. **Communication secrète du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 27 Octobre 1885, No. 1210.**

L'hostilité du prince de Battenberg et de ses acolytes envers nous dépasse toute attente. La nomination de révolutionnaires et anarchistes russes à de hautes positions militaires dans la principauté*) est considérée en Russie comme une preuve, inconnue dans l'histoire, d'ingratitude profonde des Bulgares envers leurs libérateurs. Le prince Alexandre a nommé commandant de la flottille à Roustchouk un des hommes qui ont pris part aux tentatives d'assassinat contre la personne sacrée du libérateur de la Bulgarie, le lieutenant de marine russe Srebriakoff; celui-ci jouit, sous le nom de Blank**), de la protection de l'Angleterre. L'ingénieur-mécanicien de la flotte n'est autre que l'anarchiste russe Boulyguine.

En considérant que la principauté est devenue un repaire d'anarchistes russes, le directeur du département de la police d'Etat prie le ministère des affaires étrangères d'établir là-bas une surveillance des émigrants russes et de prêter son concours aux agents de la police d'Etat.

En conséquence, j'ai l'honneur, cher Monsieur, de vous prier de bien vouloir charger le drogman du consulat d'aider autant que possible les agents de la police

---

*) Outre les deux officiers de marine Blank et Loutzki, et le capitaine Nebolsine, qui étaient, à la vérité, des Russes émigrés, on ne nomma aucun Russe. Le caractère des deux derniers peut avoir été douteux.

**) Cela est peut-être possible; cependant les autorités bulgares ne savaient rien des antécédents de Blank, et la Bulgarie n'avait à sa disposition aucun officier de marine bulgare.

secrète à surveiller les émigrés russes habitant l'arrondissement consulaire de Roustchouk, et de me faire part des événements.

No. 87. **Télégramme chiffré du gérant du consulat russe à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 8 Nov. 1885.**

Le commandant de Roustchouk et le directeur de l'arsenal d'artillerie me prient, au nom du gouvernement bulgare et du peuple, d'obtenir que le gouvernement impérial laisse passer les munitions pour la guerre commandées à la fabrique de cartouches de Toula. Celles-ci se trouvent actuellement à Réni, où, sur l'ordre du commandant de l'arrondissement militaire d'Odessa, on les retient à bord du vapeur *Olga*, de la Société des bateaux à vapeur du prince Gagarine.

En soumettant cette prière à la bienveillante attention de Votre Excellence, je crois de mon devoir d'ajouter que, d'après des opinions qui se font jour de tous côtés, la position du peuple bulgare est très critique. Si les munitions nécessaires pour faire la guerre manquent, les Serbes peuvent s'emparer de la forteresse de Vidine et prendre Sofia; et, dans ce cas, une guerre civile est probable.

No. 88. **Dépêche chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 9 Nov. 1885.**

Le secrétaire d'Etat Giers a soumis à l'empereur la prière que vous lui avez exprimée dans votre télégramme d'hier. Sa Majesté, dans sa sollicitude pour le peuple bulgare, a daigné ordonner que le commandant de l'arrondissement militaire d'Odessa délivre immédiatement les munitions pour la guerre destinées à l'armée bulgare, et qui se trouvent à Réni à bord du vapeur *Olga*.

En suite de quoi je vous prie, après l'arrivée de l'*Olga*, de faire immédiatement décharger et remettre la cargaison entre les mains des autorités militaires à Roustchouk. Pour déjouer la surveillance des bâtiments de guerre roumains, il n'est point permis à l'*Olga* de s'aventurer au délà de Roustchouk. Que l'arrivée et le départ du vapeur soient consignés dans les papiers de bord; puis, veuillez m'informer, par télégramme, de l'arrivée et du départ.

No. 89. **Télégramme chiffré du gérant du consulat russe à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 10 Nov. 1885.**

Les émigrants serbes que les autorités bulgares ont expulsés de Roustchouk et qui se sont fixés à Giourgewo, me prient de les prendre sous notre protection, conformément aux capitulations existantes en Bulgarie.

La misère de ces émigrants est fort grande, et je prie très particulièrement Votre Excellence de me permettre de leur donner des secours sur les fonds d'occupation. Je porte en même temps à la connaissance de Votre Excellence que quelques-uns des émigrants serbes prient qu'on les laisse passer sur territoire russe, qu'on leur vise leurs passe-ports serbes et qu'on leur délivre des passe-ports consulaires pour la Russie.

No. 90. **Communication secrète du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 2 Déc. 1885, No. 1283.**

(Le directeur écrit que, d'après les déclarations défavorables du ministre-résident à Belgrade au sujet des émigrants slaves du parti radical, le gouvernement impérial ne peut les prendre sous sa protection; que c'est affaire de la Société slave de bienfaisance de donner des secours en argent à ces malheureux.

D'après une note du département de la police d'Etat, cotée sous le No. 10 758, du 2 Déc., le directeur n'admet la délivrance de passe-ports pour la Russie qu'aux conditions suivantes:

1. Il faut annoncer au directeur de la police d'Etat le départ de chaque émigrant pour la Russie.

2. Il faut indiquer dans le visa des passe-ports serbes le point de la frontière par où les émigrants veulent entrer en Russie, et en même temps il faut envoyer par télégramme au commandant de la gendarmerie de ce point-frontière le signalement de la personne.

3. Les passe-ports consulaires concernant le séjour en Russie ne sont délivrés qu'après entente préalable du ministère des affaires étrangères avec le département de la police d'Etat.)

No. 91. **Communication secrète du président du comité de la Société de bienfaisance slave à St. Pétersbourg au gérant du consulat à Roustchouk, du 3 Déc. 1885, No. 4875.**

D'après la communication du directeur du département asiatique, j'ai l'honneur d'envoyer ci-inclus à Votre Honneur 6000 roubles, en vous priant de remettre ceux-ci — par l'entremise de la veuve Nathalie Karaveloff habitant Roustchouk — à l'émigré serbe Nicolas Pachitch.*) Veuillez avoir l'obligeance de m'informer de la réception et de la remise de cette somme.

*) Celui qui devint plus tard président du Conseil en Serbie.

1886.

No. 92. **Communication secrète du gérant du consulat à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 20 Mars 1886, No. 45.**

Le mécontentement du peuple à l'égard du prince et de son gouvernement est augmenté par l'insuccès de l'aventure du prince et de ses compères à propos de l'union de la principauté; en même temps par la paix, honteuse pour les armes victorieuses de la Bulgarie, conclue à Bukarest entre la Bulgarie et la Serbie par l'intermédiaire d'un délégué du gouvernement turc.

Pour étouffer toute manifestation de mécontentement de la nation, les autorités locales ont recours aux moyens extrêmes (recommandés par le pouvoir central) de la terreur. Les nouvelles alarmantes de l'anarchie complète qui règne dans la Roumélie orientale font un effet déplorable. Pour maintenir dans son état d'abaissement la population rurale, plongée dans la misère par toutes les illégalités, le prince et ses conseillers emploient des mesures révoltantes; ils soudoient des bandes de brigands, qui, sur l'ordre des autorités locales, attaquent les paysans sans défense, pillent leur avoir, traitent indignement leur famille.

Dans le pays, pas de justice; toute défense de la part des autorités fait complétement défaut. Dans les tribunaux on juge les procès, sur l'ordre du gouvernement central, en faveur des partisans de celui-ci. Les tribunaux et les ministères publics sont dans la dépendance absolue des agents de la police, sur l'ordre desquels il est sursis à l'exécution de jugements ayant force de loi.

Hier est arrivée à la chancellerie du consulat impérial une députation de bourgeois d'ici, qui venait exprimer sa soumission à l'empereur et prier de présenter

la requête de la population, qui désire la protection de l'empereur, devant le trône de Sa Majesté. La députation se composait des personnes suivantes: l'avocat Thomas Kirdjieff, Christo Balaroff, Christo Kassaboff, l'inspecteur scolaire Jordan Séméonoff, le procureur à la cour d'appel Fédoroff, le membre du même tribunal Markoff, et le vice-président du tribunal de district Goubidelnikoff.

Thomas Kirdjieff, bien connu au consulat, qui a souvent témoigné de sa soumission envers nous et qui est à la tête du parti libéral d'ici, m'a en secret annoncé l'intention qu'a le parti libéral de fonder ici et dans d'autres centres des comités exécutifs, dans le but de renverser le prince Alexandre et son gouvernement. Les comités auront une activité secrète et agiront par voie de conspiration. Pour exécuter cette tâche on proclamera au nom de la nation un gouvernement provisoire sous la présidence de Dragan Tzankoff. Ensuite on réclamerait sans délai un commissaire impérial pour prendre en mains le gouvernement, former un ministère et préparer des élections à la Grande Sobranié, qui devrait élire un prince parmi les candidats proposés par le gouvernement impérial.

M. Kirdjieff me prie de lui donner 20,000 fr., sous forme de prêt, pour la formation de comités exécutifs jusqu'à l'établissement du gouvernement provisoire.

Tout en soumettant la demande de M. Kirdjieff à la bienveillante attention de Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous prier, très honoré Monsieur, que l'on me donne les instructions nécessaires.

No. 93. **Communication secrète du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 2 Avril 1886, No. 435.**

En réponse à la communication secrète du 4 Mars courant, sous le No. 36, j'ai l'honneur, cher Monsieur, de

vous informer que le ministère impérial des affaires étrangères a ordonné — sur la proposition de notre agent diplomatique à Sofia — de prélever sur le fonds d'occupation des sommes destinées à soutenir l'agitation contre le prince et son gouvernement actuel. Il faut mettre à la disposition des chefs du parti libéral à Sofia, MM. Dragan Tzankoff, Féodor Bourmoff et Marco Balabanoff, les sommes dont ils auront besoin, et cela sans en tenir un compte spécial.

Ces personnes estiment que l'agitation contre le prince et le gouvernement doit se borner d'abord à des protestations écrites et imprimées contre le régime de la terreur, et qu'en même temps il faut réclamer le renouvellement des rapports antérieurs de la principauté avec la Russie, et de la protection du Tzar libérateur. Tzankoff, Bourmoff et Balabanoff pensent ne recourir à des mesures plus radicales que si les déclarations de la nation ne produisent pas l'effet désiré. En tous cas, c'est à l'armée qu'il faut remettre l'exécution du décret populaire, qui a décidé l'expulsion du prince et la retraite du gouvernement actuel; et pour cela on choisira les officiers bulgares qui nous sont dévoués.

Des rapports de notre attaché militaire à Sofia il ressort que les officiers bulgares, qui se donnent la peine de réfléchir, reconnaissent l'état pitoyable dans lequel le prince et ses partisans ont plongé le pays; et de même, que l'existence ultérieure de la Bulgarie dépend uniquement de la bonne volonté désintéressée de la Russie et de la protection de son souverain. Ils déclarent être prêts à exécuter le décret de la nation qui mettra le prince de Battenberg à la porte de la Bulgarie.

Je crois nécessaire, à voir les choses, de hâter la solution de la question par le peuple bulgare, en évitant tout appui de l'étranger. En considération des déclarations très flatteuses au sujet de l'avocat Thomas Kirdjieff,

je crois cependant qu'on ne peut refuser ses services, et j'autorise des transactions ultérieures avec lui, d'autant plus que M. Kirdjieff agit exactement dans le même sens que Tzankoff, Bourmoff et Balabanoff. Au cas où ces derniers approuveraient la fondation de comités exécutifs dans différents centres de la Bulgarie, il faut mettre à la disposition de M. Kirdjieff, sur les sommes du fonds d'occupation déposées au consulat à Roustchouk, les moyens de soutenir les susdits comités populaires.

J'estime nécessaire de prendre l'avis de notre police secrète à propos de la formation des comités exécutifs. J'en ai averti le directeur de la police d'Etat et je l'ai prié d'envoyer à Sofia ou à Roustchouk un des chefs d'une de nos agences étrangères de la police secrète, pour donner les instructions nécessaires aux membres du comité exécutif.

J'ai donc l'honneur, cher Monsieur, de vous prier de faire part, brièvement et oralement, de cette communication à l'avocat Kirdjieff, et de m'annoncer vos décisions ultérieures par télégramme.

No. 94. **Rapport secret du gérant du consulat à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 28 Juillet 1886, No. 258.**

Sur l'ordre du directeur de la police d'Etat le conseiller d'Etat Michtchenko a été envoyé en Bulgarie, pour y organiser des agences secrètes et, avec le concours du parti libéral, la conjuration destinée à éloigner le prince de Battenberg. M. Michtchenko est arrivé à Roustchouk et veut se rendre à Sofia pour y établir une agence centrale. Il faut établir à Philippopoli, Bourgas, Varna, Roustchouk et Tirnova des sous-agences secrètes.

En réponse à ma question le gérant de notre agence M. Bogdanoff, m'écrit qu'il estime superflu d'établir une agence centrale à Sofia, après en avoir

conféré avec notre attaché militaire à Sofia. L'éloignement du prince Alexandre de Bulgarie est, dit-il, définitivement résolu; et l'exécution de cette résolution dépend des ordonnances du ministère impérial des affaires étrangères.

Le colonel Sacharoff*) me fait savoir d'une part que, d'après l'avis des officiers bulgares qui veulent réaliser l'éloignement du prince, il faut absolument empêcher n'importe quel parti politique d'y prendre part. Le séjour de M. Michtchenko en Bulgarie pourrait, pensent-ils, augmenter l'attention que les autorités locales donnent au parti de l'opposition, et ce dernier pourrait en avoir des désagréments.

No. 95. **Télégramme chiffré du directeur du départem. asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 1er Août 1886.**

(Il faut annoncer à M. Michtchenko qu'il doit renoncer à son activité pour la conjuration en Bulgarie et qu'il doit se borner à l'observation des émigrants russes. Il doit prendre ses instructions de l'ambassade à Bukarest.)

No. 96. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 10 Août 1886.**

D'après le rapport concernant l'abdication du prince Alexandre, et la prière du gouvernement provisoire et du commandant en chef de l'armée bulgare de nommer un commissaire impérial qui reprenne la direction de la principauté, Sa Majesté a daigné ordonner que le prince Dolgoroukoff se rendît en Bulgarie en qualité de commissaire impérial. Là il recevra du gouvernement provisoire la direction des affaires jusqu'à la convocation

*) L'attaché militaire russe à Sofia.

de la Grande Sobranié et gouvernera le pays en se basant sur la Constitution actuelle. Le même ordre de l'empereur nomme le major-général baron Nicolaï Vassilievitch Kaulbars ministre de la guerre en Bulgarie.

Jusqu'à l'arrivée du prince Dolgoroukoff je dois vous faire remarquer que le gouvernement impérial sera dirigé par des sentiments d'absolue bienveillance pour la Bulgarie. Un appui efficace sera prêté aux Bulgares qui s'efforcent de maintenir dans le pays l'ordre et le calme, pour y assurer le bien-être futur.

No. 97. **Télégramme chiffré du gérant du consulat à Roustchouk au chef du département asiatique, du 11 Août 1886.**

J'estime qu'il est de mon devoir d'avertir Votre Excellence que des bruits fort désagréables nous parviennent de Sofia et d'autres points de la principauté. Le mécontentement au sujet de l'expulsion du prince Alexandre augmente parmi le peuple, qui n'a aucune confiance dans le gouvernement provisoire. Les représentants étrangers répandent le bruit que les puissances européennes ne peuvent reconnaître pour légale l'abdication forcée, et que le prince Alexandre remontera sur le trône de Bulgarie. La majorité des garnisons qui ont prêté serment au gouvernement provisoire refusent d'accomplir les ordres du commandant en chef major Groueff.

Les officiers des garnisons de mon arrondissement consulaire ne croient pas aux télégrammes officiels et contradictoires de Sofia. Ils s'adressent à moi pour que je les instruise de l'état de choses et des intentions du gouvernement impérial. Comme toutes mes questions soit à M. Bogdanoff, soit au colonel Sacharoff, restent sans réponse et qu'ainsi je me trouve dans une situation très indécise, je me borne à donner des réponses éva-

sives. Je fais remarquer aux officiers la nécessité qu'il y a de maintenir l'ordre et le calme dans le pays et de se confier dans la bienveillance désintéressée de l'empereur à l'égard des Bulgares.

Les officiers et les civils qui ont pris part à ce coup d'Etat me déclarent qu'avec le retour du prince en Bulgarie la guerre civile est inévitable, et le résultat en serait déplorable pour le pays.

En faisant part de cette déclaration à Votre Excellence, je vous prie d'avoir l'extrême obligeance de retenir quelque temps le prince de Battenberg, que l'on a dirigé sur Réni, jusqu'à ce que l'ordre nécessaire et un gouvernement fort soient rétablis.

No. 98. **Dépêche chiffrée du gérant du consulat à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 12 Août 1886.**

On m'annonce de Tirnova que le président de la Sobranié, Stéfan Stambouloff, est en pourparlers actifs avec le commandant de la garnison, pour former un nouveau gouvernement sous sa présidence. Ce gouvernement doit engager le prince Battenberg à rentrer en Bulgarie pour y reprendre le pouvoir.

Autant que je puis le constater, la garnison de Roustchouk est aussi portée à se joindre au nouveau gouvernement avec M. Stambouloff en tête. Les membres du parti populaire qui nous sont attachés croient que c'est le salut du pays, en ce danger menaçant, si le prince de Battenberg est retenu en Russie au moins pendant 2 semaines.

En vous répétant la prière que je vous adressais hier dans mon télégramme secret, j'ai l'honneur de demander à Votre Excellence des instructions.

No. 99. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 13 Août 1886.**

Vos télégrammes et ceux de nos autres représentants en Bulgarie ont été présentés à l'empereur. Jusqu'à présent nos ambassadeurs près les puissances étrangères n'ont encore envoyé aucune nouvelle sur l'appréciation des cabinets étrangers. Dans l'état actuel de la Bulgarie, le ministère impérial des affaires étrangères ne peut donner à nos représentants des instructions précises. On s'en remet à votre appréciation pour faire dans chaque cas qui se présentera ce qu'il faut pour sauvegarder nos intérêts. En attendant, le départ du commissaire nommé par l'empereur, ainsi que du ministre de la guerre, est ajourné.

No. 100. **Télégramme chiffré du gérant du consulat à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 14 Août 1886.**

La réception préparée au prince Battenberg à Réni par le major-général Schebeko a fait une mauvaise impression sur tous les partis politiques. La population et principalement les officiers de mon arrondissement consulaire voient dans cette réception le signe que le gouvernement impérial désavoue le coup d'Etat bulgare.

On m'apprend de Tirnova que le président de la Sobranié, M. Stambouloff, a reçu du prince Battenberg un télégramme qui l'autorise à former un gouvernement provisoire. Notre ambassadeur à Bukarest m'écrit que le représentant de l'Angleterre y emploie toute son influence sur le cabinet de Bukarest pour que ce dernier aide le prince à rentrer en Bulgarie.

Tout cela a déterminé l'armée bulgare, à l'exception des garnisons de Vidine et de Choumla, à se joindre à

la garnison en révolte de Philippopoli sous le commandement du lieutenant-colonel Moutkouroff. Les instruments de la police et d'autres employés font ouvertement de l'agitation en faveur de Stambouloff; le peuple témoigne de la confiance dans le gouvernement provisoire de Karaveloff. J'apprends de Sofia que le commandant a arrêté les officiers qui ont pris part à l'expulsion du prince. D'autres officiers, qui ont fui de Sofia, sont poursuivis par les autorités et mis en prison. Le bruit circule qu'après son arrivée en Bulgarie le prince Battenberg nommera une cour martiale pour punir sévèrement les principaux inculpés du coup d'Etat.

No. 101. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 17 Août 1886.**

En réponse à vos télégrammes et aux rapports télégraphiques de notre agent diplomatique, au sujet des actes de violence des autorités révolutionnaires à Sofia, Tirnova et Philoppopoli et de la formation d'un gouvernement provisoire sous Stéfan Stambouloff, j'ai l'honneur de vous annoncer que le ministère impérial des affaires étrangères ne reconnaît point la légitimité des autorités qui agissent au nom du prince de Battenberg absent.

No. 102. **Télégramme chiffré du gérant du consulat à Roustchouk, du 18 Août 1886, envoyé par Bukarest.**

Le prince de Battenberg est arrivé hier à Roustchouk. J'ai été prié par le doyen du corps consulaire, le consul de Roumanie, de prendre part à la réception; tous les consuls d'ici étaient présents. Le prince me remercia sur le quai de la réception et m'invita à dîner et à une conférence. Aprés le dîner, le prince éloigna tous ses

confidents et écrivit et signa un télégramme à Sa Majesté l'empereur dont voici le contenu:

. . . .
. . . . *)

---

*) L'éditeur russe donne dans une remarque un court aperçu du contenu de ce télégramme. Nous donnons les termes mêmes du télégramme au Tzar ainsi que la réponse que fit celui-ci au prince Alexandre. (A. v. Huhn, „Aus bulgarischer Sturmzeit", p. 131.)

Sire,

Ayant repris en mains le gouvernement de mon pays, j'ose soumettre à Votre Majesté l'expression de mes remercîments pour l'attitude de Votre représentant à Roustchouk. Celui-ci, par sa présence officielle à la réception qui m'a été faite, a montré au peuple bulgare que le gouvernement impérial ne saurait approuver l'acte révolutionnaire dirigé contre ma personne. En même temps, je sollicite de Votre Majesté la permission de Lui soumettre l'expression de toute ma gratitude pour l'envoi qu'elle a daigné ordonner en Bulgarie du général Dolgoroukoff. Car, en reprenant le pouvoir légal en mains, mon premier acte est d'exprimer à Votre Majesté ma ferme intention de faire tous les sacrifices nécessaires, afin d'aider la magnanime intention de Votre Majesté de faire sortir la Bulgarie de la crise grave qu'elle traverse. Je prie Votre Majesté d'autoriser le général Dolgoroukoff à se concerter le plus vite possible et directement avec moi. Je serais heureux de pouvoir donner à Votre Majesté la preuve définitive du dévouement inaltérable dont je suis animé envers Votre auguste personne. Le principe monarchique me force à rétablir la légalité en Bulgarie et en Roumélie. La Russie m'ayant donné ma couronne c'est entre les mains de son Souverain que je suis prêt à la remettre. Alexandre.

Réponse du Tzar:

J'ai reçu le télégramme de Votre Altesse. Je ne puis approuver votre retour en Bulgarie, prévoyant les conséquences sinistres qu'il peut entraîner pour le pays bulgare, déjà si éprouvé. La mission du général Dolgoroukoff devient inopportune; je m'abstiendrai d'elle dans le triste état de choses auquel la Bulgarie est réduite tant que vous y resterez. Votre Altesse appréciera ce qu'Elle a à faire. Je me réserve de juger ce que me commandent la mémoire vénérée de mon père, l'intérêt de la Russie et la paix de l'Orient.

Alexandre.

Le prince me pria d'envoyer le télégramme sous notre chiffre. En me remettant le télégramme, le prince m'autorisa de vive voix à porter à la connaissance du ministère impérial qu'il est persuadé, en suite de dernier événement accompli à Sofia, que l'existence de la Bulgarie dépend uniquement de la protection de Sa Majesté. Son Altesse veut avant tout s'efforcer de reconquérir la bienveillance première de Sa Majesté, pour lui des plus précieuses, et pour laquelle il est prêt à tous les sacrifices. Il me dit encore qu'il avait confiance dans le parti radical, parce que M. Koïander l'avait toujours défendu. Il avait souvent eu l'intention de renvoyer Karaveloff et de dissoudre la Sobranié, mais toujours il s'était heurté à la résistance de M. Koïander et du prince Cantacuzène. Il avait fait l'union de la principauté avec l'aide de l'Angleterre, dans l'espoir d'acquérir par là la sympathie de la Russie pour la formation d'une grande Bulgarie et la réalisation de la paix de San-Stefano. Enfin, le prince me pria d'assurer le ministère impérial que, si Sa Majesté daigne ordonner qu'il remette le gouvernement au prince Dolgoroukoff et renonce au trône de Bulgarie, il accomplira solennellement la volonté de Sa Majesté dans l'intérêt de la Russie. En même temps, j'estime de mon devoir de recommander à la bienveillante attention de Votre Excellence le fait que le télégramme précité à Sa Majesté a été composé sans qu'aucun des confidents du prince le sût. Du reste, autant que je l'ai pu constater, le prince s'est montré indifférent vis-à-vis des ovations qu'on lui avait préparées à Roustchouk et à Giurgewo.

No. 103. **Télégramme chiffré du gérant du consulat à Roustchouk au directeur du département asiatique, du 19 Août 1886.**

Je m'empresse d'apprendre à Votre Excellence que les autorités locales continuent à maltraiter le peuple. Les arrestations et les vexations sont particulièrement nombreuses dans les villes que touche le prince. Les habitants craignent des conflits sanglants et sérieux avec les bandes armées du gouvernement.

No. 104. **Télégrammes chiffrés du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 20 Août 1886.**

Vos télégrammes ont été soumis à l'empereur. Sa Majesté n'autorise pas la rentrée en Bulgarie du prince de Battenberg et ordonne de répondre en son nom au Battenberg que l'empereur tient pour nuisible le séjour du prince en Bulgarie, qui, par lui, est durement éprouvée. Il doit quitter la principauté sans délai. Au cas contraire le gouvernement impérial se gardera de toute immixtion dans les tristes affaires de la Bulgarie et défendra ses intérêts et la paix en Orient. La mission du prince Dolgoroukoff a été ajournée. Comme il n'y a point de gouvernement légal en Bulgarie, je vous prie de cesser toutes relations avec les autorités locales jusqu'au départ du prince de Battenberg.

No. 105. **Du 22 Août 1886.**

Conformément à une circulaire du département asiatique du 5 Mai 1885, sous le No. 1469, je vous prie de me faire parvenir directement, ainsi qu'au gouverneur général provisoire à Odessa, des chiffres sur la moisson de cette année dans votre arrondissement consulaire et sur les provisions de céréales et de fourrage qui s'y

trouvent. Il faudra me télégraphier à moi et au gouverneur général conformément aux termes de cette circulaire.

No. 106. **Du 23 Août 1886.**

Je vous prie d'avertir les capitaines de la „Société de navigation à vapeur sur la Mer-Noire et le Danube" de rentrer immédiatement à Odessa, sans toucher à aucun port bulgare ou roumain. Veuillez annoncer à l'agent de notre ministère à Odessa le départ de chaque vapeur russe de Roustchouk pour Odessa.

No. 107. **Du 28 Août 1886.**

En suite du changement de la situation en Bulgarie, de l'abdication formelle du prince de Battenberg et de son départ de Bulgarie, tous les préparatifs sont suspendus provisoirement. Le major-général baron Nicolaï Vassilievitch Kaulbars a été nommé par l'empereur agent diplomatique extraordinaire en Bulgarie. La régence et le gouvernement actuels ne seront reconnus comme légaux que s'ils remplissent les réclamations du gouvernement impérial que le baron Kaulbars apportera.

No. 108. **Du 11 Sept. 1886.**

Jusqu'à ce que vous ayez reçu des instructions que le ministère des affaires extérieures élabore à votre intention veuillez agir d'après ces indications: l'empereur a pris connaissance de l'expression de la soumission du peuple bulgare, et il espère que la nation et son gouvernement prouveront par des actes leur sincérité; qu'à l'avenir ceux-ci éviteront des actes ou des paroles qui ne concordent pas avec la manière d'envisager les choses de Sa Majesté, et qui est bien connue des Bulgares, et qu'ils s'efforceront de mettre fin aux incessantes querelles de partis. Le général Kaulbars, nommé chargé d'affaires

à Sofia, sera l'intermédiaire des intentions de Sa Majesté, qui doivent procurer à la nation un avenir heureux et le rétablissement des rapports précédents entre la Russie et la Bulgarie. Si les Bulgares sont d'accord avec ces intentions, l'empereur ne cessera pas d'agir dans l'intérêt de la nation. A mon avis, il faut être des plus circonspects et prudents en expliquant le contenu de ce télégramme aux Bulgares.

No. 109. **Circulaire secrète du directeur du département asiatique au gérant de l'agence diplomatique et aux consuls en Bulgarie, du 5 Sept. 1886, No. 2078.**

Le mouvement révolutionnaire à Philippopoli du 6 Sept. 1885, l'éloignement de Bulgarie du prince Alexandre, le 9 Août de cette année-ci, et la formation du gouvernement provisoire à Tirnova avec le président de la Sobranié à la tête, auquel l'armée bulgare et les partis politiques ont accédé en majorité, ont convaincu le ministère impérial des affaires étrangères que l'activité de nos représentants dans la Bulgarie et dans la Roumélie orientale a été couronnée d'insuccès, et qu'il faut vivement déplorer que nos agents et nos consuls aient fait au ministère des affaires étrangères des rapports qui ne correspondaient pas à la situation de ces deux pays.

Notre consul général à Philippopoli annonce qu'on ne peut réaliser l'union de la principauté que par le parti gouvernemental de la Roumélie orientale, et que la clique de l'opposition n'a aucune attache ni dans le peuple ni dans l'armée. En réalité on a vu le contraire, c. à d. que le gouvernement de là-bas se composait de gens sans influence, que le parti de l'opposition disposait de la foule et de l'armée, et que son attitude énergique le 6 Sept. a réalisé l'union projetée par d'autres. Il est

vrai que, grâce à la protestation des puissances, cette union n'a pas reçu de sanction légale.

Le ministère impérial devait conclure, des rapports de notre agent diplomatique à Sofia, que l'éloignement du prince de Battenberg obtiendrait l'assentiment de tous les partis de la principauté. On a vu, au contraire, que la grande majorité des députés à la Sobranié ont exprimé l'amour sans bornes et la dévotion de la nation bulgare au prince de Battenberg, et que cette même majorité a désapprouvé la conduite des officiers et des autres personnes qui ont pris part au coup d'Etat du 9 Août.

Sur le vu du télégramme du chargé d'affaires à Sofia annonçant l'abdication du prince de Battenberg, le ministère impérial a fait savoir aux Bulgares que la Russie se laisserait diriger, comme auparavant, par des sentiments de bienveillance désintéressée envers les Bulgares; qu'il n'était pas question d'occuper la Bulgarie, et que les Bulgares s'efforçant de maintenir l'ordre et la tranquillité publics pourraient toujours compter sur l'appui du gouvernement impérial. Sans s'inquiéter de ces déclarations les officiers bulgares ont désapprouvé la conduite de leurs camarades lors de l'abdication du prince Alexandre, et se sont joints au mouvement révolutionnaire à Philippopoli et à Tirnova.

Sous l'impression que lui ont faite les intentions des officiers bulgares, le ministère impérial des affaires étrangères vous a engagé, cher Monsieur — par télégramme du 11 Août et sur l'ordre de Sa Majesté — à déclarer encore une fois au peuple bulgare que „l'influence tout entière de la Russie sera employée à protéger la Bulgarie contre les dangers de l'extérieur, auxquels l'acte irréfléchi du prince de Battenberg a exposé le pays. Sa Majesté croit que l'union, si ardemment désirée par le peuple bulgare, ne peut être obtenue que par voie pacifique, si

les Bulgares se confient sans conditions en la bienveillance de la Russie, qui, avant toute chose, protégera la Bulgarie contre de nouvelles épreuves. L'empereur espère que le gouvernement provisoire soutiendra la volonté du peuple, saura éviter des mesures de violence et faire le calme, sans se laisser détourner de son devoir par des intérêts de parti."

Cependant la promesse sacrée de l'empereur et l'assurance donnée par son gouvernement restèrent sans effet sur le peuple bulgare. Les révolutionnaires à Tirnova constituent sous la présidence de Stéfan Stambouloff un nouveau gouvernement, auquel se sont ralliées les garnisons d'autres villes. Ce gouvernement rappelle le prince Alexandre, l'expulsé, avec l'approbation de l'armée bulgare et de la foule.

L'acte révoltant de la destruction par le feu des drapeaux du régiment de Strouma et de l'école militaire produit un effet attristant sur chaque soldat. Les officiers bulgares manquent de compréhension pour ce talisman appartenant à la troupe, ils ne savent pas que, lorsqu'une troupe s'est conduite d'une façon indigne, on lui enlève son drapeau et on le garde dans une église. Brûler ce qu'une armée a de plus sacré, c'est une violation barbare et jusqu'alors inconnue des sentiments du soldat et de la discipline. Quant à ce qui concerne l'école militaire, cet acte est celui qui pourrait exercer l'influence la plus fâcheuse sur les sentiments d'honneur de futurs officiers. En outre, on a brûlé, en même temps qu'un drapeau, la croix russe de St. Georges qui le décorait; et par là, les Bulgares ont violé les principes fondamentaux du décorum international.

Le fait que la dernière Sobranié a décidé dans la matinée d'exprimer sa soumission à l'empereur, et que dans la séance suivante elle a fait de même à l'égard du prince de Battenberg, ce fait témoigne d'une ridicule

inconséquence et jette un jour très fâcheux sur les représentants du peuple bulgare.

En considération de tout ce que je viens de relever, le ministère impérial a décidé de ne point soutenir à l'avenir de parti politique en particulier, mais de travailler à ce que les partis ne se détruisent pas mutuellement. Il faut, en particulier, agir sur les véritables patriotes bulgares en ce sens, qu'ils oublient le passé, croient à l'avenir, et se préparent en commun et dans la concorde à une nouvelle vie politique, pour créer une nouvelle base saine, solide, purgée de toute infection, à leur nouveau gouvernement. Celui-ci se composera exclusivement des personnes que doit nommer le commissaire, le major-général Kaulbars.

L'empereur a accédé à la décision du ministre des affaires étrangères et a daigné ordonner personnellement au major-général Kaulbars de faire savoir aux Bulgares que l'époque des grandes phrases est passée, et que l'empereur et la Russie attendent des actes par lesquels les Bulgares témoignent d'une façon irréfutable leur soumission. Ce n'est que dans ce cas qu'ils peuvent espérer que l'empereur soutienne le développement intérieur et extérieur du pays. La Bulgarie passe par une crise douloureuse: l'avenir dépend de la solution. L'empereur espère que tous les Bulgares oublieront en ce moment leurs dissentiments et qu'ils se joindront ouvertement et d'un commun accord à la Russie, s'abandonneront avec pleine et entière confiance aux intentions de leur libérateur, le Tzar, qui n'a en vue que le bien de la Bulgarie.

La mission secrète du général baron Kaulbars a pour but:

1. D'éloigner les régents et gouvernants bulgares comme étant illégaux.

2. De former un nouveau ministère de personnes qui nous soient réellement dévouées.

3. De délivrer les officiers arrêtés et de les réintégrer dans leurs charges primitives.

4. De lever l'état de siège et d'ajourner indéfiniment les élections à la Grande Sobranié.

5. Pour rétablir l'ordre et le calme le nouveau ministère doit prier le gouvernement impérial de renforcer l'armée bulgare au moyen de nos régiments de cavalerie, d'artillerie et d'infanterie.

6. De renvoyer les officiers bulgares qui furent partisans du prince Alexandre.

7. De ne convoquer la Grande Sobranié qu'après avoir exécuté les mesures précitées. Il faudra faire connaître à celle-ci la volonté de l'empereur, qui est de prendre le titre de grand-duc de Bulgarie. Le Lieutenant impérial sera nommé parmi les Bulgares.

8. La Constitution, la liberté et l'indépendance de la principauté sont confirmées et assurées à jamais.

9. D'annoncer à la population que ni le prince Battenberg ni aucun de ses frères, ne peuvent rentrer en Bulgarie sous quelque prétexte que ce soit, ni y monter sur le trône.

En conséquence, j'ai l'honneur, cher Monsieur, de vous prier de prêter votre concours dans la mesure du possible au général Kaulbars, et de suivre ses ordonnances.

No. 110. **Lettre secrète du ministre impérial extraord., le général-major baron Kaulbars, au gérant du consulat à Roustchouk, du 14 Sept. 1886, No. 917.**

A mon arrivée à Sofia, j'ai été reçu aux portes de la ville par une députation à laquelle je répondis par un discours où, suivant les ordres de l'empereur, je leur annonçai brièvement les intentions de notre gouverne-

ment. Je vous prie de publier celui-ci et de le faire connaître.*)

1. La Bulgarie passe par une crise pénible, dont dépend son avenir aussi bien que son présent.

L'empereur, qui n'a en vue que le bien de la Bulgarie, espère que dans le moment présent, et après avoir renoncé à leurs luttes de parti, les Bulgares se rapprocheront sincèrement de la Russie et s'adresseront au Tzar avec pleine confiance comme à leur seul libérateur.

2. Comme ce n'est plus le moment des paroles et des démonstrations vaines, le Tzar attend des actes qui dénotent indubitablement la soumission de la Bulgarie; et ce n'est qu'alors que l'empereur condescendra à protéger la nation à l'intérieur comme à l'extérieur.

3. La Russie ne désire ni ne recherche la sujétion de la Bulgarie; au contraire, elle désire son développement en tous sens; et si les Bulgares veulent bien se rapprocher avec des sentiments d'amitié de leurs frères russes, ils peuvent compter sur un appui efficace dans toutes les questions qui sont si étroitement reliées à leur existence en tant qu'Etat.

4. Les derniers actes des Bulgares ne témoignent point de la confiance en le Tzar que la Russie serait en droit d'attendre d'eux. La preuve en est que la dépêche de remercîments du Tzar, du 11 Sept., n'a pas été répandue dans le public.

5. La destruction des drapeaux a dû produire un effet fâcheux sur tout homme de guerre; détruire un drapeau est un acte de barbarie inconnue dans l'histoire, un attentat à tous les sentiments militaires et à la discipline; car le drapeau est un symbole confié à la garde

---

*) La traduction des 12 points de M. Kaulbars est faite suivant le texte allemand du livre „Aus bulgarischer Sturmzeit“ de A. v. Huhn, p. 230. Avis de l'éditeur.

des soldats, et qui doit simplement leur être retiré lorsqu'ils s'en montrent indignes. De même, à propos de l'école militaire, ce qui s'est passé ne peut que nuire aux sentiments d'honneur des futures générations d'officiers.

6. S'il est vrai que la décoration de St. Georges qui ornait un drapeau bulgare ait été détruite, les Bulgares auraient violé le droit international.

7. C'est d'un manque ridicule de logique, et cela jette un jour très défavorable sur les députés à la Sobranié, que d'avoir envoyé en même temps des télégrammes de soumission au Tzar et au prince de Battenberg.

8. Ni le prince de Battenberg ni aucun de ses frères ne pourront sous n'importe quel prétexte monter sur le trône de Bulgarie.

9. Nous réclamons que la réunion de la Grande Assemblée Nationale n'ait lieu qu'après des élections libres et faites sans aucune pression.

10. Et par conséquent, nous jugeons inévitable et nous réclamons que l'état de siège soit levé, que les officiers qui ont pris part au détrônement soient immédiatement relâchés et les élections remises à deux mois.

11. Pour appuyer mon désir de voir les officiers immédiatement relâchés, je dois exprimer qu'à notre point de vue nous ne reconnaissons pas au gouvernement actuel, qui manque de toute base légale solide le droit moral de condamner et de poursuivre un autre parti politique.

12. Enfin, nous conseillons à tous les patriotes bulgares d'oublier le passé, de ne penser qu'à l'avenir, et de commencer avec entente et concorde une nouvelle vie politique, préparant ainsi un terrain nettoyé de toutes scories pour leur jeune gouvernement renouvelé.

Au sujet de la décision du gouvernement impérial, à propos de l'élection d'un prince, le secrétaire d'Etat Giers a présenté un rapport à Sa Majesté. L'empereur

a daigné ordonner d'employer tous les moyens possibles pour précipiter les régents et gouvernants illégaux actuels en Bulgarie, qui se composent de partisans de Battenberg. Sous mon patronage doit être formé un nouveau gouvernement sans régence. Il faut proposer à la Sobranié que l'on convoquera de changer la Constitution, parce que Sa Majesté daignera accepter le titre de grand-duc de Bulgarie. La principauté sera gouvernée constitutionellement par un gouverneur impérial.

En outre, l'empereur a ordonné, le 2 Sept., d'entretenir dans la principauté, jusqu'à la réunion de la Grande Sobranié, une armée combinée. Les troupes de l'arrondissement militaire d'Odessa y sont destinées. Les sommes nécessaires à l'entretien de l'armée et à d'autres besoins du gouvernement doivent être avancées au nouveau gouvernement bulgare sur les fonds d'Etat.

Notre devoir est de convaincre pacifiquement la population des intentions bienveillantes de la Russie, et de la nécessité qu'il y a pour la Bulgarie à renouer ses anciennes relations avec la Russie. Pour fonder le protectorat du Tzar libérateur, il faut éloigner les régents actuels illégaux. Si cela n'est pas possible par voie pacifique, il faudra recourir à des moyens plus radicaux. Nous pouvons, dans ce cas, compter sur l'appui de nos troupes, qui ont reçu l'ordre d'occuper, sur ma demande, le pays.

C'est aussi prévu, dans les instructions du ministère impérial des affaires étrangères, le cas d'une résistance du gouvernement actuel illégal de la principauté. Déjà maintenant règne dans le pays un régime de terrorisme, et, selon toutes les probabilités, les autorités prendront des mesures encore plus violentes pour opprimer la population. Il faut alors nous attendre certainement à des conflits sérieux entre le peuple et les autorités illégales.

Nous pouvons en tirer notre avantage. Tout en attirant l'attention des représentants des puissances européennes sur l'état dangereux du pays, nous pouvons obtenir des autres cabinets l'assentiment à notre projet de nommer un nouveau gouvernement, composé de personnes de confiance, pour rétablir en Bulgarie l'ordre légal. C'est par elles que nous réaliserions nos plans. Donc, pour mettre le gouvernement dans une position aussi difficile que possible, il nous faut ne rien négliger, afin que des dissensions et du mécontentement se fassent jour dans les garnisons contre le gouvernement actuel. Avec l'aide de ces garnisons mécontentes il sera possible de porter un coup décisif aux gouvernants illégaux, et de les forcer à vider la place dont ils se sont emparés par la violence.

En conséquence, j'ai l'honneur, cher Monsieur, de vous prier, en faisant abstraction de l'agitation parmi la population, de bien vouloir agir en ce sens sur les officiers de votre arrondissement consulaire: à savoir, qu'ils obtempèrent au désir du gouvernement impérial conformément aux 12 points précités, et qu'ils déclarent illégaux le gouvernement et la régence. Je vous autorise à prélever les sommes nécessaires, comme vous le jugerez convenable, sur les fonds d'occupation et les fonds extraordinaires du consulat.

No. 111. **Télégramme chiffré du général-major Kaulbars au gérant du consulat à Roustchouk, du 16 Sept. 1886.**

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le ministère impérial des affaires étrangères m'a chargé hier, par télégramme, de déclarer au gouvernement bulgare que des élections faites dans l'état actuel de la principauté seraient illégales. En conséquence, j'ai envoyé

hier au ministre Natchevitch une note dont voici le contenu:

„Comme suite à notre entretien d'hier j'ai l'honneur de vous communiquer, au nom du gouvernement impérial, que, d'après notre opinion, la réunion de la Grande Sobranié dans l'état actuel du pays ne peut être reconnue comme conforme aux lois, et qu'à nos yeux les décisions d'une pareille assemblée n'ont aucune valeur. En conséquence, je conseille au gouvernement bulgare: 1) D'ajourner aussi longtemps que possible les élections; 2) et de lever immédiatement l'état de siège pour faire sortir le pays de sa position actuelle et pour fournir la possibilité d'élections libres; en même temps de relâcher tous ceux que l'on a arrêtés à propos du 9 Août.“

No. 112. **Dépêche chiffrée du gérant du consulat à Roustchouk au général-major Kaulbars, du 19 Sept. 1886.**

Les officiers de la garnison de Choumla me déclarent par écrit, par leurs plénipotentiaires, le capitaine Moskoff et le lieutenant Kassaboff, qu'ils sont prêts à se rendre aux désirs du gouvernement impérial et à déclarer le gouvernement actuel illégal. Les officiers sus-nommés prient qu'on leur donne les sommes nécessaires à l'entretien de la garnison jusqu'à la formation d'un gouvernement conforme aux lois. Comme les caisses de Choumla n'ont aucun argent, Moskoff et Kassaboff prient d'abord qu'on leur donne 50,000 fr. En conséquence de cette déclaration, je leur ai remis un engagement signé par moi et par notre consul à Vidine, aux termes duquel le consulat doit payer les frais d'entretien de la garnison de Choumla jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. Et je prie Votre Excellence d'avoir l'extrême bonté d'assigner à la caisse

du consulat fr. 100 000 destinés à compléter les fonds d'occupation et les fonds secrets.

No. 113. **Télégramme chiffré du général-major Kaulbars au gérant du consulat à Roustchouk, du 20 Sept. 1886.**

Remettez le contenu aussi à M. Karzeff*). Sur l'ordre de Sa Majesté j'entreprends un voyage à travers la Bulgarie, pour annoncer au peuple bulgare la volonté de Sa Majesté et les réclamations du gouvernement impérial, et de même, que le gouvernement actuel bulgare est illégal. Je vous prie de faire savoir aux garnisons de votre arrondissement consulaire et des autres que non seulement le gouvernement impérial se porte garant de l'entretien des troupes des garnisons, qui ouvertement obtempéreront à ses désirs, mais qu'il aura aussi soin de les soutenir de toutes façons. J'ai averti notre légation à Bukarest au sujet de l'attribution des sommes réclamées aux consulats de Roustchouk et de Vidine.

No. 114. **Télégramme chiffré du général-major Kaulbars au ministre des affaires étrangères (envoyé par Giurgewo), du 26 Sept. 1886.**

J'ai recueilli la meilleure impression de mon voyage à travers la Bulgarie; c'est avec enthousiasme et joie que la population a salué l'annonce de la volonté impériale et ses réclamations; on m'a remis de nombreuses adresses pour que je les présente à Sa Majesté; le peuple exprime sa dévotion à l'empereur et le prie de le délivrer du régime de la terreur qu'ont employé les gouvernants illégaux. A cause de la réception joyeuse que l'on m'a faite, on prononce des punitions inhumaines et l'on torture à mort ceux qui sont en prison. L'insolence des gouvernants bulgares dépasse toute limite:

*) Consul de Russie à Vidine.

pour m'empêcher de continuer mon voyage, on m'annonça à Sistowa que les autorités avaient l'intention d'ordonner une quarantaine d'un mois à Roustchouk! Comme il est maintenant fort dangereux de voyager en Bulgarie par terre, j'ai été forcé de voyager de Sistova à Roustchouk dans une barque de pêcheur. Le ministère de la guerre refusa d'accéder à la demande de notre consul à Roustchouk, de mettre une chaloupe à vapeur à ma disposition. Les Russes et prótégés vivant en Bulgarie sont de même maltraités par les autorités locales. Notre vice-consul à Varna m'annonce que des sujets russes, qui viennent au consulat, sont souvent soumis à des peines disciplinaires ou mis aux arrêts sur l'ordre du commandant, le capitaine Drandarewski. Lorsque M. Pohitonoff*) lui fit une remarque à ce sujet, il y répondit avec la dernière grossièreté et impolitesse. Je pense, en considérant tout cela, renoncer à mon voyage en Bulgarie, ne visiter que Choumla, Varna (en passant par Lom-Palanka), et revenir à Sofia.

No. 115. **Télégramme chiffré du ministre des affaires étrangères au général-major Kaulbars, du 27 Sept. 1886.**

J'ai eu la chance de présenter votre télégramme d'hier à l'empereur. Sa Majesté a daigné ordonner à l'aide-de-camp-général Wannowski d'envoyer sans délai à Varna, sur votre désir, de bâtiments de guerre, pour soutenir en Bulgarie l'honneur du drapeau russe et y défendre les intérêts des Russes et des protégés. Ordre a été donné au commandant des ports de la Mer-Noire d'armer d'abord 3 vaisseaux de guerre pour le bombardement et l'occupation de Varna.

Au cas où se renouvelleraient des actes d'hostilité contre des nationaux et protégés russes, je pense qu'il

*) Le vice-consul russe à Varna.

faudra prendre immédiatement les mesures les plus rigoureuses.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir avertir le gouverneur général provisoire à Odessa quand il faudra, à votre avis, envoyer à Varna nos vaisseaux de guerre, et de m'en bien vouloir faire aussi part.

No. 116. **Télégramme chiffré du général-major Kaulbars au ministre des affaires étrangères, du 2 Septembre 1886 (par Giurgewo).**

Les pourparlers avec le commandant de la 3e brigade, au sujet de l'accession de la garnison de Roustchouk aux réclamations du gouvernement impérial, n'ont pas encore abouti au résultat désiré. Le lieutenant-colonel Filoff se déclare prêt à se détacher du gouvernement central; cependant il trouve que la garnison de Roustchouk est trop minime pour pouvoir longtemps résister dans un conflit avec d'autres troupes. Le commandant de la 2e brigade*) attribue une importance capitale à la garnison de Choumla. La réunion des deux garnisons rendrait possible une issue favorable et pourrait forcer les gouvernants actuels à remettre le pouvoir à des gens que nous nommerions. Notre consul à Vidine annonce que la garnison de là-bas est aussi prête à se réunir à celle de Roustchouk et de Choumla, mais que les officiers hésitent à y donner le branle.

Notre vice-consul annonce de Bourgas que le capitaine Nabocoff y prépare une révolte ouverte et qu'il espère obtenir d'excellents résultats.**)

Je vais aujourd'hui à Choumla. Jusqu'à ce que mes pourparlers aient abouti — ainsi ai-je écrit à Emelianoff***)

---

*) Le lieutenant-colonel Filoff.

**) V. la révolte à Bourgas „Elf Jahre Balkan“ p. 378 suiv.

***) Vice-consul russe à Bourgas.

— le capitaine Nabocoff doit mettre un frein à son activité.

Je crois qu'il ne faudra envoyer nos vaisseaux de guerre à Varna que si les officiers de la garnison de Choumla refusent d'obtempérer aux réclamations du gouvernement impérial.

Comme les autorités locales mutilent les télégrammes chiffrés, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'envoyer comme auparavant les dépêches chiffrées par Giurgewo, d'où je les recevrai par le consulat de Roustchouk.

No. 117. **Télégramme chiffré du ministre des affaires étrangères au général-major Kaulbars, du Ier Oct. 1886 (envoyé par Giurgewo).**

Le ministère des affaires étrangères a adressé à nos représentants près les puissances européennes une note-circulaire, dans laquelle on fait remarquer les mesures sévères que prennent les autorités illégales bulgares contre des sujets et protégés russes. De même, on y attire l'attention sur le désordre qui règne dans le pays, résultat du manque d'un gouvernement légal, et sur la nécessité, au cas où les autorités continueraient à agir comme elles le font, de défendre par les armes les intérêts des sujets et protégés russes et l'honneur du drapeau consulaire en Bulgarie.

D'après les avis de nos ambassadeurs les puissances reconnaissent la vérité des faits mentionnés. En présence de cette entente, nous pouvons compter que les puissances ne s'opposeront pas à l'envoi de vaisseaux de guerre à Varna dans le but précité. Les puissances appuient de même nos réclamations à propos de la mise en liberté des officiers et de tous ceux qui ont pris part au coup d'Etat du 9 Août.

En suite de quoi, je prie Votre Excellence, lorsque vous aurez à faire valoir auprès du gouvernement bulgare une réclamation dans le sens indiqué, d'envoyer une copie de la note s'y rapportant aussi bien aux représentants des puissances en Bulgarie qu'au ministre bulgare.

No. 118. **Télégramme chiffré du général-major Kaulbars, du 4 Oct. 1886 (de Giurgewo).**

J'ai plus d'une fois pu m'assurer qu'à Choumla et à Varna les autorités locales prennent les mesures les plus sévères pour empêcher que des députations d'officiers ou d'habitants ne parviennent jusqu'à moi. On s'efforce en même temps de m'envoyer des députations de partisans du gouvernement. Indépendamment de cela, on arrête et on punit des personnes qui sont venues au consulat, et ce sont souvent des sujets russes. On a arrêté à Roustchouk 3 sous-officiers russes, uniquement parce qu'ils avaient rempli leur devoir en venant m'accompagner à la gare. A Varna, les anciens de quelques villages du district ont été châtiés parce qu'ils se sont présentés devant moi comme représentants munis de pleins-pouvoirs de la population, en me priant de les mettre sous la protection de Sa Majesté et de lui exprimer leur dévouement. En outre, j'ai remarqué moi-même que des bandes de souteneurs du gouvernement, composées d'employés et d'autres personnalités louches, se rassemblent devant le bâtiment consulaire pour y troubler l'ordre public et y faire du bruit. Les autorités y sont restées indifférentes et n'ont rien fait pour éloigner cette foule et rétablir l'ordre.

On profite de ce que nous ne prenons pas de mesures énergiques pour faire cesser toutes les illégalités. Des officiers de diverses garnisons m'ont dit que continuellement il arrivait de Sofia des nouvelles officielles

démontrant que le gouvernement actuel est appuyé par les puissances. Les représentants étrangers conseillent aux régents de ne point faire de concessions à nos réclamations, et assurent que l'Europe n'autorisera pas une occupation de la Bulgarie par la Russie. Ils ont conseillé secrètement aux gouvernants bulgares de réélire le prince de Battenberg.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'envoyer les vaisseaux de guerre à Varna. Comme le chiffre du ministère de l'intérieur me fait défaut, je ne puis m'aboucher directement avec le gouverneur général provisoire à Odessa.

No. 119. **Télégramme chiffré du ministre des affaires étrangères au général-major Kaulbars, du 7 Oct. 1886 (par Giurgewo).**

En réponse à votre dépêche du 4 ct. j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le gouverneur général d'Odessa a ordonné aux bâtiments de guerre „Zabiaka" et „Pamiat Merkuria" de partir pour Varna. Les commandants ont l'ordre de bloquer Varna comme vous le leur indiquerez. On en a fait part aux autres puissances. En suite de vos télégrammes, qui lui ont été présentés, Sa Majesté a daigné ordonner qu'on communiquât à Votre Excellence l'inutilité de continuer à voyager en Bulgarie. L'empereur s'est convaincu de la soumission sincère du peuple bulgare. La résistance des gouvernants bulgares à l'exécution de la volonté impériale et aux bonnes intentions du gouvernement impérial cessera — ainsi du moins veux-je le croire — dès que les intérêts de la Russie seront défendus avec énergie. Parmi les protégés russes je compte aussi les officiers arrêtés et ceux qui ont pris part au 9 Août.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir annoncer aux gouvernants bulgares que, si des arrestations ou des

mesures de rigueur contre des Russes ou des protégés russes se renouvellent, le gouvernement impérial recourra aux mesures les plus sévères, et que les commandants des vaisseaux de guerre feront leur devoir.

No. 120. **Télégramme chiffré du général-major Kaulbars au ministre des affaires étrangères, du 9 Oct. 1886 (de Roustchouk, par Giurgewo).**

Le gérant de l'agence diplomatique à Sofia m'annonce que, sur la demande expresse des représentants de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie, les gouvernants bulgares ont l'intention de traduire en tribunal les officiers arrêtés qui ont pris part au coup d'Etat du 9 Août, et de punir de mort les chefs de l'émeute. Le commandant de la brigade de Roustchouk, le lieutenant-colonel Filoff, qui avait accompagné le prince Battenberg jusqu'à Turn-Séverine, me dit qu'au moment de la séparation Battenberg lui a souhaité „au revoir à bientôt en Bulgarie et en Macédoine". D'après les paroles de Filoff, la condamnation des officiers serait pour le prince Battenberg une condition d'accepter la réélection et de son retour en Bulgarie.

Je prie Votre Excellence de porter cela à la connaissance de l'empereur, si vous le jugez bon.

No. 121. **Télégramme chiffré du ministre des affaires étrangères au général-major Kaulbars, du 11 Oct. 1886 (par Giurgewo).**

Sa Majesté, après rapport de votre télégramme du 9 ct., a daigné ordonner que: Si les gouvernants bulgares traduisent en tribunal et condamnent les officiers arrêtés, cela sera considéré comme un acte d'hostilité, et la Bulgarie sera occupée militairement, quelles qu'en soient les lamentables conséquences. Il faut que Votre Excellence se charge d'annoncer aux gouvernants bulgares,

à Sofia, au nom du gouvernement impérial que, si les officiers dont il s'agit sont punis de mort, ce dernier y verra une provocation directe à la Russie et sera obligé d'avoir recours aux mesures les plus extrêmes. Remettre copie de cette déclaration aux représentants des puissances.

La question de la réélection du prince Battenberg est tranchée en ce sens que toutes les décisions de la Grande Sobranié sont nulles et illégales, vu qu'elle est elle-même illégale.

Au cas où les autorités bulgares résisteraient aux réclamations du gouvernement impérial, veuillez, Excellence, avoir l'obligeance de vous entendre avec le vice-consul à Varna, et de faire savoir par moi aux commandants des deux bâtiments de guerre qui s'y trouvent quels bâtiments doivent bombarder à Varna. Il faut autant que possible épargner les propriétés particulières.

No. 122. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 12 Oct. 1886 (par Bukarest).**

Je vous prie de transmettre ce télégramme au général-major baron Kaulbars: „Le commandant en chef des troupes de la circonscription militaire d'Odessa s'est adressé au ministère impérial des affaires étrangères pour savoir si, au cas où nos troupes occuperaient Varna et d'autres villes bulgares, l'armée bulgare leur résisterait.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'en conférer avec les consuls et de me donner votre avis là-dessus, par dépêche."

No. 123. **Télégramme chiffré du général-major Kaulbars au gérant du consulat à Roustchouk, du 14 Oct. 1886.**

Le ministre bulgare Natchevitch me fait savoir que les officiers retenus en prison à Tirnova, le major Groueff

et le capitaine Bendereff, seront élargis demain. De même on remettra plus tard en liberté sous caution les autres officiers et tout ceux qui ont participé au 9 Août. Comme je ne me fie nullement en général aux assurances des gouvernants bulgares et surtout à celles de Natchevitch, je vous prie de bien vouloir envoyer le drogman du consulat à Tirnova pour m'apprendre si réellement les officiers susdits sont libres. En outre, il faut s'informer de l'effet qu'a produit sur les membres de la Sobranié l'arrivée de nos bâtiments de guerre à Varna. Priez M. Jacobsohn de ne pas se montrer à la Sobranié, mais de ne parler qu'avec les députés qu'il connaît.

No. 124. **Télégrammes chiffrés du major-général Kaulbars au gérant du consulat à Roustchouk, du 15 Oct. 1886.**

Comme les autorités de Tirnova pourraient attribuer quelque importance à la présence de notre drogman là-bas, pendant que la Sobranié y siège, veuillez rappeler immédiatement M. Jacobsohn à Roustchouk.

No. 125. **Du 16 Oct. 1886.**

On a souvent remarqué à la chancellerie de notre agence diplomatique que les directeurs de la poste locale retiennent de propos délibéré des lettres qui sont destinées à moi ou à l'agence. Il est même arrivé que des lettres ont été ouvertes et des enveloppes remplacées par d'autres écrites en mauvais russe.

J'ai, en conséquence, prié notre ministère des affaires étrangères de m'envoyer mes lettres à Bukarest, d'où on les remettra au consulat de Roustchouk.

Je vous prie de bien vouloir m'envoyer par courrier les lettres qui vous parviendront ainsi. En outre, je vous autorise à les ouvrir, hors les lettres personnelles, et à m'envoyer, après en avoir pris note, les plus pressantes par dépêche, les autres par courrier.

No. 126. **Télégramme chiffré du gérant du consulat à Roustchouk au major-général Kaulbars, du 17 Oct. 1886.**

(Le consul demande ce qu'il doit faire de Malinowski, correspondant du „*Odesskyi Listok*", qui a insulté le drogman du consulat et blâmé la conduite de la Russie en Bulgarie.)

No. 127. **Télégrammes chiffrés du major-général Kaulbars au gérant du consulat à Roustchouk, du 18 Oct. 1886.**

J'ai sommé le chef de la police à Odessa d'attirer l'attention du rédacteur de l'„*Odesskyi Listok*" sur la conduite de son correspondant. Il faut ordonner à Malinowski de partir immédiatement pour la Russie. Au cas où il refuserait, veuillez dresser procès-verbal sur sa conduite et ses expressions hostiles à l'empire, et sur l'insulte qu'il a faite à un employé du consulat. Envoyez ce procès-verbal à l'agence.

No. 128. **Du 22 Oct. 1886.**

En quittant Roustchouk, j'ai fait une remarque dans le carnet du drogman sur des conventions passées avec M. Mantoff*) au sujet de l'élection d'un prince. Il est vrai que dans les circonstances actuelles l'élection d'un prince, même dévoué à l'empereur, ne peut avoir à ses yeux aucune valeur légale. Cependant je n'en pense pas moins que l'élection du comte Ignatieff comme prince de Bulgarie, si c'est l'expression du désir sincère des gouvernants actuels, ne puisse rapprocher la Russie et la Bulgarie. Je n'ai cependant pas l'intention de prendre l'initiative. Il se pourrait que, pour calmer la population, l'empereur donne une adhésion provisoire à

*) Le préfet de Roustchouk.

ce projet. Mais, comme le gouvernement impérial a, sur l'ordre de l'empereur, déclaré illégale la Sobranié actuelle, nous ne pouvons engager de pourparlers avec les gouvernants bulgares au sujet de l'élection d'un prince. Je crois qu'il faut simplement que notre drogman s'entende secrètement avec M. Mantoff pour que celui-ci communique de son côté à M. Stambouloff la candidature du comte Ignatieff. Je vous prie de recommander à M. Jacobsohn la plus grande prudence en ce point. En cas extrême il peut montrer à M. Mantoff ma remarque, mais sous aucun prétexte il ne doit la laisser en mains étrangères. Si l'exécution de cette affaire nécessite des dépenses, je vous autorise à les couvrir selon votre appréciation par le fonds de réserve. Dès que j'aurais reçu de vous une réponse favorable, j'annoncerai à St. Pétersbourg que nous n'avons obtenu ce résultat que grâce au concours de M. Stambouloff.

No. 129. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique à l'agent diplomatique et aux consuls en Bulgarie et dans la Roumélie orientale, du 25 Oct. 1886.**

Vu qu'un ordre impérial concernant le retrait de nos représentants en Bulgarie et dans la Roumélie orientale peut arriver d'un moment à l'autre, veuillez avoir l'obligeance de mettre en ordre les comptes et *acta* courants. Il faut faire le registre des acta selon le règlement et l'envoyer au département asiatique.

No. 130. **Télégramme chiffré du gérant du consulat à Roustchouk au major-général Kaulbars, du 20 Oct. 1886.**

Quelques députés de l'arrondissement consulaire de Roustchouk à la Grande Sobranié me disent que les gouvernants bulgares reconnaissent les difficultés de la

situation qu'ils ont amenée, et que, en considération du mécontentement universel de la nation, ils ont l'intention de faire d'autres concessions encore au gouvernement impérial. Dragan Tzankoff doit être appelé à la régence; un ministère formé des différents partis qui se partagent le pays. Le vice-consul anglais d'ici*) qui, dans les derniers temps, a été le conseiller du parti gouvernemental, m'a dit dans une conversation qu'en relâchant les officiers arrêtés et en levant l'état de siège, les gouvernants bulgares avaient rempli une des réclamations du gouvernement impérial. En formant un ministère de divers partis, le gouvernement pourrait, dit-il, obtenir l'assentiment des puissances. Je conclus des paroles de M. Dalziel qu'en ce cas-ci les régents agissent d'après les indications des représentants de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie, qui eux aussi reconnaissent la situation désespérée du pays. En suite du désir des députés de Roustchouk, que je leur fasse savoir quelle attitude ils doivent prendre au sujet de la formation d'un nouveau ministère et d'une nouvelle régence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me dire l'avis de notre gouvernement au sujet d'un pareil compromis.

No. 131. **Télégramme chiffré du major-général Kaulbars au gérant du consulat à Roustchouk, du 20 Oct. 1886.**

En réponse à votre Télégramme d'aujourd'hui, je m'empresse de vous répondre que, plus d'une fois, le gouvernement impérial a prononcé l'illégalité des autorités bulgares actuelles. Il ne s'agit pas de former un nouveau gouvernement et une nouvelle régence. Si les députés à la Sobranié désirent le rétablissement des anciens rapports entre Russie et Bulgarie, ils doivent

*) M. Dalziel.

remplir sans conditions les réclamations du gouvernement impérial, c. à d. écarter la régence et le ministère et remettre le pouvoir à des personnes qui aient notre confiance. Dès qu'un nouveau ministère sans régence sera formé, il faut procéder à des élections libres à la Grande Sobranié. On ne soumettra à celle-ci que la question de l'élection d'un prince. Je vous prie de communiquer aux députés de Roustchouk que le gouvernement impérial a résolu de ne pas s'écarter des conditions précitées, et que la tentative des régents et du ministère est sans valeur.

132. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 5 Nov. 1886.**

L'empereur a ordonné aujourd'hui même de rappeler le major-général baron Kaulbars et tous nos consuls et vice-consuls de la Bulgarie et de la Roumélie orientale. Il faut remettre les archives et les *acta* courants au drogman du consulat, qui reste jusqu'à nouvel ordre.

Je vous prie donc de remettre ceux-ci au drogman du consulat, et de même les archives de l'ancien commandant du corps d'occupation et les *acta* secrets du commissaire impérial, jusqu'à nouvel ordre. Les fonds secrets du consulat et d'occupation doivent être transférés à la légation impériale à Bukarest. Les dépôts particuliers remis au consulat doivent être restitués à leurs possesseurs, ou rester dans la caisse de notre légation jusqu'à ce qu'on les réclame.

No. 133. **Dépêche chiffré du directeur du département asiatique au gérant du consulat à Roustchouk, du 6 Nov. 1886.**

Sur l'ordre de l'empereur, nos représentants en Bulgarie n'y peuvent séjourner plus longtemps que jusqu'au

8 ct. Je vous prie, en conséquence, de quitter Roustchouk le 8. Si, jusque là, vous n'avez pas le temps de mettre en ordre les *acta* courants du consulat, je vous autorise à les remettre tels quels au drogman du consulat. Annoncez-lui que, sur l'ordre de l'empereur, toute relation officielle avec les autorités locales est interdite. La protection des intérêts de sujets russes en Bulgarie et dans la Roumélie orientale sera remise aux représentants de la République française. C'est par leur entremise que nos drogmans peuvent entrer en rapports officiels avec les autorités bulgares. Venez sans retard, après avoir transféré l'argent du consulat à la légation à Bukarest, à St. Pétersbourg où l'on vous a attribué au ministère des affaires étrangères.

No. 134. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au drogman du consulat à Roustchouk, du 15 Nov. 1886 (par Bukarest).**

La protection des intérêts de sujets russes en Bulgarie a été déférée, sur l'ordre de l'empereur, aux représentants d'Allemagne. Donc, lorsqu'il s'agit de sujets russes, et seulement dans les cas d'absolue nécessité, vous devez communiquer avec les autorités bulgares par l'entremise du consul allemand à Roustchouk. En matière de politique, vous ne devez rien avoir affaire à lui. A partir d'aujourd'hui vous êtes à la disposition du ministre impérial à Bukarest, duquel vous recevrez des ordres ultérieurs. Vous recevrez sous forme d'avances, de la caisse de notre légation à Bukarest, votre paiement et la solde des cavass, ainsi que des sommes pour dépenses extraordinaires.

1887.

No. 135. **Télégramme chiffré du ministre impér. à Bukarest au drogman du consulat à Roustchouk, du 5 Janv. 1887 (par Giurgewo).**

Je vous prie de prêter votre assistance, autant que possible, au comité fondé à Giurgewo pour organiser le mouvement populaire en Bulgarie. Veuillez aussi me tenir au courant de l'activité du comité de Roustchouk, ainsi que de la sincérité et de la capacité de ses membres.

No. 136. **Rapport secret du drogman du consulat à Roustchouk au ministre impér. à Bukarest, du 6 Janv. 1887, No. 4.**

En suite de votre télégramme d'hier, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le comité de Roustchouk se compose des personnes suivantes: Siméon et Pawel Zlatoff, Alexandre Tsvetkoff, Pentcho Tcherkowski, George Ghéroff, Dimitri Aneff et Dimitri Britchkoff. On peut avoir confiance en eux tous, Pawel Zlatoff excepté. Voici leurs capacités: on ne peut employer les frères Zlatoff qu'à remettre au major Ousounoff et à d'autres officiers les communications des comités de Giurgewo et de Bukarest; tous deux ne sont point faits pour participer activement au mouvement. Alexandre Tsvetkoff n'est bon qu'à tenir les livres des comités, mais à rien autre, car il n'a aucune influence sur la population. George Ghéroff jouit bien d'une certaine considération en tant que commerçant, mais il est incapable d'agir dans une émeute. Pentcho Tcherkowski est en état de mettre une conjuration en train, mais il n'a aucune influence parmi les bourgeois de Roustchouk. Dimitri Aneff et Dimitri Britchkoff habitent à Sistova, on ne peut les employer à Roustchouk; ils ne sont du reste pas mem-

bres actifs du comité, auquel ils ne prennent part que lorsqu'ils se trouvent à Roustchouk.

A mon humble avis, on ne peut attendre grand' chose du comité de Roustchouk.

No. 137. **Rapport secret du drogman du consulat au ministre impérial à Bukarest, du 16 Févr. 1887 (par courrier).**

J'envoie ci-inclus à Votre Excellence la copie du télégramme du ministre de la guerre bulgare au commandant du régiment du Danube, le capitaine Drandarewski, où est contenu l'ordre de l'envoyer réprimer l'émeute à Silistrie, les points fixés pour des conflits armés, ainsi que la route à suivre par les troupes de Choumla sous les ordres du capitaine Panitcherski; et j'ai l'honneur de vous annoncer qu'au dire de gens qui s'y entendent, il est plus que douteux que l'émeute de Silistrie ait une issue favorable.

No. 138. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au drogman du consulat à Roustchouk, du 18 Février 1887 (par Giurgewo).**

Faites savoir au major Ousounoff qu'en ma qualité d'envoyé extraordinaire du Tzar et de ministre plénipotentiaire je lui apprends que sur l'ordre du ministère de la guerre, 3 vapeurs chargés de troupes et d'armes ont été envoyés d'Odessa à Roustchouk, pour y être mis à sa disposition. Transmettez-lui également ma prière et le vœu de ses camarades d'entrer demain en activité, comme au jour de la délivrance de la Bulgarie.*) Le major Groueff et le capitaine Bendereff seront demain à Roustchouk.

---

*) C'est le 19 Févr., v. s., que la révolution éclata à Roustchouk. „Elf Jahre Balkan" pag. 423 suiv.

No. 139. **Rapport secret du drogman du consulat à Roustchouk au ministre impérial à Bukarest, du 1er Mars 1887, No. 8.**

Le major-général Kaulbars m'a chargé, lors de son activité en Bulgarie, d'entrer en pourparlers secrets et non officiels, par l'entremise du préfet de Roustchouk, M. Mantoff, avec le régent bulgare M. Stambouloff, au sujet de l'élection du comte Ignatieff comme prince de Bulgarie. Mes pourparlers n'ont pu aboutir, par diverses raisons, pendant la dernière session de la Grande Sobranié.

Maintenant, M. Mantoff m'apprend qu'il désire reprendre ces pourparlers, et que le président des ministres, M. Radoslavoff, et lui Mantoff sont prêts à nous soutenir et à engager les régents à faire droit aux réclamations du gouvernement impérial.

M. Mantoff prie que Votre Excellence lui concède quelques entretiens particuliers à ce sujet.

Tout en faisant part de cela à Votre Excellence, je vous prie de me munir d'instructions au sujet de la demande du préfet de Roustchouk. Je conclus des paroles de M. Mantoff qu'il y a entre les régents et les ministres une divergence d'opinions en matière de politique intérieure et extérieure. En mettant à profit ces dissensions des gouvernants bulgares, il serait possible (avec quelques secours matériels) d'arriver à de bons résultat.

No. 140. **Télégrammes chiffrés du ministre impérial à Bukarest au drogman du consulat à Roustchouk, du 2 Mars 1887 (par Giurgewo).**

En réponse à votre rapport secret d'hier, je vous annonce que je n'ai aucunement connaissance des pourparlers dont vous me parlez, et dont le général Kaulbars vous a chargé. Je dois donc m'adresser d'abord au ministère impérial des affaires étrangères. Jusqu'à réception d'une réponse de celui-ci, je ne puis mettre aucun

pourparler en train avec le préfet de Roustchouk. Je désire savoir votre opinion personnelle au sujet d'un secours matériel et de son montant. Je vous prie en conséquence de venir demain à Roustchouk; nous aurons aussi d'autres affaires de service à régler.

No. 141. **Au directeur du département asiatique, du 3 Mars 1887.**

Le drogman de notre consulat à Roustchouk m'annonce que le général Kaulbars l'a chargé d'entreprendre des pourparlers secrets et non-officiels, par l'entremise de M. Mantoff, préfet de Roustchouk, avec le régent bulgare, M. Stambouloff, au sujet de l'élection du comte Ignatieff comme prince de Bulgarie. Ces négociations ont été sans résultats il y a quelque temps. Maintenant, M. Mantoff se déclare prêt — en son propre nom et en celui du président du Conseil, M. Radoslavoff — à nous être utile; et cela aussi bien dans cette question qu'en ce qui concerne les réclamations auxquelles les régents de Bulgarie avaient alors refusé de donner droit. Le préfet demande l'autorisation de se concerter avec moi personnellement. M. Jacobsohn y ajoute qu'il conclut des paroles de Mantoff, à une divergence d'opinions entre les régents et les ministres, aussi bien en matière de politique intérieure qu'extérieure. Il dit qu'on pourrait même en faire son profit, moyennant quelques dépenses. Notre drogman m'a fait savoir personnellement que M. Mantoff réclame pour soi et quelques personnes influentes la modeste somme de 15.000 Napoléons. Comme j'ignore complètement ce dont M. Kaulbars avait chargé le drogman, j'ai provisoirement repoussé la demande de M. Mantoff jusqu'à ce que j'aie reçu des instructions du ministère impérial des affaires étrangères.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me communiquer ce que pense le gouvernement impérial au sujet du rapport de M. Jacobsohn; et de même, de me faire savoir si vous trouvez bon que j'engage des négociations secrètes avec M. Mantoff, et que j'accède à sa demande d'un secours pécuniaire.

No. 142. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 10 Mars 1887.**

En réponse à votre télégramme du 3, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le ministère impérial des affaires étrangères autorise des négociations avec M. Mantoff, en tant que personne particulière. Veuillez arranger à votre convenance la question d'argent.

No. 143. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au drogman du consulat à Roustchouk, du 14 Mars 1887 (par Giurgewo).**

Communiquez à M. Mantoff qu'il peut venir à Bukarest conférer avec moi au sujet de cette affaire. Je ne puis pas le recevoir comme personne officielle. Informez-vous si M. Mantoff agit réellement de concert avec M. Radoslavoff ou pour soi seul. Et dans ce dernier cas, quels sont ses moyens de déterminer les régents bulgares à satisfaire aux réclamations du gouvernement impérial.

No. 144. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 20 Mars 1887.**

Hier au soir, à 7 h. environ, deux émigrés bulgares demeurant ici ont tiré dans la Rue du Boulevard sur le préfet de Roustchouk, M. Mantoff, et l'ont grièvement

blessé. On a saisi et traduit les émigrés devant les autorités. L'attentat a été commis en présence de notre drogman du consulat de Roustchouk, que j'avais prié de venir ici, par dépêche, pour me présenter M. Mantoff. Dans sa crainte des émigrés bulgares, M. Jacobsohn m'a prié de lui accorder sa démission.

No. 145. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département de la police d'Etat, du 21 Mars 1887.**

Le 19 de ce mois, des émigrés bulgares domiciliés ici ont commis un attentat sur la personne de M. Mantoff, le préfet de Roustchouk. Les malfaiteurs ont été saisis et déférés au juge d'instruction. Comme je crains qu'on n'apprenne la complicité à cet attentat de quelques agents de la police secrète, j'ai conféré avec le préfet d'ici et convenu de renvoyer ces agents en Russie après que l'instruction aura été terminée et que les poursuites auront pris fin.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir, pour quelque temps, envoyer d'autres agents de la police secréte en Roumanie, pour y surveiller les entreprises des émigrés russes.

No. 146. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 24 Mars 1887.**

A la demande du gouvernement bulgare, le conseil des ministres de la Roumanie a décidé d'interdire aux émigrés bulgares le séjour à Bukarest et dans les villes de Roumanie qui sont sur le Danube.

Le roi Charles, n'a pas encore ratifié cette décision. J'ai prié en particulier le président du Conseil de ne pas faire exécuter cette décision, vu que les émigrés ont l'intention de quitter d'eux-mêmes le pays.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence qu'elle veuille bien ordonner de payer aux émigrés bulgares en Russie des subsides mensuels, pris sur les sommes que le ministère impérial des affaires étrangères a mises à la disposition du comité slave de bienfaisance.

No. 147. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 24 Mars 1887.**

En réponse à votre télégramme du 20 ct, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le ministère impérial des affaires étrangères n'approuve pas l'acte commis par les émigrés bulgares à Bukarest. Une pareille conduite lèse l'hospitalité que la Roumanie leur accorde.

En conséquence, je prie Votre Excellence de déclarer aux émigrés bulgares que le ministère impérial ne peut, en suite de leurs actes irréfléchis, plus leur accorder de secours pour l'entretien de comités révolutionnaires en Roumanie. L'activité de ces comités n'a du reste produit aucun résultat palpable. Annoncez à M. Jacobsohn qu'en ce moment on ne peut lui accorder sa démission, pour plusieurs raisons.

No. 148. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 25 Mars 1887.**

En réponse à votre dépêche d'hier, j'annonce à Votre Excellence que le ministère impérial des affaires étrangères autorise à payer des subventions (sur les fonds d'occupation) pour faciliter aux émigrés bulgares leur voyage en Russie. A vous d'en fixer le montant, qui cependant ne peut dépasser 300 fr. par personne. Annoncez en même temps aux émigrés que le Comité de

la société de bienfaisance slave à Odessa a été averti qu'il devait leur payer des traitements mensuels.

No. 149. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 26 Mars 1887, No. 234.**

(Cette lettre contient des instructions de la police d'Etat sur la manière de faire parvenir les émigrés bulgares en Russie. Ces ordonnances sont à peu près les mêmes que celles qui étaient déstinées aux émigrés serbes. Voy. No. 90.)

No. 150. **Télégramme chiffré du ministre des affaires étrangères au ministre impérial à Bukarest, du 1er Avril 1887.**

J'ai eu le bonheur, aujourd'hui, de présenter à Sa Majesté le rapport sur la situation actuelle en Bulgarie, sur le régime de la terreur et l'arbitraire absolu des autorités illégales, et l'exécution des meilleurs officiers bulgares*). Sa Majesté a daigné ordonner que Votre Excellence vienne immédiatement à St. Pétersburg, et désire entendre votre avis sur les causes qui ont fait échouer le mouvement populaire en Bulgarie.

Tout en portant cet ordre de l'empereur à votre connaissance, je vous prie, cher Monsieur, de prélever les sommes nécessaires à votre voyage sur le fonds de service pour dépenses extraordinaires. Pendant votre absence de Roumanie, ce sera le 1er secrétaire de légation à Bukarest, M. Vilanoff qui vous remplacera à titre de chargé d'affaires.

---

*) C. à d. les majors Ousounoff et Panoff, qui avaient participé à l'émeute de Roustchouk, et qui furent fusillés, selon les lois martiales, le 6 Mars a. St. 1887 à Roustchouk.

No. 151. **Télégramme chiffré du chargé d'affaires impérial en Roumanie au directeur du département asiatique, du 25 Avril 1887.**

Le bruit court aujourd'hui dans la ville que le prince de Battenberg arrivera à Turn-Séverin d'où il se rendra, sur un vapeur autrichien, à Roustchouk. Il y restera incognito jusqu'à l'assemblée de la Grande Sobranié à Tirnova et à sa réélection à la principauté.

En vous annonçant ce qui précède, j'estime de mon devoir de faire savoir à Votre Excellence que j'ai envoyé à Turn-Séverine notre drogman du consulat de Roustchouk, M. Jacobsohn, pour qu'il s'y assure du bien-fondé de ces bruits. Il y connaît les employés à l'agence des bateaux à vapeur; et il peut obtenir d'eux des renseignements concernant le voyage du prince sur le Danube.

No. 152. **Communication secrète du ministre impér. en Roumanie au ministre des affaires étrangères, du 20 Mai 1887, No. 152.**

On m'annonce de Sofia que les gouvernants bulgares ont résolu d'élire le roi Charles de Roumanie au trône de Bulgarie et de fonder ainsi une union personnelle entre la Roumanie et la Bulgarie.

J'apprends aussi de source certaine que le roi de Roumanie et son premier ministre Ivan Bratiano font tous leurs efforts pour amener une union personnelle entre ces deux pays. Le roi a récemment chargé son ministre à St. Pétersbourg de sonder le gouvernement impérial à ce propos.

Le ministre d'Autriche-Hongrie à Bukarest, le comte Goluchowski, m'a confié dans une conversation que les intérêts de l'Autriche-Hongrie ne peuvent souffrir d'union personnelle dans la péninsule des Balkans. On tient à Vienne l'élection du roi Charles de Roumanie pour impossible, parce que le trône de Bulgarie n'est

point sûr; et que la perte du trône de Bulgarie entraînerait celle du trône de Roumanie.

Dernièrement a paru dans des feuilles locales la nouvelle alarmante que nos troupes évoluaient aux frontières de la Bessarabie; des régiments de Cosaques, entre autres, sont prêts (dit-on) à passer la frontière roumaine. Le premier ministre du roi, Ivan Bratiano, m'a fait une visite hier pour parler de ces nouvelles et apprendre les mobiles qui ont engagé le ministère impérial des affaires étrangères à prendre des mesures extrêmes et si inattendues. Dans ce long entretien, M. Bratiano a touché en passant au désordre général qui règne en Bulgarie; de même, que les actes irréfléchis des gouvernants actuels poussaient le pays à l'anarchie complète, et que la Russie avait moralement le droit d'imposer au gouvernement impérial le devoir de rétablir l'ordre légal dans la principauté. Mr. Bratiano m'a dit, au sujet de l'élection d'un prince en Bulgarie, qu'à son avis personnel c'était à la Sobranié légitime d'en décider, et que la ratification de cette élection dépendait, aux termes du traité de Berlin, des grandes puissances et de la Porte.

Comme je lui demandais ce qui en était de l'union projetée, M. Bratiano me répondit qu'à l'avis du gouvernement du roi, cette idée est très exécutable. Que le traité de Berlin n'interdit nullement l'union personnelle d'un Etat voisin avec la principauté, que, par conséquent, cette question n'a rien à voir avec les signataires du traité de Berlin, mais qu'elle peut être résolue d'accord avec le gouvernement de Sa Majesté le Sultan.

Je ne me suis pas engagé dans des discussions ultérieures, mais j'ai simplement dit au premier ministre du roi Charles que le gouvernement impérial veille scrupuleusement sur ses intérêts en Orient et à la paix de l'Europe. Que toute modification non-prévue au le traité de Berlin serait considérée comme une atteinte portée à

celui-ci, et, par conséquent, entraînerait inévitablement l'intervention armée de l'Etat qui voudrait conserver l'ordre existant.

Au sujet du rétablissement de l'ordre légal en Bulgarie conformément au traité de Berlin, je fis entendre à M. Bratiano que l'occupation de la Bulgarie n'est pas encore complètement exclue du programme du gouvernement impérial, et que, dans ce cas, nous comptons sur le gouvernement roumain pour laisser passer les troupes d'occupation par la Dobroudja.

Cela devait aussi servir de réponse à la question que m'avait posée M. Bratiano touchant les mouvements et les rassemblements de troupes à la frontière de Roumanie. Le premier ministre croit que l'Assemblée législative concéderait et que le roi ratifierait, d'après la Constitution roumaine, le passage des troupes d'occupation sur territoire roumain.

Mon entretien avec M. Bratiano a été appris ici par quelques correspondants de journaux étrangers; et quelques-uns des plus curieux, qui me font de fréquentes visites, ont essayé aujourd'hui d'apprendre jusqu'à quel point les informations de la presse locale (sur les rassemblements de troupes) sont dignes de foi.

Je leur ai déclaré que je ne savais rien du tout là-dessus, et que j'étais personnellement convaincu que ces nouvelles étaient répandues par le parti radical roumain. Qu'elles devaient avoir été propagées dans le but d'agir sur l'Assemblée législative roumaine, pour faire accorder sans difficultés au gouvernement les moyens de continuer la construction de fortifications sur notre frontière.

J'ai bien reçu du ministre Bratiano l'assurance qu'il n'existe entre le gouvernement royal et les gouvernants illégaux bulgares aucune entente diplomatique sur l'occupation du trône de Bulgarie par le roi Charles. Cependant je ne puis me fier à cette déclaration, parce que,

dans les derniers temps, une forte agitation du parti de l'opposition a ébranlé la confiance de la nation dans le gouvernement actuel. Celui-ci est donc obligé, pour se maintenir au gouvernail, d'inventer des combinaisons multiples pour attirer le peuple autant que possible de son côté.

A titre de complément à mon rapport auprès de l'empereur, je crois de mon devoir d'attirer l'attention bienveillante de Votre Excellence sur la nécessité d'empêcher cette combinaison du roi Charles et de ses ministres; de même nous devons, à mon avis, prendre les mesures, les plus extrêmes pour mettre fin à ces intentions.

J'ai l'honneur, etc.

No. 153. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 22 Mai 1887.**

Les capitaines des bateaux de la „Société de navigation à vapeur sur la Mer-Noire et le Danube" m'annoncent que les autorités bulgares ont établi des sentinelles, levées dans les communes, sur la rive du Danube d'où elles observent nos bateaux. De semblables postes ont été posés sur rive roumaine par les autorités. Le drogman de notre consulat à Roustchouk, qui souvent voyage sur nos bateaux pour affaires de service, m'annonce que ces postes ont le but de s'assurer si l'on débarque des volontaires russes, dont on soupçonne toujours encore l'envoi en Bulgarie. M. Jacobsohn suppose que ces nouvelles sont transmises aux autorités bulgares par quelques faux émigrés qui vivent à Odessa.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir charger le département de la police d'Etat de surveiller très sévèrement les émigrés

bulgares qui vivent en Russie; et entre autres leur correspondance avec des personnes vivant en Bulgarie.

No. 154. **Lettre du comte Ignatieff au ministre impérial à Bukarest, du 4 Juin 1887.**

Cher Monsieur Michel Alexandrovitch.

Mon plénipotentiaire Alexandre Alexandrovitch Krivtzeff et le capitaine bulgare Ivan Ivanovitch Belinoff, que vous connaissez tous deux personnellement, sont sur mon ordre et le désir de Michel Nikiforovitch à Belgrade, pour y prier en notre nom le régent Ristitch d'aider aux volontaires et aux officiers bulgares que nous allons envoyer en Serbie, dans le but d'y former des sections de patriotes pour rétablir l'ordre légal en Bulgarie.

Les bonnes intentions de MM. Krivtzeff et Belinoff auront certainement les sympathies de Votre Excellence, et vous ne leur refuserez pas votre concours en cette tâche sacrée qui leur a été confiée: délivrer nos malheureux frères bulgares du régime de la terreur et de l'anarchie qui y règnent et qui y sont fomentés par les ennemis du slavisme, les Allemands et les Anglais.

Je m'adresse à Votre Excellence en la priant, si possible, de former dans la Dobroudja de pareilles sections de volontaires contre Silistrie et Choumla. J'ai l'honneur, cher Monsieur, etc.

No. 155. **Télégramme chiffré du ministre des affaires étrangères au ministre impérial à Bukarest, du 10 Juin 1887.**

En réponse à la lettre du 20 Mai, j'annonce à Votre Excellence que l'empereur a daigné ordonner de vous munir des instructions suivantes, au cas où le roi Charles poserait sa candidature officielle au trône de Bulgarie:

1. Déclarer au gouvernement royal, au nom du gouvernement impérial, que la candidature du roi au trône de Bulgarie est considérée comme une violation du traité de Berlin.

2. Déclarer au ministère roumain que le gouvernement royal sera rendu responsable des conséquences désagréables d'une conduite aussi irréfléchie.

3. Si, malgré les déclarations susdites, le roi Charles est élu prince de Bulgarie, Votre Excellence doit rompre immédiatement tous rapports diplomatiques, et quitter la Roumanie avec tous les employés de la légation impériale ainsi que les consuls et agents consulaires. Remettre aux représentants français la protection des intérêts des sujets russes dans le royaume.

4. En même temps, il faut ordonner aux drogmans de nos consulats qui sont restés en Bulgarie de quitter immédiatement la principauté et de venir à Odessa.

No. 156. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest à l'agent à Odessa du ministère des affaires étrangères, du 11 Juin 1887.**

Je prie Votre Excellence de bien vouloir communiquer en votre privé au prince Ignatieff que je ne puis, malgré mon désir sincère, remplir maintenant le désir de Son Altesse, vu qu'il est possible que l'on interrompe toute relation diplomatique avec le gouvernement royal.

No. 157. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au ministre des affaires étrangères, du 15 Juin 1887.**

J'ai été reçu aujourd'hui en audience par Sa Majesté le roi. Le roi m'a prié, par rapport à la question bulgare, de transmettre à Votre Excellence qu'il tient pour sacrées les conventions internationales, et qu'il ne

reconnaît pas la légitimité du gouvernement bulgare, mais qu'il ne voit dans les gouvernants actuels que le pur régime de la violence. Pénétré de sentiments de reconnaissance envers l'empereur et pour les sacrifices qu'a faits la nation russe pour la Roumanie, Sa Majesté voit dans la bienveillance de la Russie et de son souverain la seule garantie d'un gouvernement fécond en Roumanie. Le roi me confirma que sa candidature au trône de Bulgarie avait été proposée et recommandée par les gouvernants bulgares et par son premier ministre, et qu'il était possible que ce projet ait l'appui de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie; mais que lui, le roi, ne se résoudrait jamais à monter sur le trône de la principauté sans l'assentiment de l'empereur. Et que celui-ci, pour le roi, était supérieur à l'inclination passagère et point sincère des autres puissances pour la Roumanie.

Le roi Charles a reçu de Vienne l'avis privé que les régents bulgares ont fait en secret la proposition de nommer au trône le prince Ferdinand de Cobourg, lieutenant dans l'armée austro-hongroise. Celui-ci aurait l'intention de se rendre en Bulgarie après son élection, sans s'inquiéter de violer le traité de Berlin.

Tout en portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, j'estime de mon devoir d'ajouter qu'à mon avis l'expression de la reconnaissance du roi Charles envers l'empereur et la Russie, ainsi que sa renonciation à briguer le trône de Bulgarie, doivent être considérées comme des suites de ma déclaration au ministre Ivan Bratiano au sujet du passage possible des troupes impériales à travers la Roumanie.

No. 158. **Télégramme chiffré du ministre des affaires étrangères au ministre impérial à Bukarest, du 1er Juin 1887.**

L'aide-de-camp-général Nicolaï Nicolaievitch Obroutcheff m'apprend que le ministère de la guerre a envoyé en Roumanie le lieutenant-colonel d'état-major Dean Ivanovitch Soubbotitch pour y lever les plans des fortifications. M. Soubbotitch a été chargé, outre la confection de ces plans, d'obtenir aussi de l'état-major les plans de l'ordonnance intérieure des fortifications et de la concentration du feu. J'ai donc l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir, autant que possible, assister le lieutenant-colonel Soubbotitch dans l'exécution de sa tâche. J'y ajoute que M. Soubbotitch de vra être considéré officiellement comme notre agent militaire à Bukarest et à Belgrade. Veuillez faire part de ce caractère de M. Soubbotitch au gouvernement de Roumanie.

No. 159. **Communication secrète de la légation impérial à Bukarest au département des affaires personnelles et économiques, du 2 Juillet 1887, No. 206.**

La légation impériale, conformément à un télégramme confidentiel du ministre des affaires étrangères, du 30 Juin de cette année, vous envoie ci-joint un compte succinct des dépenses faites sur les fonds d'occupation, pour organiser le mouvement populaire en Bulgarie et conformément aux désirs du département de la police d'Etat. Elle a l'honneur de prier tout particulièrement le département des affaires personnelles et économiques de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour avancer à la caisse de l'ambassade la somme de 65.000 frcs. (qu'il faut restituer au fonds d'occupation) portée au compte du département de la police d'Etat.

Compte succinct des dépenses faites sur les fonds d'occupation, dans le but d'organiser le mouvement national en Bulgarie; et des dépenses des mêmes fonds qui ont été faites, jusqu'au 1er Juillet 1887, sur l'ordre du département de la police d'Etat.

	Francs
1. Aux membres du comité révolutionnaire de Bukarest, pour paiements à des officiers et à d'autres émigrés, conformément au télégramme du ministre des affaires étrangères, du 15 Déc. 1886	120.000
2. Conformément à une dépêche du directeur du département asiatique, du 10 Janv. de cette année, au comité à Giurgewo et à Roustchouk	75.000
3. Dépenses faites par Nébolsine et Teodoroff pour le capitaine Christoff à Silistrie . .	40.000
4. A Thomas Kirdjieff, pour envoyer à Roustchouk au major Ousounoff	45.000
5. . . . . l'organisation des comités révolutionnaires en Bulgarie	60.000
6. . . . . même but	20.000
7. Au capitaine Bollmann, qui avait participé à l'émeute à Roustchouk, pour guérison des blessures y reçues et d'autres buts . . .	15.000
8. Conformément au télégramme du directeur du département asiatique, du 10 Févr. 1887, au major Groueff et au capitaine Bendereff, pour en disposer sans rendre compte	60.000
9. Au capitaine de cavalerie d'état-major russe en retraite Pierre Nebolsine, pour rentrer en Russie	4.000

10. Conformément au télégramme de l'adjoint du ministère des affaires étrangères, du 10 Mars 1887, au compte du département de la police d'Etat . . . . pour soutenir nos agents de la police secrète 40.000

11. Conformément au même télégramme, et au compte du département de la police d'Etat . . . . dans le même but 20.000

12. Au conseiller Chr. Stamatoff, pour rentrer en Russie 4.000

13. Conformément à la décision du comité de Bukarest, traitement de Velitchko Penkoff, jusqu'au 1er Juillet 6.400

14. De même — à Christo Iwanoff 6.000

15. Au Dr. Droumoff, émigré, pour aller à Plevna 4.000

16. Au commerçant à Roustchouk, l'émigré Georges Ghéroff, comme prêt 8.000

17. A l'émigré Pentcho Tcherkowski, comme membre du comité révolutionnaire de Roustchouk 4.000

18. Au même Tcherkowski, affaire Mantoff . 8.000

19. Conformément à un télégramme du directeur du département de la police d'Etat au secrétaire de l'agence diplomatique de Bulgarie à Bukarest, M. Wladighéroff . . . 5.000

20. Au même, contre quittance du conseiller d'état Michtchenko 2.000

21. A l'émigré Milaroff, affaire Mantoff . . . 4.000

22. Dépenses pour proclamations et journaux en Bulgarie 30.000

23. . . . . 20.000

24. Secours aux familles des officiers fusillés à Roustchouk et à d'autres qui ont pris part à l'émeute du 19 Févr. 1887 . . . . . 25.000
25. A des officiers et d'autres émigrés, pour se rendre en Russie 62.000
26. Conformément au télégramme du chef du département asiatique, du 1er Juin de l'année, remis au Comité de bienfaisance slave à Odessa, pour distribuer en secours à des volontaires 75.000

Somme 762.000

No. 160. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 26 Juin 1887.**

Hier a été élu à Tirnova, par la Sobranié illégale, le lieutenant au service autrichien, prince Ferdinand de Cobourg. On annonce ici que, poussé par le gouvernement austro-hongrois, le prince de Cobourg arrivera prochainement ici et prendra les rênes du gouvernement en qualité de prince élu. On me communique que l'élection du prince au trône de Bulgarie a été favorisée activement par le roi Charles et son gouvernement. On prépare une réception solennelle au prince à Turn-Séverin.

No. 161. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 20 Juillet 1887.**

Le secrétaire d'Etat Giers a présenté à l'empereur le contenu de votre télégramme d'hier. Sa Majesté a daigné commander au ministre des affaires étrangères d'envoyer une note-circulaire aux grandes puissances, contenant que le gouvernement impérial ne reconnaît pas la validité de l'élection du prince Ferdinand de

Cobourg au trône de Bulgarie, vu que les conditions du traité de Berlin en sont lésées, bien que les grandes puissances se soient engagées, en le signant, à les faire observer. Sa Majesté regrette vivement qu'en aidant à l'élection du prince de Cobourg, le roi de Roumanie et son gouvernement aient pour la seconde fois témoigné leurs tendances hostiles à la Russie, dont les suites pourraient être très fâcheuses.

No. 162. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 30 Juillet 1887.**

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le prince de Cobourg est arrivé aujourd'hui portant l'uniforme bulgare, à Turn-Séverin; les autorités roumaines l'ont reçu avec solennité. De là le Cobourg est parti par Vidine et Sistova pour Roustchouk; Il voyage sur un bateau de la compagnie autrichienne de navigation à vapeur sur le Danube. Il arrivera le 2 Août à Tirnova, et y prêtera le serment du trône.

No. 163. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 10 Août 1887.**

Comme complément à la note-circulaire du ministère des affaires étrangères à nos représentants en Europe, concernant l'illégitimité du prince de Cobourg en tant que prince de Bulgarie, je crois de mon devoir d'informer Votre Excellence que le gouvernement impérial a définitivement résolu de considérer le prince de Cobourg comme un usurpateur hors la loi. Par conséquent, il est reconnu que tous les actes qui ont pour but l'éloignement de Cobourg ne sont passibles ni de poursuites judiciaires ni de condamnation.

Tout en vous faisant part de la décision définitive qui précède, je vous prie de soutenir toutes les personnes de confiance qui sont prêtes à participer activement à l'éloignement du prince de Coburg.

No. 164. **Communication secrète du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 10 Oct. 1887, No. 515.**

Le drogman de notre consulat de Roustchouk, qui a été attaché à la chancellerie de la légation m'a appris qu'un ressortissant russe domicilié à Roustchouk, le lieutenant d'artillerie Porphyre Kolobkoff, est en rapports intimes avec quelques officiers influents en Bulgarie. Et que ceux-ci, croit M. Jacobsohn, pourraient être très utiles dans la question de l'éloignement du prince de Cobourg. J'ai invité le lieutenant Kolobkoff à Bukarest; sur ma proposition, il se déclara prêt à nous être utile dans l'affaire susdite. Il me nomma aussi quelques officiers de l'armée bulgare avec lesquels il a servi. De l'avis de M. Kolobkoff il faut attribuer l'insuccès de la révolution de Roustchouk à l'humanité du major Ousounoff, qu'on a fusillé depuis. Pour éviter un échec semblable, le lieutenant Kolobkoff recommande le major Panitza; si celui-ci est à nous, il ne sera pas difficile dans le choix des moyens: ce n'est qu'à ces conditions qu'on peut compter sur le succès, dit M. Kolobkoff. Mais, considérant que le major Panitza (d'après des informations prises par la légation) est un partisan de Battenberg et des gouvernants illégaux bulgares, et que toujours il a été à la tête des officiers qui nous ont créé des difficultés, je ne puis autoriser M. Kolobkoff à entrer en mon nom en pourparlers avec M. Panitza, au sujet de l'éloignement du prince. J'ai recommandé à M. Kolobkoff d'entrer en relations personnelles avec Panitza et de me faire savoir le nécessaire.

Tout en mettant Votre Excellence au courant, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir conférer avec les officiers bulgares vivant à St. Pétersbourg, et de me faire l'honneur d'une réponse au sujet de la proposition du lieutenant Kolobkoff.

No. 165. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 18 Octobre 1887.**

En réponse à votre communication du 10 ct., No. 515, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que les officiers bulgares vivant ici n'aiment point le major Panitza; mais que malgré cela, je crois possible d'autoriser M. Jacobsohn à engager des pourparlers privés avec le lieutenant Kolobkoff, au sujet des intentions du major Panitza et de ses camarades. En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien recommander à M. Jacobsohn une prudence extrême en cette occasion, afin que notre participation à l'éloignement du prince de Cobourg par voie de conjuration ne soit pas connue.

No. 166. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 2 Nov. 1887.**

Le lieutenant Kolobkoff m'a communiqué que le major Panitza désire, au nom des officiers bulgares et en qualité de plénipotentiaire du nouveau parti de l'opposition bulgare, me faire part (à moi ou au premier secrétaire de la légation) des conditions auxquelles il serait possible d'éloigner le prince de Cobourg et de former un nouveau gouvernement, avec un commissaire impérial à la tête. En général, je n'ai aucune confiance dans les propositions de Panitza: j'ai donc prié le drogman du consulat de se rendre à Roustchouk et d'y apprendre quelles sont les conditions de Panitza et au nom

de quels officiers bulgares il agit. M. Jacobsohn m'annonce maintenant que c'est avec M. Villamoff que Panitza désire s'entendre, il ne veut point communiquer ses conditions à un autre employé. J'ai, en conséquence l'honneur de prier Votre Excellence de me faire savoir, si vous croyez possible de permettre à Panitza de voir M. Villamoff et d'entrer en négociations immédiates avec cet officier au sujet de ce que vous savez.

No. 167. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 4 Nov. 1887.**

En réponse à la dépêche secrète du 2 ct., j'ai l'honneur d'apprendre à Votre Excellence qu'il est désirable que les négociations du premier secrétaire de la légation avec Panitza aient un caractère privé, et que leur rencontre ait lieu dans une des villes sur le Danube en Roumanie. Ayez l'obligeance, cher Monsieur, de me donner avis, par dépêche, des conditions du major Panitza et du résultat des pourparlers.

No. 168. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 18 Nov. 1887, No. 106.**

Très honoré Monsieur Michel Alexandrovitch!

Le commerçant russe Nicolaï Novikoff, que m'a recommandé Votre Excellence, m'a déclaré être prêt à nous aider à éloigner le prince de Cobourg de la Bulgarie.

L'éloignement du prince par voie légale ou par voie de conjuration doit coïncider avec l'expédition du capitaine Nabokoff à Bourgas; et c'est pour cela que M. Novikoff passe par Bukarest et Belgrade pour se rendre

à Sofia, afin de prendre une part active à l'exécution de ce projet.

M. Novikoff croit possible de trouver à Sofia, au moyen de quelques récompenses, des personnes à même d'éloigner de Bulgarie le prince au moyen d'une révolution. En même temps, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de faire remettre à M. Novikoff 64.000 fr. sur les fonds d'occupation, dont 4000 fr. sont destinés à couvrir les dépenses personnelles de Novikoff dans ce voyage.

No. 169. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 3 Déc. 1887.**

J'estime de mon devoir de porter à la connaissance de Votre Excellence que hier j'ai envoyé M. Villamoff, notre premier secrétaire de légation, à Giurgewo pour y engager des pourparlers avec Panitza au sujet de l'éloignement du prince et de l'établissement d'un nouveau gouvernement en Bulgarie. Le major Panitza déclara qu'au nom des autres officiers bulgares et des représentants du parti national, il posait les conditions suivantes:

1. Le Gouvernement impérial livrera des armes et des munitions pour faire une révolution en Macédoine.

2. Après l'éloignement du prince de Cobourg, le Gouvernement provisoire en Bulgarie sera reconnu comme légitime.

3. Le Gouvernement provisoire sera composé comme suit: Radoslavoff, Dragan Tzankoff, Dr. Mollof, Théodore Bourmoff, colonel Nicolaïeff et comme commandant en chef le major Panitza.

4. Le Gouvernement provisoire devra demander l'envoi d'un commissaire impérial. Le Gouvernement

impérial devra le choisir parmi des militaires. Est excepté le général baron Nicolaï Vassilievitch Kaulbars.

5. Il faudra convoquer la Grande Sobranié sous la direction du commissaire impérial, et s'y occuper de l'élection d'un nouveau prince. Il ne faut point que le prince Battenberg soit exclu du nombre des candidats.

6. Les émigrés qui furent autrefois officiers en Bulgarie ne pourront y rentrer qu'après l'élection du prince. Les autres émigrés peuvent rentrer après l'installation du Gouvernement provisoire.

7. Après l'élection du prince, on pourra confier les fonctions de ministre de la guerre et de commandants de brigade en Bulgarie à des officiers russes; toutes les autres places sont réservées, sans exception, aux officiers bulgares.

8. Au sujet de la punition à infliger à ceux qui ont fusillé le capitaine Kresteff à Silistrie, et qui ont prononcé la peine de mort contre des officiers et d'autres personnes à Roustchouk, ne seront déférés aux tribunaux que les régents précédents de la Bulgarie, de plus le major Pétroff, les capitaines Andréev, Anghéloff, Sapounoff, Tepawski, le lieutenant Markoff et le Préfet de Roustchouk Mantoff; d'autres personnes ne seront point rendues responsables.

Panitza, qui ne doute pas de l'issue favorable d'une révolution en Macédoine, demande l'appui du gouvernement impérial pour réunir cette province à la Bulgarie. En outre, il prie, si cela est possible, qu'on lui permette de remettre une déclaration écrite — comme l'est celle remise à M. Villamoff — au ministère des affaires étrangères.

No. 170. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 5 Déc. 1887.**

Le président du comité de St. Pétersbourg de la Société de bienfaisance slave s'est adressé au ministre des affaires étrangères en le priant de fournir des armes et des munitions pour l'expédition de Nabokoff.

Nous avons questionné notre ambassade à Constantinople sur la possibilité du passage de l'expédition Nabokoff sur territoire turc, et sur le succès que l'on peut attendre de cette expédition. Sur quoi le conseiller privé Nélidoff a averti le secrétaire d'Etat Giers que la marche secrète de Nabokoff à travers le territoire turc peut se faire sans scrupules, vu que son corps expéditionnaire se compose de Bulgares et de Monténégrins. Quant au succès que l'on peut en attendre, M. Nélidoff compte qu'il sera favorable, et s'appuie pour cela sur l'avis du Bulgare Dragan Tzankoff qui vit à Constantinople. D'après celui-ci, la garnison de Bourgas est insignifiante, et la population n'est point favorable au Gouvernement bulgare actuel. Sauf cette appréciation de Dragan Tzankoff, notre ambassadeur à Constantinople n'a point de rapports de Bulgarie.

En considération de la demande adressée par le président du comité de la Société de bienfaisance slave, et du contenu du télégramme secret de Votre Excellence, le ministre des affaires étrangères a exprimé le désir que le premier secrétaire de la légation veuille bien lui présenter personnellement un rapport sur le désir du major Panitza. Un congé de 2 semaines est accordé au conseiller Villamoff pour se rendre en Russie. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence qu'on remette à ce dernier, sur les fonds d'occupation, la somme officielle nécessaire à son voyage, et qu'on fasse venir sans retard M. Villamoff à St. Pétersbourg.

No. 171. **Lettre secrète du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 20 Déc. 1887, No. 3159.**

Cher Monsieur Michel Alexandrovitch!

Après avoir examiné les propositions du major Panitza, entendu l'exposé qu'en a fait personnellement le conseiller Villamoff, et en considérant la méfiance des émigrés bulgares à l'encontre de cet officier, le Ministère impérial des affaires étrangères en est arrivé à l'opinion suivante:

1. On ne peut accéder à la demande de concéder des armes et des munitions pour une révolution en Macédoine; et cela, parce qu'en ce moment il n'est pas dans nos intérêts, ni dans celui de la presqu'île balkanique, ni dans celui de la Bulgarie, qu'il y ait une révolution en Macédoine, même si le résultat en était favorable. D'une révolte en Macédoine ne pourrait résulter que l'établissement d'un Gouvernement autonome dans cette province, conformément aux prescriptions du traité de Berlin. Et comme la Macédoine est partagée en des éléments très divers et hostiles réciproquement, on ne saurait rien attendre de bon d'une administration autonome. On arriverait, sans aucun doute, à une immixtion des puissances européennes dans les affaires intérieures de la Macédoine, et même probablement à l'occupation étrangère. Il n'y a pas à douter que grâce à l'hostilité que nous témoignent les puissances alliées et l'Angleterre, on ne défère l'occupation à l'Autriche-Hongrie, dans les intérêts de laquelle est aussi la reconnaissance du Gouvernement bulgare actuel et du prince de Cobourg.

2. Le major Panitza recommande des personnes au moyen desquelles il faudrait composer un Gouvernement provisoire, à savoir: Radoslavoff, Dragan Tzankoff, Dr. Molloff, Théodore Bourmoff, le colonel Nicolaïeff et Panitza. Nous ne pouvons y accéder, parce que l'on ne peut

songer à former le Ministère qui doit administrer le pays de partisans de différents partis politiques; il faut ne le former que de personnes qui, auparavant, se sont déclarées prêtes à obtempérer aux désirs du Gouvernement impérial et que le général baron Kaulbars a désignées au secrétaire d'Etat Giers.

3. Quant au désir du major Panitza, que le Gouvernement impérial veuille désigner un candidat au trône de Bulgarie, cette question est décidée sans retour en ce sens que les affaires de la principauté doivent être sous la direction de Sa Majesté l'empereur et d'un représentant nommé par celui-ci. En même temps la Constitution actuelle de la Bulgarie doit subsister. Le général Kaulbars a, le 13 Sept. de l'année passée, communiqué. officiellement et publiquement, au Gouvernement bulgare et à la nation les termes de la décision du Gouvernement impérial. Voyez le point 9 de cette communication, où M. Kaulbars dit clairement:

„Nous exigeons que la Grande Sobranié ne se réunisse qu'après des élections faites sans aucune pression et entièrement libres; car nous désirons que le peuple bulgare s'occupe aussi sincèrement et librement que possible de la solution de la question d'une élection au trône, et de son avenir."

Mais le Gouvernement impérial n'accorde pas à la Grande Sobranié le droit d'élire un prince, seulement celui d'examiner la question suivante: s'il est avantageux à la nation bulgare d'élire un prince particulier, ou si la principauté doit être gouvernée d'après les principes susindiqués. Par conséquent, un commissaire impérial que l'on enverrait en Bulgarie ne pourrait faire aucune communication à la future Grande Sobranié au sujet de n'importe quel candidat au trône de la principauté.

4. Quant à ce que nous reconnaissions la légalité du Gouvernement provisoire, ce désir du major Panitza

est rempli par la mission d'un commissaire impérial après l'éloignement du prince de Cobourg. Votre Excellence n'ignore pas que, sur le vu de la dernière note du Ministère impérial des affaires étrangères (concernant le séjour illégal du prince de Cobourg en Bulgarie en tant que prince de celle-ci), le cabinet de Vienne s'est efforcé d'apprendre nos intentions ultérieures touchant l'éloignement de ce prince. Le Gouvernement impérial n'a point engagé de correspondance à ce sujet et évité qu'une nouvelle question bulgare ne se produisît; et il a simplement décidé, avec l'approbation de l'empereur, de faire savoir qu'après l'éloignement du prince, il reconnaîtra la légalité de tout Gouvernement en Bulgarie. J'admets que cette communication fera de l'effet sur les officiers bulgares et autres personnes influentes, afin qu'ils écartent aussitôt que possible l'obstacle au rapprochement de la Russie et de la Bulgarie c. à d. uniquement le prince illégitime.

5. Par rapport au service de nos officiers dans l'armée bulgare, le major Panitza prie que l'on nomme un ministre de la guerre russe dans la principauté et des commandants de brigades; mais tous les autres postes devraient être pourvus par des officiers bulgares. On ne peut cependant accéder à cette demande, et pour la raison suivante. Les derniers événements en Bulgarie (y compris le 9 Août de l'année passée) ont démontré que l'armée bulgare est complètement désorganisée, et que les officiers bulgares ne savent pas ce que c'est que la foi au serment et la fidélité au trône et à la nation. Dans un pareil état de choses, le commissaire impérial que l'on nommerait ne serait pas assuré qu'il ne se produisît point de trahison, et pourrait encore moins croire qu'on exécute exactement ses ordres. En outre, dans le conseil de guerre qui discuta la question d'une occupation, jugée nécessaire par M. Kaulbars, il fut décidé que: pour

éviter l'immixtion d'autres Etats européens dans la question bulgare le Gouvernement impérial ne devait pas occuper militairement la Bulgarie, mais seulement relever le niveau de l'armée bulgare en y introduisant de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie russes. Il est alors naturellement impossible qu'un officier bulgare commande un régiment dont la moitié se compose de nos troupes.

La malheureuse issue des révoltes à Sofia, Bourgas, Silistrie, Roustchouk et en d'autres endroits de la Bulgarie a convaincu le Ministère impérial des affaires étrangères de l'incapacité des officiers bulgares à diriger le mouvement de la nation dans la principauté. C'est pourquoi il n'est pas possible de se confier au major Panitza et à ses acolytes dans le cas d'une révolution. Au contraire, le Ministère a décidé, d'après une proposition du comité de la Société de bienfaisance slave et en suite d'un avis de notre état-major, de pourvoir de tout le nécessaire le corps expéditionnaire du capitaine Nabokoff et d'interrompre pour quelque temps les négociations avec Panitza — à moins que celui-ci ne se décide à modifier quelques-unes de ses conditions.

Le Ministère impérial préfère l'expédition Nabokoff à toute convention avec des officiers bulgares et a envoyé le premier secrétaire de légation de Votre Excellence à Constantinople, pour y fixer définitivement avec Nabokoff les conditions nécessaires, et pour conférer avec lui au sujet du Gouvernement du territoire bulgare qu'il doit occuper, et cela jusqu'à l'arrivée de renforts d'Odessa. Il a été permis aussi au conseiller Villamoff de payer au capitaine Nabokoff les sommes nécessaires à l'entretien des hommes qu'il a rassemblés pour cette expédition.

En suite de l'explication précédente, j'estime de mon devoir de prier Votre Excellence de bien vouloir cesser les relations avec Panitza sous un prétexte convenable;

même de ne plus correspondre avec lui, fût-ce même par voie privée et par l'intermédiaire du lieutenant Kolobkoff.

Je vous prie, cher Monsieur, de bien vouloir agréer l'assurance de ma parfaite considération et de mon dévouement.

1888.

No. 172. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 20 Janv. 1888.**

Le commerçant Novikoff, arrivé à Sofia, m'annonce que ce dont on l'a chargé, à savoir: l'éloignement du prince de Cobourg par voie de conspiration, ne peut être exécuté maintenant. En effet, les autorités de Sofia, surtout depuis la tentative du capitaine Nabokoff, ont pris des mesures sévères pour la sécurité du prince. Novikoff croit pouvoir employer des cartouches de dynamite pour exécuter le projet. Des personnes dignes de confiance le lui ont aussi conseillé, et se sont déclarées prêtes à participer activement.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence d'ordonner, si possible, que l'on envoie des cartouches de dynamite de nos dépôts à Roustchouk, où l'on attend l'arrivée du prince de Cobourg.

No. 173. **Communication secrète du ministre impérial au directeur du département asiatique, du 23 Janv. 1888, No. 67.**

Le ministre de la guerre bulgare, colonel Moutkouroff, a offert au lieutenant Kolobkoff, domicilié à Sofia, et au commerçant Novikoff la livraison à l'armée bulgare de 30 000 fusils Berdar et de 3000 revolvers.

Novikoff prie qu'on l'autorise à acheter dans les manufactures de l'Etat les fusils et les revolvers qu'il faut livrer à l'armée bulgare, et il pense que cette livraison lui permettrait d'attirer de notre côté quelques-uns des officiers bulgares influents. M. Novikoff pourra, en qualité de fournisseur d'armes, mener plus activement et plus librement la conjuration contre le prince de Cobourg.

Tout en soumettant à la bienveillante attention de Votre Excellence la demande de M. Novikoff, j'estime de mon devoir d'ajouter que je crois bon, dans les circonstances actuelles, d'accorder à M. Novikoff sa demande et de lui procurer de nos fabriques les armes qu'il doit fournir à l'armée bulgare.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me faire part télégraphiquement de votre décision, pour que je la communique à M. Novikoff qui se trouve actuellement ici.

No. 174. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 10 Févr. 1888.**

En réponse à la communication secrète No. 67, j'ai l'honneur d'aviser Votre Excellence qu'on a transmis à notre Ministère de la guerre la demande du commerçant Novikoff de lui fournir des armes destinées aux troupes bulgares. L'aide de camp-général Vanowski annonce maintenant au secrétaire d'Etat Giers que le Ministère de la guerre ne voit aucun inconvénient à remettre à Novikoff les armes qu'il demande. Nos fabriques les fourniront. Novikoff devra payer le prix fixé par la direction supérieure de l'artillerie: 21 roubles 60 kop. par fusil, et 17 roubles 50 kop. par revolver.

No. 175. **Télégrammes chiffrés du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 12 Févr. 1888.**

J'ai communiqué le contenu de la dépêche secrète à Novikoff et à Kolobkoff. Le dernier se rend à Sofia pour y conclure avec le Ministère de la guerre le contrat. Novikoff part pour St. Pétersbourg, afin d'y faire rapport personnellement à Votre Excellence sur l'état de la conspiration contre le prince de Cobourg, et pour prier qu'on lui remette des cartouches de dynamite.

No. 176. **Du 12 Févr. 1888.**

Un comité révolutionnaire s'est constitué à Sofia, sous la présidence du major Panitza, dans le but de provoquer une révolution en Macédoine et de se débarrasser du Gouvernement actuel bulgare et du prince de Cobourg. En sa qualité de plénipotentiaire de ce comité, le lieutenant Kolobkoff m'a remis une déclaration écrite du comité, dans laquelle celui-ci réclame fr. 60.000 qui lui sont, prétend-il, nécessaires pour obtenir quelque résultat.

Tout en soumettant à la bienveillante attention de Votre Excellence la demande du comité, j'ai l'honneur de vous prier de me donner avis de votre décision.

No. 177. **Lettre secrète du ministre impérial à Bukarest au ministre des affaires étrangères, du 16 Févr. 1888, No. 132.**

Cher Monsieur Nicolaï Carlovitch.

Je me fais un plaisir de porter à la connaissance de Votre Excellence que le lieutenant-colonel d'état-major Soubbotitch, envoyé par le Ministère de la guerre en Roumanie, pour y lever secrètement les plans des fortifications, a rempli énergiquement sa tâche, et qu'il s'y est appliqué avec entente parfaite.

En même temps j'attire la bienveillante attention de Votre Excellence sur les lieutenants N.... et N.... que le Ministère de la guerre roumain avait assignés au lieutenant-colonel Soubbotitch et qui l'ont aidé. Je crois bon que l'on reconnaisse les services de MM. N.... et N.... en leur conférant l'Ordre russe de Stanislas, de 3e classe.

Quant à l'activité de nos ingénieurs attribués au lieutenant-colonel Soubbotitch, et qui, déguisés en colporteurs ou en ouvriers, ont rempli avec un dévouement parfait leur service lorsque furent levés secrètement les plans de fortifications, M. Soubbotitch les a déjà proposés pour récompenses au directeur du comité des sciences militaires de l'état-major, le major-général Feldmann.

Veuillez, Excellence, agréer etc.

No. 178. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 3 Mars 1888.**

En réponse à votre dépêche secrète du 12 ct., j'ai l'honneur d'aviser Votre Excellence que l'on ne peut accorder au comité révolutionnaire à Sofia sa demande de fr. 60.000, vu que le Gouvernement impérial estime qu'il n'est pas encore temps de faire une révolution en Macédoine. Avant de pouvoir payer cette somme pour l'éloignement du prince de Cobourg, il serait bon de savoir exactement les moyens d'action du comité, les personnes qui ont l'intention de participer à l'action et la façon dont on veut éloigner le Cobourg.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier, cher Monsieur, d'ordonner au drogman de notre Consulat de Roustchouk de négocier en son particulier à ce sujet avec le lieutenant Kolobkoff, actuellement domicilié à Roustchouk. Veuillez me communiquer le résultat par dépêche.

No. 179. **Télégramme chiffré du ministre impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 5 Avril 1888.**

Le lieutenant Kolobkoff a communiqué au major Panitza le contenu du télégramme secret du 3 Mars. Il m'apprend maintenant que le comité révolutionnaire de Sofia renouvelle sa demande d'argent dans le but que vous savez, et de plus, qu'il faudrait éloigner le prince de Cobourg de la même manière que, le 9 Août, on éloigna le prince de Battenberg.

Tout en communiquant ce qui précède à Votre Excellence, j'ajoute, en mon nom, que je n'ai pas pleine confiance dans le major Panitza et dans le comité révolutionnaire qu'il a fondé à Sofia.

No. 180. **Lettre secrète du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 25 Juin 1888, No. 1056.**

Cher Monsieur Michel Alexandrovitch!

Notre ambassadeur à Berlin écrit au secrétaire d'Etat Giers que l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, a résolu de visiter notre puissant souverain. Le comte Chouvaloff croit que nous pouvons employer cette visite à la solution en commun de la question bulgare et à atteindre l'éloignement volontaire du prince de Cobourg.

Tout en portant cela à la connaissance de Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir mettre, momentanément, un frein à l'activité déployée en vue de faire partir le prince, bien qu'elle promette de bons résultats. Je crois de mon devoir d'ajouter que le ministre des affaires étrangères a exprimé le vœu que vous ne manquiez pas d'être à St. Pétersbourg en même temps que le ministre allemand des affaires étrangères,

pour nous seconder dans l'échange de notes diplomatiques au sujet de la question bulgare.

Veuillez, cher Monsieur, croire etc.

No. 181. **Télégramme chiffré du chargé d'affaires impérial au directeur du département asiatique, du 20 Juin 1888.**

Le commerçant Nicolaï Novikoff, vivant en Bulgarie, m'apprend qu'il a trouvé des personnes prêtes à éloigner le prince de Cobourg par voie de conspiration.

Novikoff prie qu'on lui remette dans ce but des cartouches de dynamite et de l'argent pour indemniser les familles des gens qui se sont décidés à agir et s'exposent à un malheur possible. Novikoff croit que fr. 50.000 suffiraient.

En vous annonçant ce qui précède, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me répondre au sujet de la demande de Novikoff.

No. 182. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre imperial à Bukarest, du 10 Juillet 1888.**

Le lieutenant Kolobkoff, actuellement à St. Pétersbourg, me prie de communiquer à Votre Excellence que, sur le rapport du secrétaire d'Etat Giers au sujet de la correspondance secrète échangée à propos de livraisons d'armes pour l'armée bulgare, Sa Majesté a daigné ordonner, le 2 du mois, que les fabriques de l'Etat livrent le nombre nécessaire de fusils No. 2 et de revolvers. Le Ministère de la guerre a chargé la direction supérieure de l'artillerie d'exécuter l'ordre de l'empereur, et de prendre les armes à la manufacture de Toula. Le Gouverneur-général provisoire à Odessa est averti de ne point opposer de diffi-

cultés à l'exportation des fusils et revolvers destinés à l'armée bulgare et fournis à celle-ci par Kolobkoff et Novikoff.

No. 183. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre impérial à Bukarest, du 14 Août 1888.**

La demande du commerçant Novikoff, transmise par télégramme secret du 10 ct., ne peut être accordée, parce que M. Novikoff n'a pas justifié la confiance que l'on avait en lui. Le lieutenant Kolobkoff, qui se trouve à St. Pétersbourg à propos de cette affaire de livraison de fusils, m'a communiqué personnellement qu'il se charge seul de la livraison. Novikoff n'y a aucune part; cependant, comme le permis de transfert des fusils est à son nom, il réclame à Kolobkoff un dédommagement de fr. 30 000. Novikoff n'a aucune relation intime avec des officiers bulgares et n'en a jamais eu. Le ministre de la guerre bulgare s'est adresseé, à propos de la fourniture, non pas à Novikoff, mais à Kolobkoff.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier, cher Monsieur, de rompre toutes relations, en matière d'affaires bulgares, avec Novikoff, vu qu'il ne mérite sous ce rapport aucunement la confiance du Ministère impérial.

No. 184. **Communication secrète du chargé d'affaires à Bukarest au directeur du département asiatique, du 7 Nov. 1888, No. 405.**

(Le chargé d'affaires se plaint de ce que les sujets russes qui font en Roumanie le trafic de marchandises en fer, d'images de saints, etc, et que les vétérinaires russes soient persécutés par les autorités roumaines. Que cela s'est produit principalement dans le district d'Ilfowou. Que le ministre roumain des affaires étrangères M. Carp,

a dit au chargé d'affaires que les autorités roumaines interdisent le colportage, et qu'il fallait ramener tout cela à des mesures de police en matière de passe-ports.

Le traité de commerce russo-roumain défend bien le colportage, cependant le trafic d'objets en fer et d'images est permis.

Le chargé d'affaires dit que les mesures de la police en matière de passe-ports ne sont appliquées qu'aux seuls Russes, et non aux nombreux Autrichiens et surtout aux Hongrois qui trafiquent dans le royaume. Enfin, il prie qu'on lui donne des instructions)

No. 185. **Communication secrète du directeur du département asiatique au chargé d'affaires impérial à Bukarest, du 13 Déc. 1888, No. 2305.**

En réponse à votre communication secrète du 7 Nov., portant le No. 405, j'ai l'honneur, cher Monsieur, de vous apprendre que le secrétaire d'Etat Giers a exprimé à l'ambassadeur roumain d'ici le mécontentement extrême du Gouvernement impérial, au sujet de la façon dont les autorités roumaines traitent les sujets russes en Roumanie. Je crois que cela aura quelque action sur le roi Charles pour nommer un nouveau Ministère qui nous soit plus favorable. Nous pouvons donc compter que sous le nouveau Ministère les sujets russes ne seront point exposés à des persécutions.

En suite de quoi, je vous prie, cher Monsieur, de dresser à la légation procès-verbal au cas où des vexations semblables auraient de nouveau lieu. Il faudra indiquer exactement dans celui-ci et la plainte et le dommage causé par les mesures illégales des autorités royales. Veuillez envoyer par courrier ces procès-verbaux, sur le contenu desquels on fera rapport à l'empereur en temps opportun.

No. 186. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au chargé d'affaires impérial à Bukarest, du 23 Déc. 1888.**

Le président du comité de la Société de bienfaisance slave a prié le directeur de la police d'Etat de recommander aux employés du département d'aider aux Bulgares, lorsqu'ils éloigneront le prince de Cobourg de Bulgarie et se débarrasseront de leurs gouvernants. Les agents envoyés en Bulgarie déguisés en pêcheurs, ont annoncé au conseiller d'Etat actuel Dournovo, qu'après avoir examiné le chemin de fer Roustchouk-Varna, ils ont trouvé que la partie aux environs de Tchoukour Tchiftlik était la plus propre à un déraillement.

M. Dournovo ajoute que les agents à lui qui peuvent diriger l'exécution de ce plan demeurent à Ismaïla, et qu'ils peuvent venir à Roustchouk si c'est nécessaire.

En conséquence, je vous prie, cher Monsieur, de communiquer aux personnes qui veulent bien exécuter ce plan que des pêcheurs russes leur remettront à Roustchouk, à un certain moment, des explosifs et un plan de la situation. Veuillez communiquer également cela au commandant de la gendarmerie à Ismaïla.

1889.

No. 187. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au chargé d'affaires impérial à Bukarest, du 3 Févr. 1889.**

Il a paru dans la presse d'ici une lettre de Bukarest, dans laquelle est décrite avec exactitude l'expulsion de Roumanie de 63 colporteurs et vétérinaires russes. Le Ministère impérial des affaires étrangères, n'ayant aucune nouvelle là-dessus, s'est adressé aux rédacteurs des journaux en cause pour savoir qui leur avait fait ce rapport.

On a constaté que l'auteur de cette lettre est un ancien employé à la légation, Constantin Krassilnikoff. Il se trouvait à Bukarest au moment de l'arrestation et de l'expulsion des dites personnes.

En suite de quoi, j'ai l'honneur, cher Monsieur, de vous prier d'envoyer immédiatement au Ministère un rapport télégraphique détaillé, sur les raisons qui ont déterminé les autorités roumaines à arrêter et à expulser 63 sujets russes, ainsi que sur les démarches de la légation impériale à cette occasion.

No. 188. **Communication secrète du chargé d'affaires impérial à Bukarest au directeur du département asiatique, du 5 Févr. 1889, No. 104.**

(Le chargé d'affaires déclare que Krassilnikoff a exagéré. Qu'en suite de l'interdiction du colportage, beaucoup de colporteurs sont retournés volontairement en Russie. La police roumaine a maintenu pendant quelque temps en état d'arrestation les porteurs de passeports qui n'étaient pas en règle. Les frères Siratzeff, connus du directeur, ont été arrêtés pour avoir ameuté les paysans. On n'a point pu établir de preuves; cependant le chargé d'affaires leur a interdit le séjour en Roumanie. Sur les plaintes de sujets russes on a dressé des procès-verbaux à la légation et on les a envoyés à temps par courrier. La légation a aussi exprimé son étonnement auprès du Gouvernement roumain et réclamé satisfaction.) Le chargé d'affaires continue comme suit:

„En même temps j'ai l'honneur d'ajouter qu'aucun vétérinaire russe n'a été arrêté par les autorités roumaines. Les employés de la police d'Etat, envoyés en Roumanie et en Bulgarie sous le déguisement de vétérinaires russes, ont attiré l'attention des autorités locales en expédiant des télégrammes et des lettres directement à des employés en Russie. Pour empêcher des persécu-

tions ultérieures, j'ai prié le conseiller d'Etat Michtchenko d'ordonner aux employés de la police d'Etat déguisés de la sorte de quitter immédiatement le pays. En même temps j'ai aussi recommandé aux vétérinaires russes de rentrer le plus tôt possible en Russie, et je leur ai donné de l'argent pour le retour.

On annonce de Bulgarie que les autorités surveillent aussi nos employés de la police secrète qui s'y trouvent. Des télégrammes, adressés à diverses personnes au service du département de la police d'Etat en Russie par la femme du conseiller d'Etat Vachtchenko et par Madame Bindt, ont été remis par les autorités bulgares au ministre roumain des affaires étrangères, parce que leur contenu avait trait au mouvement populaire en Roumanie, et que ces personnes y étaient compromises.

Tout en vous annonçant cela, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir communiquer au département de la police d'Etat que les employés qui relèvent de lui en Roumanie correspondent avec les autorités en Russie par l'entremise de la légation impériale.

No. 189. **Communications secrètes du directeur du département asiatique au chargé d'affaires impérial à Bukarest, du 15 Févr. 1889, No. 402.**

(Le directeur constate que des procès-verbaux et des rapports de la légation il ne ressort nullement que les agents de la police secrète aient donné lieu à des poursuites. On n'a point envoyé dans le district d'Ilfowou des agents déguisés en colporteurs ou en vétérinaires. Leurs télégrammes de Roumanie et de Bulgarie ne contenaient rien de suspect. La conduite des autorités roumaines est une preuve de leur hostilité contre la Russie. Les expulsions ne sont pas conformes à la législation roumaine, vu que des étrangers ne peuvent être expulsés

qu'après jugement devant tribunaux ou décision du conseil des Ministres. Tandis que c'est la police qui a expulsé les colporteurs russes.

Il est de l'intérêt de la Russie de tirer quelque avantage de ces incidents, et de faire composer un Ministère conservateur. Pour cela, il faut agir énergiquement. En attendant le retour à Bukarest du ministre plénipotentiaire, il faut déclarer clairement au ministre roumain des affaires étrangères que le Gouvernement impérial exige réparation pour la violation des intérêts de sujets russes, et qu'il réclame que les Russes soient traités sur le même pied que les autres étrangers.) — Le directeur continue comme suit:

„Si votre déclaration verbale reste sans effet, et si le ministre roumain ne donne pas les ordres nécessaires, exigez immédiatement d'être reçu en audience par le roi Charles. Dites à ce dernier que l'expulsion de 63 Russes hors de Roumanie a fait le plus pénible effet sur la nation russe, qui a toujours eu de la bienveillance pour la nation roumaine. Le Gouvernement impérial se verra obligé de réclamer satisfaction du Ministère roumain actuel, vu que ce dernier pourrait, par son attitude vis-à-vis de la Russie, provoquer des conséquences très sérieuses et peu désirables pour les deux pays.

En même temps je vous communique, cher Monsieur, que le ministre plénipotentiaire impérial arrivera prochainement en Roumanie et s'arrêtera à Jassy. Si le cabinet roumain ne change point jusqu'à ce moment, remettez pendant le séjour de M. Hitrovo à Jassy une note, écrite sous forme d'ultimatum, au ministre roumain Carp. Dans celle-ci vous réclamerez des dommages-intérêts comme satisfaction pour l'expulsion de marchands russes et la permission de les laisser rentrer sans difficultés en Roumanie.

Dans les affaires de notre police secrète en Roumanie et en Bulgarie, le directeur du département de la

police d'Etat déclare que ses subordonnés agissent conformément à leurs instructions, et qu'ils remplissent énergiquement, consciencieusement et fort bien leur tâche. M. Dournovo n'estime pas qu'il soit indiqué de réprimer l'activité de ces employés.

Les employés de notre police secrète en Roumanie n'ont pas jugé convenable de se présenter à la Légation impériale déguisés en vétérinaires et en colporteurs, ni de s'aboucher avec les employés à la Légation pour envoyer des télégrammes chiffrés. Du reste, ils n'ont point envoyé de télégrammes à des employés en Russie. Il est vrai que Madame Vachtchenko et Madame Bindt ont envoyé de Bulgarie quelques dépêches à des particuliers en Russie; cependant leur contenu ne pouvait inspirer aucun soupçon."

No. 190. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au ministre des affaires étrangères, du 30 Mars 1889.**

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que, conformément à la demande du président du Conseil des ministres roumain, j'ai décidé de résoudre à l'amiable l'affaire d'expulsion, vu que le Ministère roumain actuel se compose de personnes qui nous sont favorables. M. Catargi m'a donné la promesse que les autorités locales ne gêneraient pas nos colporteurs dans la liberté de leur trafic ni nos vétérinaires dans l'exercice de leur profession. Ces personnes seront simplement tenues de faire viser leur passe-port à la Légation impériale et dans nos Consulats.

Je crois de mon devoir de porter en même temps à la connaissance de Votre Excellence qui j'ai dû accéder à la demande de M. Catargi, parce qu'il est, sous certains rapports, initié à l'activité de nos policiers secrets en Roumanie et en Bulgarie. En outre, je désire extrême-

ment consolider le Ministère actuel en Roumanie, à la tête duquel se trouve M. Catargi — qui nous est entièrement dévoué.

No. 191. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 28 Avril 1889.**

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que des rapports des plus désagréables parviennent de Bulgarie à la légation impériale. Le prince de Cobourg favorise l'influence du clergé catholique dans la principauté, emploie des sommes importantes à l'entretien de divers missionnaires catholiques et déclare ouvertement son mépris pour la foi orthodoxe. C'est même sur l'ordre du prince et de ses acolytes que le métropolitain Kliment, de Tirnova a été publiquement maltraité par les autorités de police.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de présenter au pied du trône impérial la prière de la population orthodoxe bulgare, qui implore la protection de l'empereur.

No. 192. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 8 Mai 1889.**

Le secrétaire d'Etat Giers a présenté à l'empereur le télégramme secret de Votre Excellence du 28 Avril, au sujet des mauvais traitements qu'a subis le métropolitain Kliment, sur l'ordre du prince de Cobourg. Frappée de ce fait inconnu jusqu'à maintenant dans l'histoire — un évêque orthodoxe, maltraité par des autorités de police — Sa Majesté ne peut que profondément regretter l'attitude indifférente du peuple bulgare en cette occasion. Sa Majesté ne peut admettre que la population orthodoxe de la Bulgarie réclame un secours étranger pour con-

server cet unique garant de son existence, et qu'elle ne fasse pas des efforts pour résister aux visées d'un souverain illégitime et aux violences des autorités de police.

Le Ministère impérial des affaires étrangères ne peut donc appuyer la prière de la nation bulgare, puisqu'elle se montre indigne de notre secours. Je prie Votre Excellence, si cela est nécessaire, d'accorder à Monseigneur l'évêque Kliment une subvention prélevée sur les fonds d'occupation. A vous d'en fixer le montant.

No. 193. **Communications secrètes du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 14 Juin 1889, No. 198.)***)

Cher Monsieur Ivan Alexéievitch!

Dragan Tzankoff et Pierre Stantcheff m'ont remis un accord écrit entre les partis politiques, formé dans le but d'éloigner le prince de Cobourg et de former un nouveau Gouvernement sous les auspices d'un commissaire impérial.

Ci-inclus cette pièce; j'y ajoute l'original aussi d'une déclaration du comité révolutionnaire militaire à Sofia. Le chef en est le major Panitza; y prend part aussi le commandant de la place de Sofia, qui y commande en même temps une brigade, le lieutenant-colonel Kissoff. MM. Tzankoff et Stantcheff m'ont annoncé la résolution définitive qu'ont prise les chefs de parti et quelques officiers d'éloigner le prince et de renverser le Gouvernement illégal.

Les personnes sus-nommées prient, en qualité de plénipotentiaires, qu'on nomme aussitôt que possible le commissaire impérial, afin que ce dernier puisse venir prendre le Gouvernement quelques jours au plus tard

---

*) Publié dans la „Svoboda“ du 14 Juillet 1892.

après l'exécution du coup d'Etat projeté. En outre, M. Tzankoff prie en son nom qu'on lui remette l'argent nécessaire, pour qu'il le distribue aux personnes qui se sont déclarées prêtes à participer activement, et qui ont projeté et décidé avec d'autres de tuer le prince de Cobourg.

Tout en transmettant la demande de MM. Tzankoff et Stantcheff à Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous annoncer, cher Monsieur, que notre Légation à Belgrade peut payer les sommes réclamées. C'est là que M. Tzankoff veut séjourner jusqu'au coup d'Etat.

En même temps j'ajoute que j'ai payé personnellement, sur les fonds d'occupation, la somme de fr. 10 000 à MM. Tzankoff et Stantcheff.

No. 194.*) **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 22 Juin 1889.**

En suite de la communication secrète du 14 Juin, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir remettre à notre Légation à Belgrade fr. 50 000, sur les fonds d'occupation, pour que Dragan Tzankoff les distribue aux personnes qui sont prêtes à prendre part au coup d'Etat projeté en Bulgarie.

No. 195. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 22 Juin 1889, No. 879.**

Cher Monsieur Michel Alexandrovitch!

Le directeur de la Société de navigation à vapeur sur la Mer-Noire et le Danube informe le Ministère impérial des affaires étrangères, que sur la prière des émigrés bulgares domiciliés à Odessa, et sur celle du président du

---

*) Publié dans la „Svoboda“ du 14 Juillet 1889.

comité de la Société de bienfaisance slave, il a organisé à Turn-Séverin une agence de la Société. Cette dernière doit aider autant que possible aux Bulgares qui se rendent par la Serbie à Sofia afin d'y hâter l'exécution du coup d'Etat projeté. Dans une lettre adressée au secrétaire d'Etat Giers, par laquelle il annonce que le capitaine bulgare Belinoff a été nommé agent à Turn-Séverin et l'émigré Popoff son adjoint, le prince Gagarine prie que l'on accorde notre protection à ces deux personnages tant qu'ils seront en Roumanie.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de ne point refuser protection aux personnes sus-nommées.

No. 196. **Télégrammes chiffrés du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 3 Juillet 1889.**

On m'annonce de Sofia que le Gouvernement bulgare a décidé définitivement de proclamer le 2 du mois prochain l'indépendance de la principauté et le prince de Cobourg roi de la Bulgarie-unie.

Tout en communiquant ce qui précède à Votre Excellence, je crois nécessaire que le Gouvernement impérial prenne à temps toutes les mesures possibles et nécessaires pour empêcher que les gouvernants bulgares ne violent à nouveau les conventions internationales.

No. 197. **Du 4 Juillet 1889.**

A titre de complément à ma dépêche secrète d'hier, je crois de mon devoir de porter à la connaissance de Votre Excellence que la question concernant la reconnaissance de l'indépendance de la Bulgarie a été définitivement résolue. C'est ce qui ressort du contenu, qu'on m'a communiqué, des rapports diplomatiques du repré-

sentant roumain*) à Sofia au Ministère royal des affaires étrangères. Le Gouvernement austro-hongrois prend une part active à cette décision; il a conclu avec les gouvernants illégaux bulgares une convention militaire.

En outre, on m'annonce de Roustchouk que des officiers d'état-major autrichiens y sont arrivés, et qu'ils examinent les fortifications et les canons. De ces rapports il ressort que ces officiers se rendront à Choumla, Varna, Bourgas, Philippopoli, Sofia et Vidine.

No. 198. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 8 Juillet 1889.**

On a communiqué à notre ambassadeur à Constantinople le contenu des télégrammes secrets de Votre Excellence, au sujet de l'intention qu'ont les gouvernants bulgares de déclarer l'indépendance de la principauté. Le Ministère impérial des affaires étrangères a chargé le conseiller privé Nélidoff de communiquer oralement au grand-vizir que le Gouvernement impérial n'approuve pas une nouvelle violation des conventions internationales et des droits de Sa Majesté le Sultan par les gouvernants bulgares.

Quant aux rapports faits à Votre Excellence, au sujet d'une convention militaire passée entre l'Autriche-Hongrie et les gouvernants illégaux bulgares, et de la présence d'inspecteurs militaires autrichiens en Bulgarie, cette circonstance, jointe aux intentions des Bulgares, peut provoquer des complications très sérieuses.

En considération de l'importance qu'a le fait d'une immixtion de l'Autriche-Hongrie dans les affaires intérieures de la Bulgarie, ainsi que celui d'une convention militaire passée entre ces deux pays, j'ai l'honneur de

*) M. Djouvara.

prier Votre Excellence de faire examiner en lieu et place le bien-fondé de ces nouvelles, et de ne pas tarder à m'instruire du résultat que vous aurez obtenu.

No. 199. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 9 Juillet 1889.**

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence qu'avant d'avoir reçu votre dépêche secrète d'hier j'avais pris de mon côté des mesures pour m'assurer si des officiers autrichiens inspectaient actuellement la Bulgarie. J'ai chargé le conseiller d'Etat Michtchenko d'envoyer un de ses agents de la police secrète à Roustchouk, Choumla et Varna pour y observer les menées des officiers autrichiens. En outre, j'ai envoyé dans le même but à Varna, Bourgas et Philippopoli M. Britchkoff, agent de notre Société de bateaux à vapeur à Giurgevo.

M. Wladigeroff, agent de la police secrète et secrétaire de l'agence diplomatique de Bulgarie à Bukarest, et M. Britchkoff m'ont rapporté qu'ils ont vu à Roustchouk, Choumla, Varna, Bourgas et Philippopoli des officiers autrichiens d'état-major inspecter les troupes, fortifications, armes et arsenaux bulgares.

C'est du major Panitza, par le lieutenant Kolobkoff, que je tiens la nouvelle d'une convention militaire passée entre l'Autriche-Hongrie et les gouvernants illégaux bulgares. Le représentant roumain à Sofia a fait des rapports identiques au Ministère royal des affaires étrangères.

No. 200. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 10 Juillet 1889.**

J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que l'agent de la „Société de navigation à vapeur sur la

Mer-Noire et le Danube" à Turn-Séverin me rapporte que des vapeurs autrichiens transportent à Vidine, Roustchouk, Varna et Bourgas des canons de position, de siège et de campagne.

De Roustchouk on m'annonce l'arrivée de vapeurs autrichiens chargés d'approvisionnements de diverses sortes et en grandes quantités. On a, en outre, expédié des arsenaux de Roustchouk des pièces de siège et de position à Varna et à Bourgas.

No. 201. **Du 11 Juillet 1889.**

Je crois de mon devoir de porter à la connaissance de Votre Excellence que, sur l'ordre du Ministère de la guerre austro-hongrois, l'attaché militaire de l'Autriche à Bukarest s'est rendu en Bulgarie, pour y inspecter les fortifications de Plevna et les garnisons de Plevna et Tirnova.

No. 202. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 13 Juillet 1889.**

Le Ministère impérial a communiqué en temps opportun à notre ambassadeur à Berlin les rapports de Votre Excellence, sur l'intention qu'ont les gouvernants illégaux bulgares de proclamer l'indépendance de la principauté, et sur la part prise par le gouvernement austro-hongrois à cette violation du traité de Berlin. Il a prié notre ambassadeur de bien vouloir attirer l'attention du gouvernement allemand sur cette violation d'une convention internationale par une puissance alliée.

Le comte Schouvaloff annonce maintenant par dépêche secrète au secrétaire d'Etat Giers que le chancelier de l'empire doute de l'exactitude des faits allégués, mais qu'au cas où cela serait vrai, il tiendrait aussi bien

le gouvernement austro-hongrois que la Bulgarie pour responsables de tout ce qui pourrait arriver de fâcheux.

En vous faisant part de cela, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir transmettre en même temps ici et à l'ambassade impériale à Berlin les nouvelles ultérieures que vous recevrez. Je ne crois pas superflu d'ajouter qu'après le rapport qu'on a fait à l'empereur sur vos dépêches, Sa Majesté a daigné ordonner à l'aide de camp-général Vanovski de tenir l'armée prête à défendre nos intérêts en Orient.

No. 203. **Communication secrète du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 29 Juillet 1889, No. 248.**

Le drogman de notre consulat à Roustchouk m'annonce que le Ministère de la guerre bulgare a ordonné à tous les officiers supérieurs de se trouver le 2 Août à Sofia, pour y assister à la proclamation solennelle de l'indépendance de la principauté.

Le Bulgare Kostaki Kermekdjieff, vivant à Bukarest, et dans la maison duquel à Roustchouk se réunit le club militaire, informe la légation impériale que, peu avant le départ des officiers bulgares pour Sofia, il y eut au club un banquet auquel les consuls étrangers à Roustchouk ont pris part. Le consul italien y porta un toast à l'indépendance de la principauté et au futur roi Ferdinand de Bulgarie, et cela avec l'approbation des autres consuls. Tous les consuls à Roustchouk, accompagnés de leurs cavass, ont assisté hier au départ des officiers de différentes garnisons. Le consul allemand s'est fait spécialement remarquer en se faisant accompagner jusqu'au débarcadère par le cavass russe qui est resté pour la garde de notre chancellerie et de notre bâtiment consulaire à Roustchouk.

Tout en faisant part de ce qui précède à Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous informer qu'en même temps on expédie des copies de ce télégramme à nos ambassadeurs à Berlin et à Constantinople.

No. 204. **Télégramme chiffré du ministre des affaires étrangères au ministre de Russie à Bukarest, du 1 Août 1889.**

Ce m'est un devoir agréable d'exprimer à Votre Excellence ma profonde reconnaissance de ce que vous ayez averti à temps le Ministère impérial des affaires étrangères des intentions des gouvernants illégaux bulgares. J'entends par là la proclamation de l'indépendance. J'ai l'honneur, cher Monsieur, de vous communiquer que les autres puissances aussi ont pris toutes les mesures nécessaires pour réduire à néant les intentions du prince de Cobourg; c'est le représentant de l'Autriche-Hongrie à Sofia qui a été spécialement chargé de les exécuter.

No. 205. **Communication secrète du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 5 Août 1889, No. 272.**

Plusieurs fois déjà on m'a fait à la légation des plaintes sur la conduite rébarbative des représentants allemands en Bulgarie envers des sujets russes. Les procès-verbaux qui s'y rapportent ont été envoyés à temps au Ministère impérial des affaires étrangères. — On m'apprend de Sofia que le représentant allemand encourage ouvertement les gouvernants illégaux bulgares et qu'il tolère toute sorte de mesures illégales contre des sujets russes qui y font le commerce. Et maintenant quelques-uns de nos sujets domiciliés à Roustchouk, et l'agent de notre compagnie de bateaux à vapeur, me rapportent que le gérant du consulat allemand à Roustchouk a jugé d'une façon scandaleuse l'attitude

du Gouvernement impérial vis-à-vis du prince de Cobourg. M. Muller a blâmé la conduite du Ministère impérial des affaires étrangères, tout en déclarant aux sujets russes dont il est question que le Gouvernement allemand reconnaissait la légitimité du Gouvernement bulgare, et qu'il ne pouvait prendre sous sa protection des gens dont le Gouvernement s'efforce de provoquer toute sorte d'émeutes et de désordres dans la principauté.

En même temps, je crois de mon devoir, très cher Monsieur, de vous annoncer que, de mon côté, je ne puis approuver l'attitude des représentants allemands en Bulgarie, auxquels on a confié les intérêts des sujets russes qui s'y trouvent.

No. 206. **Lettre secrète du ministre des affaires étrangères au ministre de Russie à Bukarest, du 8 Août 1889, No. 1033.**

Cher Monsieur Michel Alexandrovitch. — Le directeur du département asiatique m'a remis la lettre secrète où Votre Excellence l'entretient de l'attitude hostile des représentants allemands, auxquels ont été confiés les intérêts des sujets russes en Bulgarie. En réponse à cette lettre, je crois de mon devoir de vous communiquer, mon cher Monsieur, que je ne suis pas en état d'en transmettre le contenu à l'empereur. Et cela parce que Sa Majesté a daigné confier aux représentants allemands les intérêts de nos sujets en Bulgarie, modifiant ainsi les ordres donnés par le Ministère des affaires étrangères.

Je désire extrêmement que l'on ne publie ni dans notre presse, ni dans la presse étrangère, le fait que le Gouvernement allemand agit à l'encontre de nos intérêts en Bulgarie. En conséquence, je prie Votre Excellence de m'assister, en communiquant aux correspondants de nos journaux en Roumanie le désir du Gouvernement im-

périal de ne point voir paraître ces faits ni dans la presse étrangère, ni dans la nôtre. — Quant aux sujets russes, veuillez, s'ils se plaignent, leur déclarer qu'on ne peut en ce moment y donner suite, vu que le Gouvernement impérial ne peut approuver que des sujets russes séjournent dans un pays dont il est reconnu que le Gouvernement est illégal et nous est hostile.

No. 207. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 28 Août 1889, No. 1124.**

Notre chargé d'affaires à Belgrade porte à la connaissance du Ministère impérial des affaires étrangères que le Gouvernement royal ne peut accorder aucun soutien aux réfugiés bulgares; et cela à cause des élections prochaines à l'Assemblée législative et des luttes de parti.

Le président du Conseil des ministres serbe a exprimé devant M. Serghéieff le voeu que les réfugiés bulgares de Serbie s'abstiennent, jusqu'à ce que les élections aient eu lieu, de toute action hostile contre le Gouvernement bulgare et le prince de Cobourg. Le général Grouïtch redoute un conflit armé avec la Bulgarie et croit nécessaire de mettre une digue à l'entrée des réfugiés en Serbie.

En suite de quoi, je prie Votre Excellence de me dire si vous ne croyez pas possible de caser les réfugiés bulgares, pour quelque temps du moins, dans les villes roumaines des rives du Danube.

No. 208. **Communication secrète du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 5 Sept. 1889, No. 304.**

En réponse à votre communication secrète du 28 Août, No. 1124, concernant le séjour momentané des réfugiés bulgares dans les villes danubiennes de Roumanie,

j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence qu'en 1887, le ministre de l'intérieur roumain a ordonné aux préfets des districts danubiens touchant à la Bulgarie d'en interdire le séjour aux émigrés bulgares. Le Gouvernement actuel a fait, à ma demande confidentielle, une exception pour les émigrés bulgares qui y font du commerce. Les dits émigrés peuvent parfaitement séjourner dans les villes de l'intérieur.

Je crois de mon devoir d'ajouter que je ne vois pas grand avantage à ce que les réfugiés bulgares séjournent dans telle ville plutôt que dans telle autre. Ce sont gens qui ont plus d'une fois prouvé leur complète incapacité de diriger une agitation populaire en Bulgarie. Je suis d'avis que leur séjour dans les villes-frontière roumaines ne ferait que renforcer la surveillance des gouvernants bulgares, à l'égard des personnes qui peuvent vraiment nous être de quelque utilité.

No. 209. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 15 Sept. 1889, No. 1208.**

Le président du comité de la Société de bienfaisance slave s'adresse au secrétaire d'Etat Giers, en le priant d'accorder notre protection à quelques émigrés bulgares pendant qu'ils séjourneront en Roumanie. Le comte Ignatieff croit que ces émigrés, qui soi-disant font du commerce, nous pourraient servir en distribuant des proclamations au peuple et à l'armée en Bulgarie.

Tout en soumettant à l'appréciation de Votre Excellence la demande du comte Ignatieff, j'ai l'honneur de vous prier, cher Monsieur, de ne point refuser votre protection à ces émigrés, autant que cela vous sera possible.

No. 210. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 17 Sept. 1889.**

On m'annonce de Sofia que, pour diverses raisons, et malgré l'entente opérée entre les différents partis politiques, on n'a pu tomber d'accord concernant la formation du nouveau Ministère qui entrera en fonctions après l'éloignement du prince de Cobourg. L'obstacle principal à cela est une inimitié personnelle entre M. Karavéloff et le major Panitza. Ce dernier a plus d'influence sur les officiers de la garnison de Sofia et il s'efforce d'exclure Karavéloff de la liste du nouveau Ministère qu'il faudrait former.

No. 211. **Communication secrète du ministre de Russie au directeur du département asiatique, du 20 Sept. 1889, No. 479.**

Le lieutenant d'artillerie retraité Kolobkoff, domicilié à Roustchouk, m'annonce par notre drogman de consulat que le major Panitza renonce à quelques-unes de ses précédentes conditions, et prie qu'on reprenne les négociations sur le même sujet qu'autrefois.

J'ai profité d'un voyage de Kolobkoff à Sofia, pour affaires personnelles, et j'ai envoyé avec lui M. Jacobsohn à Belgrade, pour appeler Panitza à des entretiens particuliers qui auraient lieu soit à Pirot, soit à Nich. J'ai recommandé en général à MM. Kolobkoff et Jacobsohn de communiquer à Panitza que le Gouvernement impérial désire hâter autant que possible la solution de la question bulgare.

No. 212. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 23 Sept. 1889.**

A titre de complément à mon télégramme secret du 20, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le major

Panitza, en sa qualité de président du comité révolutionnaire militaire à Sofia, a déclaré, par l'entremise du lieutenant Kolobkoff, être prêt à renverser le prince de Cobourg et le Gouvernement actuel. Il prie, au nom de ce comité, que l'on nomme le plus promptement possible un commissaire impérial pour reprendre le Gouvernement de la principauté; et de même, que l'on indique à temps au dit comité à Sofia le nom de la personne désignée.

Tout en vous annonçant ce qui précède, je crois de mon devoir, Excellence, d'ajouter que des renseignements puisés à Sofia m'ont appris que les forces dont dispose le comité suffisent à l'exécution de son projet.

No. 213. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 26 Sept. 1889, No. 1253.**

Cher Monsieur Michel Alexandrovitch,

En réponse à votre dépêche secrète du 23 Sept., concernant la demande du président du comité révolutionnaire de Sofia au sujet du commissaire impérial, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que l'on en fera rapport à l'empereur. Mais, avant cela, et avant d'obtenir une réponse définitive de Sa Majesté, le Ministère impérial des affaires étrangères doit savoir exactement de quelles personnes le Ministère se composera, et de quelle manière on compte éloigner de Bulgarie le prince de Cobourg.

Le Gouvernement impérial ne peut admettre que l'on emploie à ce dernier effet les mêmes moyens légaux que l'on employa pour le prince de Battenberg. Votre Excellence sait que ce dernier était souverain légitime, nommé et reconnu. Tandis que le prince de Cobourg s'est emparé du pouvoir par la corruption, la terreur et la violence; par conséquent, ce crime ne peut être expié par une simple expulsion, mais il faut traduire le prince

devant un tribunal populaire qui le punisse rigoureusement. La sentence sévère de ce tribunal servira à l'avenir de preuve que la haine contre les Slaves, et en particulier celle de l'Autriche-Hongrie, ne peut prendre pied en Bulgarie, mais qu'elle mène à une fin lamentable.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir mettre le major Panitza au courant par notre drogman du consulat de Roustchouk. Faîtes-lui savoir qu'on ne pourra accorder cette demande qu'après prononcé de la sentence populaire rendue contre le prince de Cobourg et la punition sévère de celui-ci. Réclamez en outre à Panitza une liste des personnes qui, à son avis et à celui du comité qu'il dirige, pourraient former le Gouvernement provisoire dans la principauté.

No. 214. **Communication secrète du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 6 Octobre 1889, No. 378.**

A propos de la lettre secrète du 26 Sept., No. 1253, j'ai l'honneur d'annoncer que le major Panitza m'a communiqué, par l'entremise du lieutenant Kolobkoff, que son comité militaire a résolu de s'entendre avec les officiers de la garnison de Sofia et d'autres villes. Cela, en considération de l'importance qu'il y a, à se débarrasser du prince, et pour rendre encore plus solennel le tribunal populaire qui doit juger et condamner le Cobourg. L'exécution de leur décision est reculée jusqu'à l'expiration de la session de la Sobranié à Sofia. Quant à la formation d'une liste de personnes qui gouverneront la Bulgarie provisoirement, le major Panitza croit qu'un dictateur militaire pourrait se charger de ce soin jusqu'à l'arrivée du commissaire impérial à Sofia.

No. 215. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 8 Nov. 1889, No. 1345.**

Notre ministre en Serbie porte à la connaissance du Ministère impérial des affaires étrangères une déclaration écrite du Bulgare Dragan Tzankoff, domicilié à Belgrade, et qui traite de la situation actuelle en Bulgarie et de l'activité du comité militaire à Sofia, au sujet du coup d'Etat. On peut y voir que bien que Panitza soit un des premiers instigateurs de ce coup d'Etat, d'autres membres influents du comité se défient de lui, et doutent qu'il soit prêt à se soumettre entièrement aux réclamations du Gouvernement impérial. Il est vrai qu'ils ne suspectent point l'intention qu'il a d'éloigner le prince et de renverser le Gouvernement actuel. Le lieutenant-colonel Kissoff, commandant de Sofia, annonce à M. Tzankoff que lui et d'autres membres du comité ne partagent pas l'idée de Panitza au sujet d'une dictature militaire. D'après l'avis de M. Kissoff, une dictature militaire ne mène à rien si des membres des différents partis politiques ne participent pas au Gouvernement. Les tristes événements qui ont suivi le 9 Août 1886 pourraient même se répéter.

En communiquant ce qui précède à Votre Excellence, j'ai l'honneur de prier qu'on avertisse Panitza que le Ministère impérial des affaires étrangéres estime tout à fait inutile de nommer un commissaire impérial pour la Bulgarie, si la principauté est dirigée par une dictature militaire.

Je ne crois pas superflu d'ajouter qu'il est de l'intérêt du Gouvernement impérial de convaincre les puissances que la situation actuelle en Bulgarie a été amenée uniquement par le prince de Battenberg et par le prince de Cobourg, qui s'est nommé lui-même. Que la nation n'a aucune sympathie pour l'état actuel de la principauté,

mais qu'elle déclare être dévouée à l'empereur et à la Russie, et qu'elle s'adresse à eux pour être protégée. Il nous est, par conséquent, absolument nécessaire que la population prenne part et au coup d'Etat et à la sentence, c. à d. que Cobourg soit déféré à un tribunal populaire qui le punisse. Les autorités militaires ne doivent, dans ce dernier cas, qu'être les exécuteurs du jugement populaire et n'y pas prendre part directement.

No. 216. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 2 Déc. 1889.**

Le lieutenant d'artillerie russe retraité, noble Porphyre Kolobkoff, a été appelé à Sofia en qualité de membre du comité révolutionnaire, pour s'y occuper à résoudre la question de l'expulsion du prince de Cobourg. Par M. Jacobsohn il s'adresse à moi, en me priant de lui permettre d'entrer dans l'armée bulgare comme commandant d'une batterie ou d'un régiment d'artillerie, pour participer activement au coup d'Etat projeté en Bulgarie.

(Le ministre ajoute qu'autrefois Kolobkoff a servi comme capitaine d'artillerie dans l'armée bulgare.)

No. 217. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, 5 Déc. 1889.**

(Le directeur répond au télégramme précédent que l'on ne peut accorder en ce moment la demande du lieutenant Kolobkoff. Mais qu'il est hors de doute que toute participation de Kolobkoff au coup d'Etat ne reçoive une récompense du Gouvernement impérial, et de même du commissaire impérial que l'on nommera.)

No. 218. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 5 Déc. 1889.**

(L'armurier au service bulgare Hrechkoff, en même temps agent de la police secrète, prie qu'on le laisse encore au service bulgare.)

No. 219. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 16 Déc. 1889, No. 3289.**

(Le ministre de la guerre, l'aide de camp-général Vannovski, ne croit pas convenable que des employés et médecins militaires russes restent encore au service de la Bulgarie; cependant considérant que le conseiller d'Etat actuel Dournovo a été très élogieux en parlant des services rendus par Hrechkoff dans la surveillance des socialistes russes, il lui accorde de rester encore quelque temps au service de la Bulgarie. La légation doit en déterminer la durée.)

No. 220. **Communication secrète du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 27 Déc. 1889, No. 610.**

Le lieutenant Kolobkoff, arrivant de Sofia, m'a remis la décision définitive du comité révolutionnaire. C'est en qualité de membre de ce comité — auquel appartiennent aussi quelques représentants des partis politiques en Bulgarie — qu'il transmet la demande qu'on veuille bien présenter cette décision au ministre impérial des affaires étrangères, afin que celui-ci la ratifie. En voici le contenu:

„Considérant les plaintes de la population au sujet du régime de terreur et de violence qu'exercent les agents des gouvernants illégaux, à la tête desquels se

trouve le prince de Cobourg, lieutenant à l'armée austro-hongroise;

Considérant que le prince de Cobourg et les gouvernants par lui nommés se sont rendus coupables du meurtre de personnes qui avaient participé à la formation de groupes patriotiques, pour délivrer le pays de ce régime de terreur;

Considérant que le prince de Cobourg et ses ministres ont administré illégalement l'avoir et les biens de la principauté, et ont arbitrairement disposé de ceux-ci sans en rendre compte à la nation;

Le comité militaire décide:

1. De déposer sans délai le prince de Cobourg et les ministres par lui nommés;

2. De punir sévèrement les ministres actuels en tant qu'ayant participé aux crimes énoncés plus haut;

3. De punir de mort le prince de Cobourg comme principal coupable, vu qu'il s'est emparé illégalement du pouvoir suprême en Bulgarie; dans lequel but il faut le déférer à un tribunal composé de représentants du peuple, que le comité militaire nommera;

4. De confisquer les biens de tous les coupables au profit de la caisse d'Etat bulgare;

5. De prier le Gouvernement russe de nommer au plus tôt un commissaire impérial pour former un Gouvernement provisoire dans la principauté, pour convoquer la Grande Sobranié et élire un prince au trône de Bulgarie;

6. De présenter au pied du trône de Sa Majesté l'empereur, protecteur de la Bulgarie, la prière du comité militaire de nommer en qualité de commissaire impérial le général Domontovitch, vu que ce dernier a pris une part active à la libération de la Bulgarie du joug de la Turquie, et à l'élaboration de la Constitution dont le pays a été doté.

Tout en transmettant à la bienveillante appréciation de Votre Excellence la décision précitée du comité militaire, j'ai l'honneur de vous prier, cher Monsieur, de me donner avis par télégraphe de la décision, que je dois communiquer au major Panitza, président du comité.

No. 221. **Communications secrètes du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 31 Déc. 1889, No. 3406.**

En réponse à la communication secrète de ce mois, No. 610, j'ai l'honneur de vous aviser, cher Monsieur que le Ministère impérial des affaires étrangères (sans examiner encore de plus près la décision du comité militaire de Sofia) s'occupe de la nomination d'un commissaire impérial pour la Bulgarie.

La nomination officielle d'un commissaire impérial, tant qu'un Gouvernement non reconnu subsiste en Bulgarie, ne peut avoir lieu qu'aux termes du traité de Berlin. Par conséquent, elle présuppose l'assentiment préalable des grandes puissances qui ont pris part au Congrès de Berlin.

Il est hors de doute que la proposition de nommer un commissaire impérial entraîne aussi la solution d'autres questions importantes. Mais cela est tout à fait à l'encontre de nos intérêts en Orient. Le Gouvernement impérial doit, du reste, éviter autant que possible et jusqu'à un certain moment, qu'une nouvelle question bulgare (qui maintenant n'existe pas en fait) soit soulevée. Nous devons nous efforcer de consolider notre influence en Bulgarie, sans prendre part ouvertement à la solution des questions de politique intérieure de la principauté.

La prière du comité de Sofia se heurte encore à une autre difficulté essentielle.

Votre Excellence sait bien que la nomination d'un commissaire impérial pour la Bulgarie dépend de la

ratification suprême de l'empereur. Mais, d'après l'avis du Ministère impérial des affaires étrangères, proposer à l'empereur la nomination d'un commissaire que demande un comité révolutionnaire ne concorde nullement avec les principes monarchiques du Gouvernement impérial. Donc, il est nécessaire avant tout de donner au comité militaire une consécration légale, quand bien même ce ne serait que d'une façon détournée; et seulement alors on peut agiter la question de la nomination d'un commissaire impérial en Bulgarie. Mais aussi longtemps qu'il existe en Bulgarie un gouvernement illégal, et que le prince de Cobourg s'y trouve en qualité de prince régnant, nous ne pouvons reconnaître officiellement le comité militaire.

En conséquence, je prie Votre Excellence de bien vouloir mettre le major Panitza au courant du contenu de cette communication, par l'intermédiaire de M. Jacobsohn ou du lieutenant Kolobkoff. Il faut en même temps prier Panitza de tenir ferme à ce que la décision du comité militaire soit exécutée au plus tôt. Veuillez ne pas tarder, cher Monsieur, à me communiquer par voie télégraphique la réponse du major Panitza.

1890.

No. 222. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 8 Janv. 1890.**

Je n'ai point différé de communiquer au major Panitza le contenu de la communication secrète de Votre Excellence, ni de le lui faire expliquer verbalement. Notre drogman me transmet une lettre de Panitza à Kolobkoff, dans laquelle Panitza renouvelle, en son propre nom et en celui d'autres personnes, sa demande

de nommer un commissaire impérial pour la Bulgarie. Il faudrait que ce dernier pût arriver à Sofia un jour après l'exécution du coup d'Etat et celle du jugement rendu contre les coupables et contre le prince de Cobourg en premier lieu. Dans cette lettre, le major Panitza fait remarquer que c'est l'hésitation du Gouvernement impérial à envoyer le prince Dolgoroukoff en Bulgarie qui a causé la révolution de Tirnova, le retour de Battenberg en Bulgarie, et d'autres conséquences. Se basant là-dessus, le comité de Sofia a décidé définitivement d'ajourner l'exécution de son double projet jusqu'à la nomination du général Domontovitch en qualité de commissaire impérial et jusqu'à son arrivée à Belgrade.

Tout en vous communiquant ce qui précède, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me mettre au courant des décisions et ordonnances du Ministère impérial.

No. 223. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 19 Janv. 1890.**

Ce m'est un devoir agréable de communiquer à Votre Excellence que l'empereur a daigné nommer secrètement le général Domontovitch en qualité de commissaire impérial provisoire pour la Bulgarie. M. Domontovitch a l'intention d'arriver à Belgrade environ le 30 ct. Conformément à ses instructions, il doit annoncer de Belgrade au comité militaire les noms des personnes qui il a destinées au Gouvernement provisoire. Ces personnes une fois en fonctions, M. Domontovitch entrera à Sofia en qualité d'agent diplomatique et Envoyé impérial extraordinaire.

Une fois le Gouvernement provisoire établi en Bulgarie, les éléments pernicieux détruits, l'armée refondue (car c'est nécessaire), le général Domontovitch annoncera,

avec l'adhésion préalable du Gouvernement bulgare, sa nomination au poste de commissaire impérial extraordinaire et convoquera la Grande Sobranié. Celle-ci devra résoudre la question de l'élection d'un prince ou d'un lieutenant princier.

Le major Panitza sera averti de l'arrivée de M. Domontovitch à Belgrade par un employé de notre police secrète ou par l'intermédiaire de l'agent diplomatique de Serbie à Sofia.

No. 224. **Télégrammes chiffrés du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 19 Janv. 1890.**

Le drogman de notre consulat à Roustchouk m'a remis copie d'une dépêche secrète de Panitza à Kolobkoff à Roustchouk. Le contenu en est comme suit: Le prince de Cobourg, le Ministère et les autorités de police sont en nos mains. Veuillez prier le Gouvernement impérial de nommer au plus tôt un commissaire impérial et de l'envoyer à Belgrade. Tout ajournement est excessivement dangereux.

No. 225. **Du 21 Janv. 1890.**

Je m'empresse d'annoncer à Votre Excellence que le Ministère roumain des affaires étrangères me fait justement parvenir un télégramme de l'agent diplomatique royal à Sofia, où ce dernier annonce que le major Panitza et d'autres personnes, qui ont participé au complot contre le prince de Cobourg et son Gouvernement ont été arrêtés dans la nuit à Sofia.

En conséquence, je crois qu'il faut ajourner le voyage du commissaire impérial jusqu'à ce que les circonstances de cette arrestation soient connues et éclaircies.

No. 226. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 25 Janv. 1890.**

Le comte Essen-Stenbock m'a montré une dépêche de notre drogman consulaire à Roustchouk, dans laquelle M. Jacobsohn annonce que le lieutenant Kolobkoff, sujet russe, a été arrêté à Roustchouk avec l'aide du consul allemand pour participation à une conspiration contre le prince de Cobourg.

En suite de quoi, je prie Votre Excellence de bien vouloir me communiquer jusqu'à quel point sont fondés les rapports que M. Jacobsohn a faits à ce sujet au comte Essen-Stenbock.

No. 227. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 26 Janv. 1890.**

En réponse au télégramme secret d'hier, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que, d'après des rapports que l'on m'a faits, les autorités de police de Roustchouk ont envahi le domicile du lieutenant Kolobkoff — un employé du consulat allemand y a pris part — et y ont saisi tous les livres de comptes, les papiers et les reçus. Le jour suivant M. Kolobkoff fut arrêté à l'instigation du vice-consul allemand à Roustchouk et livré aux autorités de police. M. Muller s'est permis à cette occasion des expressions tout à fait déplacées au sujet du Gouvernement russe et des sujets russes domiciliés en Bulgarie.

No. 228. **Télégrammes chiffrés du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 28 Janv. 1890.**

En suite du télégramme secret du 26 ct., le Ministère impérial des affaires étrangères a l'honneur, cher Mon-

sieur, de vous prier de faire venir de Roustchouk à Bukarest la femme du lieutenant Kolobkoff ou le gérant de ses biens. Cela pour dresser un procès-verbal exact de l'arrestation du dit officier et de la conduite du vice-consul allemand à Roustchouk. Ne tardez pas à faire parvenir ce procès-verbal au département asiatique, pour qu'on puisse le faire figurer parmi les *acta* qui ont rapport à la protection accordée par les représentants allemands aux sujets russes domiciliés en Bulgarie.

No. 229. **Du 15 Févr. 1890.**

Donnant suite à votre télégramme secret du 28 Janv. (arrestation de Kolobkoff), j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir communiquer à la femme de Kolobkoff, domiciliée à Roustchouk, que le Ministère des affaires étrangères a chargé notre ambassadeur à Berlin de fournir aide et protection à M. Kolobkoff en sa qualité de sujet russe. Conformément aux Capitulations en vigueur en Bulgarie, M. Kolobkoff sera déféré à nos autorités par l'intermédiaire du représentant allemand dans la principauté.

No. 230. **Du 14 Mars 1890.**

L'ambassadeur impérial à Vienne fait savoir au secrétaire d'Etat Giers que le représentant d'Autriche-Hongrie à Sofia a annoncé ce qui suit au ministre des affaires étrangères. On doit avoir trouvé des lettres de notre drogman consulaire à Roustchouk parmi les papiers saisis chez Kolobkoff, et leur contenu se rapporte à l'entreprise du major Panitza.

Il est vrai que M. Jacobsohn a souvent été chargé de faire des communications à ce sujet à MM. Panitza et Kolobkoff. Aussi le Ministère impérial des affaires étrangères a l'honneur de vous prier, cher Monsieur, de demander à M. Jacobsohn quel était le contenu des

lettres qu'on a trouvées chez M. Kolobkoff, et sous quelle forme il a, en général, correspondu avec ces messieurs au sujet de la nomination d'un commissaire impérial. Veuillez avoir l'obligeance de me communiquer par télégramme les nouvelles obtenues.

No. 231. **Télégramme chiffré du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 15 Mars 1890.**

En réponse à votre télégramme secret d'hier, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que, d'après les réponses faites par M. Jacobsohn aux questions que je lui ai posées, le contenu de ses lettres à Kolobkoff a trait surtout aux fournitures d'armes que ce dernier faisait à la Bulgarie. M. Jacobsohn n'a point entretenu de correspondance avec Panitza et Kolobkoff en matière de conspiration. Il a souvent fait au dernier des communications orales pour Panitza. On n'a pu communiquer au comité militaire de Sofia la nouvelle de la nomination impériale de Domontovitch, parce que le télégramme de Votre Excellence n'est parvenu à la légation impériale que le 20 Janvier. Je chargeai le même jour M. Jacobsohn d'appeler Kolobkoff de Roustchouk à Bukarest, pour lui annoncer personnellement que le commissaire impérial arriverait à Belgrade le 30 Janvier. Cependant Kolobkoff ne put venir, ayant été arrêté à Roustchouk le 22 Janvier. C'est pour cela qu'on n'a pas publié jusqu'à maintenant la nouvelle de la nomination d'un commissaire impérial pour la Bulgarie.

No. 232. **Télégramme chiffré du directeur du département de la police d'Etat au ministre de Russie à Bukarest, du 21 Avril 1890.**

Le directeur*) de notre agence de la police secrète à Paris m'apprend que 2 émigrés russes domiciliés à Paris: Judka Rappoport et Vladimir Bourtzeff (ce dernier sous le nom d'Isaac Lifschitz) ont l'intention de se rendre en Russie, pour y exécuter un complot contre la personne sacrée du Tzar. Des rapports du conseiller d'Etat actuel Roskovski il ressort que les émigrés sus-nommés ont l'intention de passer secrètement la frontière russe en Autriche ou en Roumanie. En conséquence, M. Roskovski a envoyé en Autriche et en Roumanie quelques-uns de ses agents qui connaissent personnellement J. Rappoport et V. Bourtzeff. (Finalement le ministre est prié de prêter son concours aux agents expédiés en Roumanie.)

No. 233. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 30 Avril 1890.**

En suite d'une communication du directeur de la police d'Etat du 28 ct., No. 4279, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir autoriser la caisse de la légation impériale à avancer, sous forme de prêt et au compte du département de la police d'Etat, la somme de Frs. 20.000 au lieutenant Milevski, qui a été attaché à notre agence de la police secrète à Paris. Cette somme doit couvrir les frais de son voyage, pour affaires de service, en Bulgarie, en Turquie, et retour par la Serbie.

*) Le conseiller d'Etat actuel Roskovski.

No. 234. **Lettre secrète du ministre de Russie à Bukarest au directeur de la police d'Etat, du 10 Mai 1890, No. 172.**

Cher Monsieur Pierre Nicolaïevitch,

Par télégramme secret du 30 Avril, le directeur du département asiatique, prie la légation impériale de payer au lieutenant Milevski, au service de la police secrète, 20 000 fr. tirés sur les fonds d'occupation. M. Milevski est chargé par le conseiller d'Etat actuel Roskovski de surveiller le socialiste russe Vladimir Bourtzeff qui se trouve à Belgrade.

M. Milevski m'a communiqué entre autres qu'il doit mettre en train, à Sofia, une conspiration dirigée contre quelques personnes à la tête du Gouvernement et principalement contre le prince de Cobourg.

L'ambassade impériale a reçu la nouvelle qu'on a trouvé chez Kolobkoff (celui qui avait pris part à la conspiration Panitza) une correspondance entre Kolobkoff et le conseiller d'Etat Michtchenko. Elle a trait à la surveillance des socialistes russes qui vivent en Bulgarie.

Votre Excellence sait qu'après le rappel des représentants impériaux en Bulgarie la défense de nos intérêts et la protection des sujets russes de la principauté ont été confiées à l'agent diplomatique d'Allemagne et à ses agents consulaires subordonnés. Il est fort à regretter que les représentants allemands — bien qu'ils ne refusent pas leur protection à nos sujets — confirment et soutiennent l'attitude des autorités illégales de la principauté; et qu'au détriment de nos intérêts ils appuient l'influence tout artificielle de l'Autriche-Hongrie en Bulgarie.

A la légation impériale arrivent des plaintes formulées par des commerçants russes qui, de temps en temps, séjournent pour affaires en Bulgarie. Elles se

rapportent aux mesures de violence des autorités bulgares et aux persécutions auxquelles tout sujet russe est exposé.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir ajourner à quelque temps l'envoi du lieutenant Milevski en Bulgarie. Si vous croyez absolument nécessaire que cet employé se rende Bulgarie, veuillez faire en sorte que M. Milevski soit pourvu d'un passe-port français.

Recevez, cher Monsieur, etc.

No. 235. **Lettre secrète du ministre de Russie à Bukarest au directeur du département asiatique, du 11 Mai 1890, No. 173.**

Cher Monsieur Ivan Alexéievitch,

Le directeur de l'agence de la police secrète à Paris a envoyé en Roumanie un de ses agents pour y poursuivre le socialiste russe Bourtzeff.

En outre M. Roskovski a ordonné au lieutenant de gendarmerie Milevski d'aider en Bulgarie à certaines personnes tout à fait dignes de confiance, à mettre en train une conspiration contre quelques-uns des gouvernants bulgares et, en particulier, contre le prince de Cobourg. En cas extrême, M. Milevski peut remettre des bombes aux gens que lui désignera notre consul-général à Constantinople. C'est l'artificier Féodoroff à Paris qui les a fabriquées.

Comme je n'approuve pas le séjour de nos agents de la police secrète dans la principauté, j'ai prié par communication du 10 ct., No. 172, le directeur du département de la police d'Etat de renoncer pour le moment à la mission de Milevski. Si d'autres raisons déterminent inévitablement le conseiller d'Etat actuel Dournovo à envoyer des agents en Bulgarie, il faut munir ceux-ci

de passe-ports français, pour éviter la protection, rendue difficile, des représentants allemands dans la principauté.

En suite de quoi, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir avertir le département de la police d'Etat que nous devons nous abstenir de tout nouveau complot, jusqu'à l'issue du procès entrepris par les gouvernants illégaux bulgares contre le major Panitza et ses complices. En même temps, je crois de mon devoir, cher Monsieur, d'attirer votre bienveillante attention sur le fait que les Bulgares sont incapables d'agir, et qu'on ne peut, par conséquent, compter que l'emploi de ces bombes à dynamite ait un résultat favorable.

Veuillez, Excellence etc.

No. 236. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 30 Mai 1890.**

Le directeur du département de la police d'Etat prie d'avertir le lieutenant Milevski de se rendre immédiatement à Galatz, et de s'y entendre avec Féodoroff, agent à Toultcha, pour l'arrestation de Bourtzeff à Constantinople. On a pris des mesures pour fournir à la légation des passe-ports français.

No. 237. **Communication secrète du directeur de l'agence de la police secrète à Paris, M. Roskovski, à la légation de Russie à Bukarest, du 7 Juin 1890, No. 479.**

Tout en vous expédiant les passe-ports pour l'étranger que m'ont fournis les autorités françaises, j'ai l'honneur de prier la légation impériale de bien vouloir les remettre à nos agents envoyés de Paris en Roumanie. Veuillez aviser l'ambassade à Paris de l'exécution de cette demande.

No. 238. **Lettre secrète du directeur de la police d'Etat au ministre de Russie à Bukarest, du 11 Juin 1890, No. 5325.**

Cher Monsieur Michel Alexandrovitch,

Votre Excellence a eu la bonté de m'avertir le 10 Mai, sous No. 172, qu'il est inutile et même nuisible de pourvoir de nos passe-ports pour l'étranger les agents de la police secrète qui se trouvent en Bulgarie.

Se basant sur une communication de la légation impériale, du 11 Mai, No. 173, le secrétaire d'Etat Giers écrit, dans une lettre confidentielle au ministre de l'intérieur, qu'il n'approuve pas les ordonnances données par M. Roskovski au sujet de la remise à quelques Bulgares des bombes, fabriquées par M. Féodoroff. Considérant l'incapacité d'agir des Bulgares et la surveillance attentive des autorités, à laquelle sont soumis ceux qui appartiennent au parti de l'opposition, le ministre des affaires étrangères croit qu'il faut nous borner, pendant quelque temps, à aider aux Bulgares émigrés vivant à Constantinople et à Belgrade à exécuter leurs projets.

Je partage tout à fait la manière de voir de Votre Excellence au sujet de la situation actuelle en Bulgarie, et je vous prie, cher Monsieur, de donner selon votre appréciation des instructions aux agents de la police d'Etat qui sont maintenant à votre disposition.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir, etc.

No. 239. **Communication secrète du directeur du département asiatique au ministre de Russie à Bukarest, du 15 Juin 1890, No. 1358.**

Cher Monsieur Michel Alexandrovitch,

En réponse à la lettre confidentielle du 11 Mai, sous le No. 173, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que le département de la police d'Etat a averti

M. Roskovski, directeur de l'agence de Paris, qu'à l'avenir les agents qu'il enverra en Turquie, en Serbie et en Roumanie seront à la disposition des ambassadeurs impériaux.

Tout en communiquant ce qui précède à Votre Excellence, j'ai l'honneur de vous prier, cher Monsieur, de pourvoir les susdits employés de vos instructions en matière de politique bulgare.

No. 240. **Télégramme chiffré du directeur du département asiatique au chargé d'affaires impérial, du 8 Août 1890.**

Je vous prie de remettre sur les fonds d'occupation fr. 8000 à Haralambi Vladighéroff, mis à la disposition de l'agence parisienne de la police d'Etat Il doit employer cet argent à faire une liste des émigrés russes vivant en Bulgarie, et qui s'y trouvent au service du Gouvernement ou des communes. Lorsqu'on aura reçu ces renseignements, on sommera le consul général d'Allemagne à Sofia de réclamer l'expulsion absolue des émigrés russes de Bulgarie.

No. 241. **Du 15 Sept. 1890.**

Le chef de l'état-major a obtenu de l'empereur l'autorisation pour le capitaine Métételoff, émigré bulgare, de se rendre en congé à l'étranger.

Le président du comité de la Société de bienfaisance slave m'annonce que le capitaine Métételoff passe par Bukarest, et se rend à Constantinople et à Belgrade, pour envoyer à Sofia des personnes qui se sont déclarées prêtes à éloigner Stamboloff et Cie — fût-ce par voie de conspiration. Si c'est nécessaire, je vous prie de ne pas refuser votre assistance à M. Métételoff.

———

Noms des personnages cités.

Avis: Le prince Alexandre et l'empereur Alexandre III et plus tard aussi le prince Ferdinand, figurant très fréquemment dans ces documents, ne sont pas allégués dans ce registre. Les chiffres à coté des dates indiquent les numéros des documents.

Dates historiques auxquelles se rapportent les documents.

anc. St.	nouv. St.	1881.
1 Mars.	13 Mars.	Assassinat de l'empereur Alexandre II.
2 Mars.	14 Mars.	Départ du prince Alexandre de Bulgarie pour se rendre à St. Pétersbourg pour l'ensevelissement.
27 Avril.	9 Mai.	Proclamation du prince Alexandre, par laquelle il laisse à la Grande Sobranié le choix entre son abdication ou pleins-pouvoirs de gouverner le pays pendant 7 ans, sans constitution.
27 Avril.	9 Mai.	Ministère: guerre, le général Ehrenrot; instruction publique, Dr. Jiretchek; justice, Stamatoff; finances, Jelechkovitch.
12 Mai.	24 Mai.	Arrivée de l'agent diplomatique de Russie Hitrovo en Bulgarie.
	Juin.	Nomination du général Obroutcheff au poste de chef de l'état-major russe.
1 Juillet.	13 Juill.	Ouverture et clôture de la Grande Sobranié à Sistova; pleins-pouvoirs accordés au prince Alexandre; „coup d'Etat".
2 Juillet.	14 Juill.	Départ du général Ehrenrot pour la Russie. Le Ministère de l'intérieur et de la guerre est remis au lieutenant-colonel russe de Römmlingen.

anc. St.	nouv. St.	
1. Août.	13 Août.	Le Dr. Voulcovitch est nommé ministre des affaires étrangères.
13 Nov.	25 Nov.	Elections au Conseil d'Etat. Président: Iconomoff.
		Michailovski nommé président du Conseil d'Etat.

1882.

30 Déc.	11 Janv.	Ouverture de la session du Conseil d'Etat.
31 Dec.	12 Janv.	Changements au Ministère: de Römmlingen remet le Ministère de la guerre au général russe Kryloff. De Römmlingen remet l'intérieur à Natchevitch. Teocharoff remet à Grécoff le Ministère de la justice. Le Dr. Jiretchek remet le Ministère de l'instruction publique à Teocharoff.
6 Févr.	18 Févr.	Dragan Tzankoff, chef du parti libéral est interné à Vratza.
12 Avril.	24 Avril.	Le colonel russe Popoff, adjoint au Ministère de la guerre, quitte l'armée bulgare, sur l'ordre du prince Alexandre.
	—	Le général russe Kryloff dépose, sur l'ordre du prince, son portefeuille de ministre de la guerre.
	—	Le général russe Lessovoï est nommé ministre provisoire de la guerre.
	Mai.	Départ du prince pour St. Pétersbourg. L'agent diplomatique de Russie Hitrovo est rappelé de Bulgarie.
		Les généraux russes Soboleff et baron Kaulbars I sont nommés ministres bulgares: Soboleff présidence et l'intérieur; Kaulbars guerre.

anc. St.	nouv. St.	
26 Juillet.	7 Sept.	Formation du corps de dragons bulgares (gendarmerie).
12 Sept.	24 Sept.	Visite du prince Alexandre au roi Charles à Sinaïa.
2–5 Oct.	14–17 Oct.	Visite du roi Milan à Roustchouk.
18 Nov.	30 Nov.	Le Dr. Voulcovitch passe au général Soboleff le Ministère des travaux publics.
26 Nov.	8 Déc.	Le prince Hilkoff, ingénieur russe, prend le portefeuille des travaux publics.
8 Déc.	20 Déc.	Ouverture de la Sobranié.
14 Déc.	26 Déc.	Aleko Pacha, gouverneur-général de la Roumélie Orientale, déclare par écrit au représentant de Russie de Krebel qu'il ne peut plus le recevoir.

1883.

14 Janv.	26 Janv.	Le Dr. Voulcovitch remet au Dr. Stoïloff le portefeuille des affaires étrangères et des cultes.
13 Févr.	25 Févr.	Clôture de la Sobranié.
25 Févr.	7 Mars.	L'évêque Meleti est interné au Rilo.
2 Mars	14 Mars.	Démission de Stoïloff (affaires étrangères), Grécoff (justice), Natchévitch (intérieur).
3 Mars	15 Mars.	Le président du Conseil, général Soboleff, forme un nouveau Ministère: prince Hilkoff (travaux publics), Bourmoff (finances), Téocharoff (justice et instruction publique), Agoura (intérieur), Kyriaque Tzankoff (affaires étrangères). Le baron Kaulbars reste ministre de la guerre.
13 Avril.	25 Avril.	Le Dr. Voulcovitch est nommé président du Conseil d'Etat.

anc. St.	nouv. St.	
15 Avril.	27 Avril.	Départ du prince Alexandre pour St. Pétersbourg par Constantinople, la Palestine, Athènes, Cetinje, Darmstadt etc.
18 Avril.	30 Avril.	Le prince Alexandre est reçu par le Sultan.
27 Avril.	9 Mai.	Conférence à quatre, à Vienne, au sujet de la construction de la ligne Vienne - Belgrade - Sofia - Constantinople. (Délégués bulgares: Dr. Stoïloff et Stoïtcheff).
		Arrangement concernant la construction du tronçon Zaribrod-Sofia-Vakarel.
15 Mai.	27 Mai.	Le prince Alexandre à Moscou. Couronnement du couple impérial russe.
		Le conseiller d'Etat impérial Yonine est nommé agent diplomatique extraordinaire en Bulgarie.
16 Juin.	28 Juin.	Convention russo-bulgare touchant le payement de 10,818,250 roubles à la Russie, comme frais d'occupation pour 1879.
12 Juill.	24 Juill.	Retour du prince à Sofia.
26 Juill.	7 Août.	Chr. Stoïanoff reprend de Teocharoff le Ministère de la justice. Tzankoff est grâcié, son entrée à Sofia.
5 Août.	17 Août.	Le général Lessovoï est nommé aide de camp-général du prince.
9 Août.	21 Août.	Les libéraux et les conservateurs s'entendent contre les généraux russes.
10 Août.	21 Août.	Arrivée à Sofia de M. Yonine.
12 Août.	24 Août.	Sa première audience auprès du prince Alexandre. Yonine réclame le rétablissement immédiat de la Constitution et menace le prince de le faire déposer et détrôner par l'armée bulgare.

anc. St.	nouv. St.	
16 Août.	28 Août.	Ovations faites au prince Alexandre par des officiers et soldats bulgares au camp de Sofia.
26 Août.	7 Sept.	
1 Sept.	13 Sept.	
30 Août.	11. Sept.	Manifeste du prince concernant la révision de la Constitution.
3 Sept.	15 Sept.	Le prince ouvre la Sobranié.
4 Sept.	16 Sept.	Adresse où la Sobranié exprime son dévouement au prince; le Ministère Soboleff-Kaulbars I se retire.
6 Sept.	18 Sept.	La Constitution bulgare est rétablie par le prince Alexandre.
7 Sept.	19 Sept.	Dragan Tzankoff forme un Ministère mixte composé de libéraux et de conservateurs, et se charge de l'intérieur; Balabanoff des affaires étrangères; Dr. Stoïloff de la justice; Natchevitch des finances; Stoïtcheff des travaux publics; Dr. Molloff de l'instruction publique; le colonel russe Rudiger est nommé ministre provisoire de la guerre. Grécoff — président de la Sobranié.
8 Oct.	20 Oct.	Le ministre Balabanoff et le général Lessovoï sont envoyés à St. Pétersbourg.
12 Oct.	24 Oct.	Un ordre direct de Russie rappelle l'aide de camp-général Lessovoï et l'aide de camp Polsikoff, officiers russes.
13 Oct.	25 Oct.	Le ministre provisoire de la guerre Rudiger est renvoyé par le prince Alexandre.
14 Oct.	26 Oct.	Le conseil des ministres prend la décision de renvoyer les officiers russes de la suite du prince et de rappeler les officiers bulgares qui avaient été envoyés en Russie.

anc. St.	nouv. St.	
29 Oct.	10 Nov.	Arrivée du général russe, baron Nicolaï Vassilievitch Kaulbars II (agent militaire à Vienne), pour passer une convention entre la Russie et la Bulgarie.
3 Nov.	15 Nov.	Entente concernant les officiers russes servant en Bulgarie.

1884.

25 Déc.	6 Janv.	Clôture de la Sobranié.
2 Janv.	14 Janv.	Le Dr. Stoïloff et Natchevitch quittent le Ministère.
4 Janv.	16 Janv.	Le Dr. Pomianoff est nommé ministre de la justice et Sarafoff aux finances.
6 Févr.	18 Févr.	Le général Kaulbars II quitte la Bulgarie après que la convention militaire est signée.
14 Févr.	26 Févr.	Arrivée du général russe récemment nommé, prince Cantacuzène, en qualité de ministre de la guerre en Bulgarie.
6 Mars.	18 Mars.	M. Yonine est rappelé; le consul général Koïander est nommé agent diplomatique en Bulgarie.
7 Mars.	19 Mars.	M. Yonine remet les affaires au secrétaire Bogdanoff.
12 Avril.	24 Avril.	Départ du prince Alexandre pour la Russie.
25 Avril.	7 Mai.	Fin des 5 années d'activité du gouverneur-général de la Roumélie Orientale Aleko Pacha Bogoridi; Gavril Pacha Cristovitch prend sa place.
Mai — Juin.		Les élections à la Sobranié donnent la majorité à Karavéloff contre Tzankoff.
15 Juin.	27 Juin.	Ouverture de la Sobranié à Tirnova.
17 Juin.	29 Juin.	Le Ministère Tzankoff donne sa démission.

anc. St.	nouv. St.	
18 Juin.	30 Juin.	Ministère Karavéloff président, travaux publics, finances; Slavéikoff à l'intérieur; Radoslavoff à la justice; Koroleff à l'instruction publique; Zanoff aux affaires étrangères.
		Clôture de la Sobranié.
3—5/15—17 Août.		Les empereurs d'Autriche, d'Allemagne et de Russie se rencontrent à Szernievice.
15 Oct.	27 Oct.	Ouverture de la Sobranié.

1885.

3 Févr.	15 Févr.	Slavéikoff se retire. Souknaroff est nommé ministre de l'intérieur.
		Pillage de l'arsenal à Doubnitza.
12 Août.	24 Août.	Départ du prince Alexandre pour l'Autriche; il se rend aux manoeuvres à Pilsen; sa conférence à Franzensbad avec M. Giers.
Août.		Manoeuvres des troupes bulgares aux environs de Choumla.
3 Sept.	15 Sept.	Le prince reçoit la députation de la Roumélie Orientale, qui vient lui annoncer qu'une révolution est imminente à Philippopoli, et qu'on se prépare à proclamer l'union de la Bulgarie (Risoff et Courteff).
6 Sept.	18 Sept.	Révolution à Philippopoli; proclamation de l'union.
8 Sept.	20 Sept.	Le prince proclame l'union et fait mettre l'armée sur pied de guerre.
9 Sept.	21 Sept.	Entrée du prince à Philippopoli.
11 Sept.	23 Sept.	La Porte proteste contre l'union. Les officiers russes sont rappelés de la Bulgarie et de la Roumélie Orientale.
2 Nov.	14 Nov.	La Serbie déclare la guerre.

anc. St.	nouv. St.	
7, 8, 9 Nov.	19, 20, 21 Nov.	Combats à Slivnitza; les Serbes sont battus, à 30 kil. de Sofia.
12 Nov.	24 Nov.	Les Bulgares passent la frontière serbe.
14, 15	26, 27 Nov.	Combat de Pirot.
16 Nov.	28 Nov.	L'intervention de l'Autriche-Hongrie (comte Khevenhuller) arrête la marche des Bulgares.
—		Armistice conclu entre la Bulgarie et la Serbie.
14 Déc.	26 Déc.	Entrée du prince Alexandre à Sofia.

1886.

19 Janv.	31 Janv.	Convention turco-bulgare (Kiamil Pacha. F. Zanoff).
		Un iradé du Sultan nomme pour 5 ans le prince gouverneur de la Roumélie Orientale.
19 Févr.	3 Mars.	Paix de Bukarest entre Bulgarie et Serbie.
13 Avr.	25 Avr.	Schakir-Pacha remet au prince l'iradé par lequel le Sultan le nomme gouverneur de la Roumélie Orientale.
Mai.		Le prince parcourt la Bulgarie méridionale.
—		Première conspiration, à Bourgas, du capitaine russe Nabokoff, contre le prince Alexandre.
2 Juin.	14 Juin.	Ouverture de la 1e Sobranié composée de députés des deux Bulgaries.
9 Août.	21 Août.	Une révolution militaire détrône le prince (Régiment de Strouma, école militaire, 1er régiment d'artillerie).

anc. St.	nouv. St.	
9 Août.	21 Août.	Un Gouvernement provisoire est constitué. Président: l'évêque Kliment; ministre de la guerre: major Nikiforoff; intérieur: Tzankoff; finances: Bourmoff; affaires étrangères et cultes: Chr. Stoïanoff; justice: Radoslavoff; instruction publique: Velitchkoff.
10 Août.	22 Août.	L'armée prête serment au Gouvernement provisoire. Se refusent à le prêter: le régiment de Plevna (capitaine Marinoff), et une droujine du régiment de Philippopoli (capitaine Veltcheff).
	—	Le régiment du littoral de Varna se soulève en faveur du prince.
11 Août.	23 Août.	La garnison de Philippopoli se soulève en faveur du prince.
12 Août.	24 Août.	Le régiment Alexandre, à Sofia, major Popoff, se soulève en faveur du prince.
	—	Radoslavoff proteste contre sa prétendue nomination au poste de ministre de la justice du cabinet Kliment.
	—	Le Ministère Kliment est forcé de démissionner; on forme un Ministère Karavéloff-Panoff.
	—	Le prince Alexandre arrive comme prisonnier en Russie (Réni).
	—	Régence Karavéloff-Nikiforoff-Stamboloff. Ministère: Dr. Stoïloff (affaires étrangères); Radoslavoff (intérieur); Ivantchoff (instruction publique); Ghéchoff (finances); Orechakoff (justice); Panoff (guerre).

anc. St.	nouv. St.	
13 Août.	25 Août.	Régence Stamboloff - Staweikoff - Stranski. Ministère: Radoslavoff, président et affaires intérieures; Natchevitch, affaires étrangères et finances; Nikolajeff, guerre; Tantcheff, justice; Iivkoff, instruction publique.
14 Août.	26 Août.	Le prince Alexandre part de Réni pour Léopol.
15 Août.	27 Août.	Arrivée du prince à Léopol.
16 Août.	28 Août.	Le prince Alexandre part de Léopol pour la Bulgarie.
17 Août.	29 Août.	Arrivée à Bukarest. Le président du Conseil des ministres Ivan Bratiano le salue au nom du roi Charles de Roumanie.
		Arrivée du prince sur sol bulgare, à Roustchouk. Le président de la Sobranié (Stamboloff) et les consuls le saluent. Télégramme du prince au Tzar.
	—	Les régiments de la Bulgarie méridionale, conduits par Moutkouroff, entrent à Sofia.
22 Août.	3 Sept.	Entrée du prince à Sofia.
		Arrivée du chargé d'affaires russe Nekliudoff.
26 Août.	7 Sept.	Proclamation du prince, son abdication. Régence Stamboloff - Karavéloff - Moutkouroff. Ministère: Radoslavoff, président et affaires intérieures; Natchevitch, affaires étrangères; Ghéchoff, finances; Nikolajeff, guerre; Ivantchoff, instruction publique; Stoïloff, justice.
28 Août.	9 Sept.	Dernier jour du prince en Bulgarie.
12 Sept.	24 Sept.	Le général russe baron Nicolaï Vassilievitch Kaulbars II arrive en qualité de chargé de pouvoirs plénipot. extraord.

anc. St.	nouv. St.	
20 Sept.	2 Oct.	Le président du Conseil des ministres Tisza déclare au sein du parlement hongrois que l'Autriche-Hongrie fera tous ses efforts pour protéger le développement indépendant des populations balkaniques, et pour empêcher qu'un protectorat étranger n'y soit établi.
20 Sept.	2 Oct.	L'état de siége en Bulgarie est relevé.
28 Sept.	10 Oct.	Elections pour la Grande Sobranié.
12 Oct.	24 Oct.	Arrivée de deux vaisseaux de guerre russe devant Varna.
Octobre.		Le général Kaulbars voyage en Bulgarie pour y déclarer illégale la régence composée par le prince, et pour exciter le peuple et l'armée à des actes d'hostilité contre celle-ci.
14 Oct.	26 Oct.	Kaulbars réclame la mise en liberté des officiers bulgares Groueff et Bendereff qui avaient particulièrement participé à l'éloignement du prince Alexandre.
19 Oct.	31 Oct.	La Sobranié se réunit à Tirnova. Le prince Waldemar de Danemark est élu comme prince.
		Kaulbars déclare l'élection illégale. Le prince Waldemar décline l'offre qui lui est faite.
		Groueff et Bendereff seront mis en liberté.
23 Oct.	4 Nov.	Emeute du capitaine russe Nabokoff à Bourgas.
25 Oct.	6 Nov.	La révolution de Bourgas est réduite.
26 Oct.	7 Nov.	Arrivée de vaisseaux de guerre russes devant Bourgas.
1 Nov.	9 Nov.	La Cour Martiale à Bourgas condamne Nabokoff à mort.

anc. St.	nouv. St.	
2 Nov.	14 Nov.	Nabokoff est livré au vice-consul de Russie à Bourgas, sur la demande, appuyée de menaces, du général Kaulbars.
7—8	19—20 Nov.	Kaulbars déclare que, vu l'attitude hostile du Gouvernement bulgare, sa mission n'a plus raison d'être, et quitte le pays avec tous les consuls et vice-consuls de Russie.
20 Nov.	2 Déc.	Une députation bulgare est envoyée aux cours de Vienne, de Berlin, de Londres, de Rome et à Paris pour y implorer du secours contre la Russie.
20 Nov.	2 Déc.	Arrivée à St. Pétersbourg du général Kaulbars.
26. Nov.	8 Déc.	La députation bulgare offre le trône de Bulgarie au prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha.

1887.

17 Févr.	1 Mars.	Emeute militaire à Silistrie; le commandant, capitaine Kristeff, est fusillé par les troupes restées fidèles.
19 Févr.	3 Mars.	Emeute militaire à Roustchouk, sous le commandement du lieutenant-colonel Filoff, du major Ousounoff et du capitaine russe Bollmann. — La garde nationale y écrase les émeutiers. Combats dans les rues. Filoff est mortellement blessé.
20 Févr.	4 Mars.	Condamnation à mort, conformément aux lois martiales, du major Ousounoff, du major de réserve Panoff, du capitaine Selenogoroff, des lieutenants Kresteniakoff, Trembechkoff, Entcheff, Kojou-

anc. St.	nouv. St.	
		charoff, et des citoyens de Roustchouk Thomas Kirdjieff et Alexandre Tzvetkoff. — Le capitaine russe Bollmann, quoique condamné à mort, est livré au consul allemand.
21 Févr.	5 Mars.	Le commandant en chef major Pétroff ratifie la sentence de mort.
22 Févr.	6 Mars.	Les condamnés sont fusillés.
17 Juin.	29 Juin.	Stamboloff déclare avoir reçu d'un prince de haut lignage l'assurance qu'il accepterait son élection au trône.
25 Juin.	7 Juill.	La Sobranié de Tirnova élit à l'unanimité au trône de Bulgarie le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha.
1 Juill.	13 Juill.	Circulaire de la Porte à propos de l'élection.
2 Juill.	14 Juill.	Le prince Ferdinand reçoit la députation bulgare à Ebenthal.
29 Juill.	10 Août.	Le prince de Cobourg adresse aux représentants des grandes puissances à Vienne une lettre où il communique sa décision d'accepter l'appel de la nation bulgare.
30 Juill.	11 Août.	Le représentant de la Turquie à Sofia, Riza Bey, est rappelé.
31 Juill.	12 Août.	Le prince arrive sur sol bulgare.
2 Août.	14 Août.	Il prête serment à Tirnova. Proclamation à la nation et à l'armée.
10 Août.	22 Août.	Entrée à Sofia.
19 Août.	31 Août.	Formation d'un Ministère Stamboloff (président et intérieur), Moutkouroff (guerre), Stoïloff (justice), Stranski (aff. étrang.), Ilokoff (instruct. publique), Natchevitch (finances).
29 Juill.	10 Août.	Protestation du Gouvernement russe contre l'avénement du prince au trône de Bulgarie.

anc. St.	nouv. St.	
15 Oct.	27 Oct.	Ouverture de la Sobranié à Sofia.
15 Nov.	27 Nov.	Arrivée à Sofia de la princesse mère, la duchesse Clémentine de Saxe-Cobourg-Gotha, Princesse d'Orléans.
17 Déc.	29 Déc.	Clôture de la Sobranié à Sofia.

1888.

27 Déc.	8 Janv.	La bande du capitaine russe Nabokoff est anéantie par des paysans et quelques troupes près du village de Mehemetchkieuï aux environs de Bourgas. On trouve sur Nabokoff des lettres de Hitrovo, qui prouvent que le Gouvernement russe a organisé cette entreprise.
22 Janv.	3 Févr.	Publication du traité entre l'Allemagne et l'Autriche.
23 Févr.	6 Mars.	Sur la demande de la Russie, le grand-vizir déclare au Gouvernement bulgare que la présence du prince en Bulgarie est illégale.
26 Févr.	9 Mars.	Mort de l'empereur Guillaume I.
20 Mars.	1 Avr.	Le Ministère Bratiano (Roumanie) donne sa démission.
26 Avr.	8 Mai.	L'évêque Kliment à Tirnova est suspendu à cause de son attitude hostile envers le prince et le Gouvernement.
11 Mai.	23 Mai.	Ouverture de la ligne Zaribrod-Sofia-Vakarel-Bellova; ligne entre Paris et Constantinople.
19 Mai.	31 Mai.	La Russie réclame de la Porte le paiement des frais de la guerre.
3 Juin.	15 Juin.	Mort de l'empereur Frédéric III.
23 Juin.	5 Juill.	Le Gouvernement bulgare achète la ligne Roustchouk-Varna.

anc. St.	nouv. St.	
2—14/	14—20 Juill.	Visite de l'empereur Guillaume II. en Russie.
31 Juill.	12 Août.	La ligne Zaribrod-Sofia-Vakarel-Bellova est ouverte au transit international.
4 Sept.	16. Sept.	Attentat de Kisseloff à Bukarest contre le ministre des finances Natchevitch.
15 Oct.	27 Oct.	Ouverture de la Sobranié à Sofia.
17 Oct.	29 Oct.	Attentat contre l'empereur de Russie, à Borki.
Nov.		Ivan Bratiano †.
2 Déc.	14 Déc.	Anthimos, premier exarque de Bulgarie, archevêque à Vidine †.
12 Déc.	24 Déc.	Stoïloff (justice) et Natchevitch (finances) se retirent; le président de la chambre Tontcheff est nommé à la justice, et Sallabacheff aux finances. Zacharie Stoïanoff est élu président de la chambre.
18 Déc.	30 Déc.	Clôture de la Sobranié.

1889.

30 Déc.	11 Janv.	Le Gouvernement bulgare dissout le synode à Sofia.
31 Déc.	12 Janv.	Le prince Ferdinand nomme le prince Alexandre de Battenberg général d'infanterie bulgare, et le prince François-Joseph de Battenberg major.
Févr.		Le prince Alexandre de Battenberg, comte de Hartenau, épouse Mlle Loisinger.
22 Févr.	6 Mars.	Le roi Milan de Serbie renonce au trône en faveur de son fils. Régence: Ristitch, général Belimarkovitch, Protitch.
1 Mars.	13 Mars.	Natchevitch est nommé agent bulgare à Vienne.

anc. St.	nouv. St.	
26 Mars.	7 Avril.	Formation du cabinet Catargi en Roumanie.
5 Avril.	17 Avril.	La chambre roumaine accepte le projet de loi pour fortifications à Bukarest et à la frontière russe.
13 Mai.	25 Mai.	Premier coup de pioche pour la construction de la ligne bulgare Yamboli-Bourgas.
11 Juin.	23 Juin.	L'empereur François-Joseph constate dans le discours du trône les efforts que fait la Bulgarie pour se développer pacifiquement.
	Juillet.	L'attaché militaire d'Autriche à Constantinople, le colonel chevalier de Manega visite Philippopoli, Sofia et les camps des garnisons.
17 Juill.	29 Juill.	Lord Salisbury déclare à la chambre des pairs que, grâce au développement national des peuples de l'Orient et à l'abstention de toute intervention des puissances la question d'Orient continue à se résoudre pacifiquement.
19 Juill.	31 Juill.	Contraction d'un emprunt, fait à Londres, de 10 millions de frs. pour la ville de Sofia; émission 82, taux 6 $^0/_0$, amortissement 1 $^0/_0$.
2 Sept.	14 Sept.	Zacharie Stoïanoff † à Paris.
8 Sept.	20 Sept.	Les officiers bulgares Pétroff (lieutenant-colonel) et Marinoff (major) assistent aux manoeuvres des troupes autrichiennes.
26 Sept.	8 Oct.	Premier voyage du prince Ferdinand à l'extérieur.
5 Oct.	17 Oct.	Le prince Dolgorouki, lieutenant russe, est expulsé de Bulgarie pour agissements hostiles au Gouvernement.
21 Oct.	2 Nov.	Retour du prince à Sofia.

anc. St.	nouv. St.	
4. Nov.	16 Nov.	Le cabinet Catargi en Roumanie démissionne, le général Mano forme un nouveau cabinet. (Lahovary aux affaires étrangères.)
15 Déc.	27 Déc.	Contraction d'un emprunt d'Etat de 30 millions de frs. avec la „Länderbank“ à Vienne. Emission 85, taux 5 %, amortissement 1 %. Garantie: les lignes Zaribrod-Vakarel et Yamboli-Bourgas.
17 Déc.	29 Déc.	Clôture de la Sobranié.

1890.

1 Janv.	13 Janv.	Traité de commerce entre l'Angleterre et la Bulgarie.
20 Janv.	1 Févr.	Arrestation du major Panitza, des capitaines Tchevdaroff et Tateff, du lieutenant Risoff et du lieutenant russe en retraite Kolobkoff — pour avoir conspiré contre le prince.
1 Févr.	13 Févr.	La Russie réclame de la Bulgarie le payement de frais d'occupation arriérés.
24 Févr.	8 Mars.	La Bulgarie paie à la Russie frs. 8,867,000 de ce chef.
14 Mai.	26 Mai.	Ouverture de la ligne Yamboli-Bourgas.
17 Mai.	29 Mai.	La cour martiale à Sofia condamne le major Panitza à mort et le lieutenant Kolobkoff à la réclusion. Le ministre de la guerre ordonne l'arrestation du lieutenant-colonel Kissoff.
4 Juin.	16 Juin.	Le Gouvernement bulgare prie, dans une note adressée à la Porte, que celle-ci nomme des évêques bulgares en Macédoine. La Russie réclame catégoriquement de la Porte le payement des frais de la guerre.

anc. St.	nouv. St.	
4 Juin.	16 Juin.	Le ministre des affaires étrangères, Stranski, se retire ainsi que le ministre des finances Salabacheff. Stamboloff reprend provisoirement le Ministère des affaires étrangères et Beltcheff les finances.
8 Juin.	20 Juin.	La Cour de cassation militaire ratifie la sentence portée contre Panitza.
14 Juin.	26 Juin.	Le prince confirme l'arrêt de mort contre Panitza.
15 Juin.	27 Juin.	Le prince part pour Carlsbad.
17 Juin.	29 Juin.	Panitza est fusillé devant la garnison de Sofia.
10 Juill.	22 Juill.	Le 1[er] drogman communique à la Porte que la Russie désapprouve l'envoi d'évêques bulgares en Macédoine.
23 Juill.	4 Août.	Le Sultan nomme des évêques bulgares à Ochrida et à Uskub (Macédoine).
2 Août.	14 Août.	Retour du prince à Vidine.
		Le duc Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha confère à Stamboloff la grand' croix de l'ordre de la maison Ernestine de Saxe.
Août.		Le lieutenant russe Kolobkoff, condamné à 9 ans de prison, est livré à la Russie.
27 Sept.	9 Oct.	Traité de commerce passé entre la France, la Suisse et la Bulgarie.
15 Oct.	27 Oct.	Ouverture de la Sobranié.
4 Nov.	16 Nov.	Beltcheff est nommé ministre des finances et Grécoff ministre des affaires étrangères.
16 Déc.	28 Déc.	Clôture de la Sobranié.

1891.

anc. St.	nouv. St.	
Janvier.		Le Gouvernement russe réclame l'expulsion de soi-disant ou véritables nihilistes russes.
3 Févr.	15 Févr.	Réponse de la Bulgarie à cette note. La Bulgarie déclare ne point donner asile à des révolutionnaires russes et constate au contraire que des révolutionnaires bulgares trouvent bon accueil et soutien en Russie.
4 Févr.	16 Févr.	Démission du ministre de la guerre Moutkouroff. Le major Savoff prend sa place.
14 Févr.	26 Févr.	Les colonels Nicolaïeff et Moutkouroff sont nommés généraux.
3 Mars.	15 Mars.	Le général Moutkouroff † à Naples.
13 Mars.	25 Mars.	On l'ensevelit à Sofia.
15 Mars.	27 Mars.	Attentat contre le ministre Stamboloff. Le ministre des finances Beltcheff est assassiné à Sofia.
17 Mars.	29 Mars.	Ensevelissement de Beltcheff.
Avril.		L'ambassadeur de Russie à Bukarest, Hitrovo, est transféré à Lisbonne.
Avril.		L'agent bulgare à Vienne, Natchevitch, est nommé ministre des finances.
28 Juin.	10 Juill.	Le Sultan reçoit l'agent bulgare à Constantinople, Voulcovitch, et le ministre des finances Natchevitch.
22 Août.	3 Sept.	Le grand-vizir Kiamil Pacha est destitué; Djeval Pacha, jusqu'alors gouverneur de Candie, prend sa place.
22 Sept.	4 Oct.	Le ministre bulgare de la justice, Tontcheff, se retire.
15 Oct.	27 Oct.	Ouverture de la Sobranié.

anc. St.	nouv. St.	
	Oct.	La Sobranié vote pour le premier prince de Bulgarie une dotation annuelle de fr. 50 000.
26 Nov.	8 Déc.	On expulse un journaliste français; les rapports diplomatiques entre France et Bulgarie en sont interrompus.

1892.

12 Févr.	24 Févr.	Assassinat de l'agent diplomatique Voulcovitch à Constantinople.
13 Févr.	25 Févr.	Le président ministre des finances Salabacheff est nommé à la justice.
18 Févr.	2 Mars.	Ensevelissement de Voulcovitch à Philippopoli.
	—	Dimitroff, agent diplomatique à Belgrade, est nommé au poste de Constantinople.
		Voyage du prince à Vienne, Londres, etc. On l'accueille partout avec sympathie.
18 Juin.	30 Juin.	Commencement du procès de haute trahison.
7 Juill.	19 Juill.	La cour martiale condamne à mort Milaroff, Popoff, Ghéorgieff et Karagouloff.
15 Juill.	27 Juill.	La sentence est exécutée.
		Retour du prince en Bulgarie.
31 Juill.	12 Août.	Audience du Sultan accordée à Stamboloff.
17 Août.	29 Août.	Ouverture de la 1e exposition nationale à Philippopoli.
1 Nov.	13 Nov.	Sa fermeture.
15 Oct.	27 Oct.	Ouverture de la Sobranié.
15 Nov.	27 Nov.	Natchevitch, ministre des finances, se retire.
18 Nov.	30 Nov.	Salabacheff (justice) est nommé aux finances.
26 Nov.	8 Déc.	La Russie réclame le payement de 2 millions de roubles *comme frais d'occupation*, aux termes du contrat passé en 1883.

anc. St.	nouv. St.	
4 et 16 Déc.	7 et 19 Déc.	Stamboloff explique à la Chambre les rapports entre le Bulgarie et la Turquie.
13 Déc.	25 Déc.	Slavkoff, président de la Chambre, est nommé ministre de justice.
14 Dec.	26 Dec.	La Grande Sobranié élit Dimitri Petkoff à la présidence.
Déc.		La Sobranié accepte le projet *d'une modification de la constitution.*
15 Déc.	27 Déc.	Clôture de la Sobranié.

Imprimerie de C. G. Röder, Leipzig.

